

# RAPPORT ANNUEL 2011

RIO 2012

STOCKHOLM 1972



Programme des Nations Unies pour l'environnement



# PNUE RAPPORT ANNUEL 2011

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a pour mission de montrer la voie et d'encourager la coopération pour protéger l'environnement. Il se doit aussi d'être une source d'inspiration et d'information pour les États et les populations et un instrument de facilitation en leur permettant d'améliorer la qualité de leur vie sans toutefois compromettre celle des générations à venir.

Le rapport annuel de cette année et les rapports des années précédentes peuvent être consultés sur le site [www.unep.org/annualreport](http://www.unep.org/annualreport)

Publié en février 2010

© 2010 Programme des Nations Unies pour l'environnement

ISBN: 978-92-807-3245-0

DCP/1493/NA

Directeur de publication :	Nick Nuttall
Rédacteur et Coordonnateur du projet :	Richard Crompton
Conception et présentation :	Amina Darani, Jennifer Odallo
Couverture :	Enid Ngaira
Production :	Division de la communication et de l'information du PNUE
Impression :	ONUN/Section des services de publication/Nairobi, Certifié ISO 14001:2004

\* Par dollar, on entend ici le dollar des États-Unis.

\* Toutes les adresses Internet ont un préfixe <http://>

Photographie de la couverture : © Getty Images

Le PNUE s'efforce de promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement dans le monde entier comme dans ses propres activités. Ce rapport est imprimé sur du papier recyclé produit à partir de forêts exploitées durablement. Les encres sont d'origine végétale. Notre politique en matière de distribution vise à réduire l'empreinte carbone du PNUE.

La présente publication peut être reproduite, en totalité ou en partie, sous n'importe quelle forme, à des fins éducatives ou non lucratives, sans l'autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur, à condition qu'il soit fait mention de la source. Le PNUE souhaiterait que lui soit communiqué un exemplaire de tout ouvrage où la présente publication est mentionnée comme source. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite préalable du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Les appellations géographiques utilisées dans le présent rapport et la présentation des éléments qui y figurent n'impliquent de la part de l'éditeur ou des organisations participantes aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

# TABLE DES MATIÈRES

02	Message du Secrétaire général de l'ONU
04	Introduction du Directeur exécutif
08	Un hommage à Wangari Maathai par la Directrice exécutive adjointe du PNUE
10	Chapitre 1 : 2011 : Année de transformation et de progrès
22	Chapitre 2 : Changements climatiques
34	Chapitre 3 : Catastrophes et conflits
44	Chapitre 4 : Gouvernance de l'environnement
54	Chapitre 5 : Gestion des écosystèmes
62	Chapitre 6 : Substances nocives et déchets dangereux
74	Chapitre 7 : Utilisation efficace des ressources
82	Chapitre 8 : Le PNUE au sein de l'ONU
87	Aperçu des programmes du PNUE
96	Publications du PNUE en 2011
102	Chapitre 9 : Nomenclature des services et financement
107	Hauts fonctionnaires du PNUE en 2011
108	Organigramme du PNUE
109	Index
112	Glossaire

# MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU



BAN KI-MOON  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Combattre les inégalités, réduire la pauvreté, consolider la paix et garantir la prospérité de l'humanité tout entière : voilà autant d'objectifs dont la réalisation suppose d'abandonner les vieux modèles économiques caractérisés par une pollution effrénée et la surexploitation des ressources naturelles de la planète.

La terre est aujourd'hui peuplée de 7 milliards d'habitants. Dans cinq ans à peine, elle en abritera un demi-milliard de plus; il faudra les nourrir, assurer leur sécurité et leur offrir des emplois et des perspectives. Les indicateurs environnementaux, économiques et sociaux indiquent que notre modèle actuel de progrès n'est pas viable à long terme. Les écosystèmes sont malmenés et les économies s'essoufflent. Il nous faut choisir une voie qui permette de promouvoir l'égalité et la croissance économique tout en préservant la planète.

Dans moins de six mois, des dirigeants politiques, des chefs d'entreprise et des représentants de la société civile se réuniront à Rio de Janeiro pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Cette conférence, aussi appelée « Rio+20 », est une occasion unique de mettre la planète sur la voie d'un développement plus durable et de faire fond sur les acquis du Sommet « Planète Terre » de 1992 en vue de bâtir l'avenir que nous voulons.

Je compte que le PNUE jouera un rôle déterminant dans les efforts faits pour tenir la promesse de la Conférence Rio +20 et continuera de proposer des solutions novatrices aux problèmes qui nous concernent tous. Pionnier de l'économie verte, un des thèmes de la Conférence, le Programme produit en outre une grande partie des données scientifiques qui nous permettront d'édifier un avenir moins précaire, que ce soit en participant aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ou en établissant ses propres rapports sur l'avenir de l'environnement mondial. Nous devons absolument exploiter les informations dont nous disposons pour concrétiser le développement durable.

Le présent rapport met en lumière les multiples initiatives menées par le PNUE en faveur de l'environnement et du développement. Il montre en outre que le système des Nations Unies dans son ensemble progresse dans l'application du principe de l'unité d'action des Nations Unies au regard du développement durable. Tous ceux qui souhaiteraient faire des principes d'économie verte et de développement durable une partie intégrante de leur processus de décision le trouveront très utile sur les plans théorique et pratique, et j'en recommande vivement la lecture au plus grand nombre.

*Ki Mow Ban*



© UN

*“La terre est aujourd'hui peuplée  
de 7 milliards d'habitants ...*

*Il nous faut choisir une voie  
qui permette de promouvoir  
l'égalité et la croissance  
économique tout en  
préservant la planète.”*

# INTRODUCTION DU DIRECTEUR EXÉCUTIF



**ACHIM STEINER**  
**DIRECTEUR EXÉCUTIF DU PNUE**

Sous l'impulsion des préparatifs mondiaux de la Conférence Rio+20, avec en toile de fond la crise écologique actuelle ainsi que celle de l'emploi qui s'annonce, 2011 a été une année de réflexion ainsi que celle d'un nouvel engagement dans des voies inédites visant à accélérer et à consolider le développement durable.

Le PNUE, grâce aux travaux entrepris dans le domaine de l'économie verte, auxquels prennent part des partenaires du monde entier, a mis à la disposition des réunions régionales préparatoires de la Conférence Rio+20 des analyses convaincantes d'où il ressort qu'en investissant 2 % du PIB mondial dans dix secteurs essentiels de l'économie, l'on pourrait, grâce à un basculement en faveur du type approprié de politiques créatrices, favoriser la croissance des économies et la création d'emplois et ce selon des modalités qui maintiendraient l'empreinte de l'humanité dans les limites de l'écologie.

En effet, l'année tirant à sa fin, on constate que l'action visant à promouvoir l'écologie verte, dans le cadre du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, a entraîné à l'occasion de Rio+20 l'adhésion d'une grande majorité d'États membres.

Les travaux ont également favorisé une amélioration de la coordination au sein du système des Nations Unies, en partie par l'entremise du Groupe de gestion de l'environnement que j'ai l'honneur de présider en tant que Directeur exécutif du PNUE.

Les deux rapports de premier ordre du Groupe de 2011— l'un sur la désertification, l'autre sur l'économie verte—sous-tendent la nouvelle détermination, appelée à évoluer, de tous ceux qui,

« Unis dans l'action », veulent placer l'environnement au cœur de ses travaux. On a également assisté en 2011 au débat, qui a rapidement gagné en intensité, entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé, sur le deuxième grand thème de Rio+20, à savoir le cadre institutionnel dans lequel inscrire le développement durable, au titre duquel le PNUE donne des avis et assure un soutien aux fins de l'élaboration des modalités de la gouvernance internationale de l'environnement.

Le message que le Conseil d'administration du PNUE a formulé plus tôt dans l'année, qui a résonné au cours des réunions préparatoires de Rio+20, est que le statu quo n'est pas une option.

Les structures, l'architecture et les systèmes de mise en œuvre créés au siècle dernier doivent s'inspirer d'un nouveau réalisme et s'engager dans une nouvelle voie si l'on veut concrétiser les objectifs, ambitions et possibilités du nouveau siècle.

S'agissant du renforcement du PNUE tel que nous le connaissons aujourd'hui, 2011 a également été le moment où nombre de réformes introduites en 2008 ont vraiment commencé à porter leurs fruits.

*Une évaluation interne, réalisée en 2011, conclut que sur les 21 réalisations escomptées du programme de travail du PNUE, 15 ont été entièrement menées à bien, 5 l'ont été partiellement et une dernière est demeurée insuffisante.*

Dans son examen, le Réseau d'évaluation du rendement des organisations multilatérales (MOPAN) a aussi considéré favorablement les résultats obtenus jusqu'ici par le PNUE s'agissant par exemple de la gestion orientée vers l'obtention de résultats et la réalisation de projets.

Le rapport annuel de 2011 abonde aussi en évaluations et projets d'avant-garde dont certains ont débuté il y a plusieurs années mais dont l'achèvement est intervenu en 2011 ou pour lesquels on a manifesté un regain d'intérêt cette même année.

Permettez-moi d'en signaler certains pour leur résonance ou leur intérêt particulier pour le PNUE.

En août, nous avons remis à M. Goodluck Jonathan, Président du Nigéria, l'**évaluation de l'environnement de l'Ogoniland**, premier rapport qui fournit au gouvernement et au public des éléments de preuve systématiques et scientifiques quant à la nature, l'étendue et les incidences de la contamination par les hydrocarbures, s'échelonnant sur plus d'un demi-siècle.

Nous pensons que les conclusions peuvent favoriser non seulement d'importantes améliorations environnementales et sociales dans la région mais aussi l'adoption d'une politique stratégique définissant des modalités de fonctionnement de l'industrie pétrolière de nature à bénéficier, aujourd'hui et demain, aux communautés qui y vivent et y trouvent leurs moyens d'existence. Le Groupe international des ressources qu'a accueilli le PNUE estime dans son rapport sur le découplage que la consommation de ressources triplera d'ici à 2050, pour atteindre 140 milliards de tonnes environ, tout en appelant l'attention sur les quelques

pays qui commencent à découpler la croissance du PIB de la consommation des ressources. Les changements subis par l'environnement qui ont balayé la planète au cours des 20 dernières années ont été mis en évidence par une nouvelle compilation de données statistiques parue sous le titre « **Suivre les traces de notre environnement en mutation : de à Rio à Rio+20** ».

Le déclin préoccupant des colonies d'abeilles dans de nombreuses régions du monde et ses rapports avec la baisse de productivité agricole liée à la réduction de leur activité pollinisatrice a également été clairement révélé par une évaluation réalisée sous la conduite du PNUE qui pointe 12 causes possibles de ce phénomène, de la disparition de plantes à fleurs à la pollution de l'air en passant par les insecticides.

Les deux rapports d'évaluation des bienfaits sur la santé, l'agriculture et le climat d'une intervention rapide sur les agents de forçage climatique à courte durée de vie, ont à certains égards été spéciaux, dans la mesure où ils ont exploité plus d'une décennie de travaux sur le noir de carbone et des polluants autres que le CO<sub>2</sub>.

Ces rapports, ainsi que le rapport sur l'écart entre la réalité scientifique et les engagements en matière d'émissions destinés à la Conférence sur le climat de Durban, offrent de remarquables exemples de la façon dont les données scientifiques de l'organisation permettent de relever de nouveaux défis et offrent des nouvelles occasions aux États membres outre les partenariats, qui mûrissent et évoluent, conçus en collaboration avec des centres de recherche du monde entier.

Souvent, lorsque sont avancées des propositions en matière d'environnement, certains se déclarent

préoccupés par le fait que les coûts pourraient en être trop élevés ou pesants—alors que fréquemment les mesures environnementales peuvent être sources d'économies, d'innovations et de grandes avancées technologiques.

Lors du Sommet mondial sur le développement durable de 2002, les nations ont montré qu'elles étaient capables d'anticiper et de définir des orientations judicieuses en demandant au PNUE de diriger un vaste partenariat visant à éliminer l'essence au plomb dans le monde en développement.

En 2011, le PNUE a financé l'examen par des pairs de documents scientifiques sur l'intérêt pour l'économie mondiale de cette élimination; la réponse a été la suivante : 1,2 million de décès prématurés en moins et une réduction de 2,4 trillions de dollars par an des dépenses de santé ainsi qu'une baisse de la criminalité.

En un sens, cela clôt la boucle des travaux du PNUE, par un retour à l'économie verte qui permettrait de relever de nombreux défis et aiderait la communauté internationale à parvenir à un développement durable tout en réalisant les promesses et en concrétisant les intentions des dirigeants du monde entier réunis à Rio il y a plus de 20 ans.

A handwritten signature in black ink, reading "Achim Steiner". The signature is fluid and cursive, with the first name "Achim" and the last name "Steiner" clearly distinguishable.



Édition 2011 du Concours international de peinture d'enfants sur l'environnement

Le thème était "La vie dans les forêts".

Le Concours a été remporté par Trisha Co Reyes (13 ans) des Philippines.

[www.unep.bayer.com/en/international-children\\_s-painting-competition.aspx](http://www.unep.bayer.com/en/international-children_s-painting-competition.aspx)



**AMINA MOHAMED**  
**DIRECTRICE EXÉCUTIVE ADJOINTE DU PNUE**

## UN HOMMAGE À WANGARI MAATHAI

J'ai rencontré Wangari Maathai pour la première fois en 1993, à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne. Nos chemins se sont souvent croisés dans les années suivantes.

C'était une femme d'une grande intégrité qui s'était fixée des objectifs ambitieux et les a réalisés dans tous les domaines de sa vie. Les femmes d'aujourd'hui s'efforcent de parvenir à des résultats comparables.

Elle fut une pionnière à beaucoup d'égards : elle fut la première femme d'Afrique orientale et centrale à obtenir un doctorat, et en 2004, la première militante écologiste à recevoir le Prix Nobel de la Paix, parce que, selon les termes du Comité Nobel, elle était « à l'avant-garde de la lutte pour un développement écologiquement, socialement, économiquement et culturellement viable ».

Parallèlement à son travail, elle n'a pas consacré moins de temps à son rôle de mère et a bien élevé ses enfants.

Ses réussites ont été si nombreuses, que je me demande parfois si ses journées comptaient plus d'heures que les nôtres.

Wangari a été la première à se retrousser les manches et à se salir les mains, que ce soit pour planter des arbres ou pour manifester en faveur de la libération de prisonniers politiques.

Elle était une championne indéfectible de la démocratie. Elle était entière, cohérente et inébranlable dans ses croyances et ses convictions.

Pour le PNUE, elle était une excellente partenaire qui jamais ne se lassait d'appuyer les idéaux de l'organisation, comme lorsqu'elle a coparrainé la Campagne pour un milliard d'arbres. Au besoin, elle représentait l'organisation avec élégance et conviction.

Pourtant, malgré sa lourde charge de travail et ses très nombreux engagements, jamais vous ne l'auriez entendu se plaindre. Wangari gérait toutes les difficultés de son travail avec aisance. Pour elle, rien n'était un fardeau.

Tout au long de sa vie, des personnes de toutes origines ont recherché ses conseils sur des questions relatives à l'environnement, au développement ou à la démocratie. Wangari avait toujours du temps pour elles.

Elle fait partie de cette petite poignée de personnes dont l'héritage se fera vraiment sentir aux niveaux local, national et international. Au Kenya, le Mouvement de la Ceinture verte qu'elle a fondé poursuit son œuvre de défense des droits des femmes et de l'environnement. Les 30 millions d'arbres que l'organisation a plantés jusqu'à ce jour à travers l'Afrique se dresseront fièrement en sa mémoire.

Ailleurs en Afrique, elle a défendu ardemment les forêts tropicales du continent, appelant à une meilleure gestion gouvernementale des ressources naturelles, comme le bassin du Congo.

Les hommages que des présidents, premiers ministres et autres dirigeants continuent de rendre à son travail témoignent de l'effet qu'elle a produit au-delà de son Kenya natal.

Par-dessus tout, on se souviendra de Wangari comme d'une personne avec une grande capacité d'écoute, comme d'un excellent professeur, une sage conseillère et une amie fidèle.



Photo © Ricardo Medina/Le Mouvement de la Ceinture verte



## 2011 : Année de transformation et de progrès

2011 a été une année décisive au cours de laquelle nombre de réformes entreprises en 2008 ont réellement commencé à porter leurs fruits s'agissant de la transition vers un PNUE soucieux de l'obtention de résultats, plus efficaces et réactifs.

Les stratégies visant à accroître les effectifs du personnel et les ressources financières au niveau régional au titre de la « présence stratégique » se sont également soldées par des gains tout comme l'initiative tendant à restructurer et intégrer les travaux de l'institution avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) aux Divisions du PNUE.

Entre-temps, l'analyse et les possibilités d'action de nature à déboucher sur un siècle écologiquement viable dans l'optique d'une économie verte, aux fins de développement durable et d'éradication de la pauvreté, ont pratiquement bénéficié d'une adhésion universelle à mesure que les préparatifs pour Rio+20, qui aura lieu en juin 2012, sont montés en puissance.

Alors que les débats et les consultations consacrées à l'autre principal thème de Rio+20, à savoir le cadre institutionnel nécessaire au développement durable, décollaient, les États membres et notamment leurs représentants au Siège de l'ONU à New York se tournaient de plus en plus vers le PNUE pour un avis autorisé sur la façon dont ce cadre pourrait être élaboré et structuré, en particulier le volet relatif à la gouvernance internationale de l'environnement.

L'assise scientifique a été consolidée au moyen de rassemblements et de partenariats mieux ciblés dans des domaines tels que le maintien à l'étude de l'environnement mondial. De nouvelles questions et recherches sur le climat ont pris de l'importance en 2011 grâce à des démarches telles que celles consistant à élaborer le cinquième rapport sur **l'Avenir de l'environnement mondial** qui dresse un bilan concernant l'état de la planète; à des études d'avant-garde dans le domaine du climat telles que les études intitulées « **Bridging**



le **the Gap** » (combler l'écart) et « **Foresight Process** » (processus prospectif) établies sous la présidence du scientifique principal du PNUE.

Alors que le PNUE s'engage dans l'année 2012, les gouvernements et le secrétariat du Programme des Nations Unies pour l'environnement peuvent s'enorgueillir du fait que 40 ans après la Conférence de Stockholm sur l'environnement l'organisation se trouve plus que jamais à même de relever les défis et de concrétiser les occasions qui s'annoncent quatre décennies après sa création.

Le PNUE est également mieux équipé pour affronter les problèmes économiques fort concrets qui ont caractérisé les trois dernières années et dont la crise financière et économique actuelle est à l'origine, grâce aux progrès réalisés en matière d'efficacité en 2011, entre autres, notamment du fait de la rationalisation des effectifs conformément aux demandes des gouvernements.

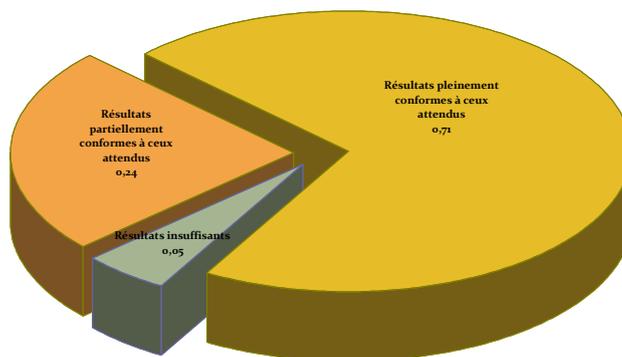
## ACCOMPLISSEMENTS

Une étude interne achevée en 2011 par le nouveau Bureau des opérations, en consultation avec le Comité des représentants permanents, a permis de situer nettement les domaines où d'importantes

améliorations ont été apportées en matière de gestion et d'indiquer la voie dans laquelle engager l'organisation ainsi que les six sous-programmes qui sous-tendent le programme de travail du PNUE et sa stratégie à moyen terme pour 2010-2013.

- Sur les 21 réalisations escomptées au titre du programme de travail, 15 ont été menées à bien dont celles concernant les énergies propres; les moyens permettant d'intégrer la gestion et les écosystèmes au développement; le renforcement du droit de l'environnement; la politique en matière de substances dangereuses et les systèmes de contrôle correspondant et les moyens propres à stimuler la demande en faveur de l'utilisation efficace des ressources.
- Cinq réalisations escomptées ont partiellement abouti dont celles concernant l'adaptation à l'évolution du climat, les connaissances scientifiques et la communication ainsi que la mise à profit des possibilités d'investissements aux fins d'utilisation efficace des ressources.
- Une réalisation escomptée concernant les services écosystémiques et le financement n'a guère abouti.

### RÉALISATIONS ESCOMPTÉES



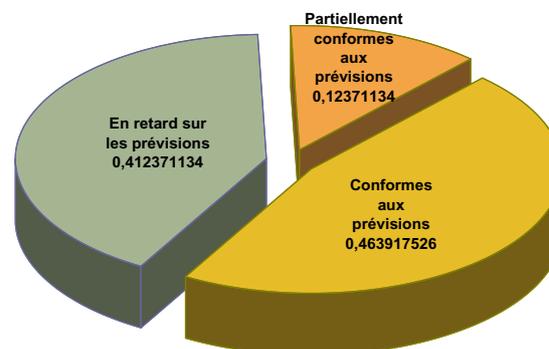


Les projets sont les principaux moyens d'exécution du PNUE : En 2011, plus de 150 projets étaient en cours. Les résultats de près de 115 d'entre eux font déjà l'objet d'un suivi grâce au nouveau système de gestion de l'information du Programme (PIMS).

- Sur ces 115 projets, un peu plus de 50, soit 45 %, sont en bonne voie, certains parmi les meilleurs d'entre eux concernant l'évolution du climat et les dossiers relatifs à la gouvernance de l'environnement.
- 14 d'entre eux, soit 12 %, sont en partie en bonne voie, certains d'entre eux concernant les catastrophes et les conflits ainsi que les dossiers relatifs à l'utilisation efficace des ressources.
- 46 projets, soit 40 % d'entre eux, ont pris du retard et feront l'objet durant l'exercice biennal de mesures correctrices prioritaires du point de vue de la gestion.

- Depuis l'adoption du programme concernant les femmes en 2006, leur intégration a progressé.
- Aujourd'hui, près de 75 projets prévoient l'intégration des femmes à leurs activités ou comportent des activités expressément conçues pour elles.

## EXÉCUTION DES DOSSIERS DE PROJETS





© Corbis

## RÉALISATION : CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'une des principales activités a consisté à fournir un appui aux fins des mécanismes et décisions adoptés au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tout comme à développer les moyens des États membres dans divers domaines allant des besoins en matière de technologie, jusqu'au renforcement de leur capacité à participer aux négociations et aux mécanismes d'information, en passant par l'accès aux marchés du carbone et aux données scientifiques.

Le montant total des ressources du PNUE alloué à ce sous-programme s'est élevé à

**84 millions de dollars**

soit un peu plus de **80 %**  
des crédits alloués pour l'exercice 2010-2011

Au cours de l'exercice biennal, les travaux du PNUE en matière de changements climatiques ont continué à être axés sur les domaines «phares», à savoir l'adaptation reposant sur les écosystèmes, l'adoption de technologies propres et les préparatifs en vue d'une participation aux initiatives du programme de Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+).

- En 2011, le PNUE aidait 20 pays à mettre en œuvre des politiques et activités en matière d'énergie propre et de rendement énergétique dont l'Argentine, le Bangladesh et le Viet Nam, aide qui excédait de 4 points l'objectif fixé en matière d'indicateurs pour l'exercice et de 8 points celui de 2009.
- En 2011, le PNUE avait mobilisé plus de 200 millions de dollars aux fins d'investissement dans les énergies propres, soit 100 millions de plus par rapport à 2009, dépassant ainsi l'indicateur fixé.

Le African Carbon Asset Development Facility (Fonds africain de développement des avoirs carbone), créé par le PNUE en 2009 et son centre de collaboration Risoe en coopération avec la Standard Bank, qui bénéficie d'un appui du Gouvernement allemand, avait approuvé en 2011 plus de douze projets concernant des domaines tels que le remplacement des combustibles utilisés dans les cimenteries au Kenya et un projet sur l'éclairage solaire au Rwanda.

À ce jour, 70 demandes et manifestations d'intérêt pour des projets de grande qualité ont été présentés au fonds par 20 pays dont 14 pays parmi les moins avancés.

L'Évaluation des besoins technologiques du PNUE, que finance le FEM, qui doit mener à l'élaboration de mesures d'atténuation appropriées au niveau national, appuie plus de 30 pays en développement dont l'Argentine, le Bangladesh, la Côte d'Ivoire, la Géorgie et le Viet Nam.

Le montant des ressources mobilisées aux fins de réduction des émissions provenant de l'utilisation des terres et de la déforestation, notamment par l'entremise du programme d'aide au renforcement des capacités et d'assistance technique de l'ONU, qui vise à Réduire les émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (UN-REDD), s'élevait à 150 millions de dollars en 2011, soit 50 millions de plus que l'objectif de 50 millions qui avait été fixé et 25 millions de plus qu'en 2009.

## PROGRAMME ONU-REDD

Le programme ONU-REDD – auquel participent le PNUE, le PNUD et la FAO – s'est développé et fournit un appui à plus de douze pays dont la Bolivie, l'Indonésie et la République démocratique du Congo et neuf autres pays pilotes.

- S'agissant des connaissances scientifiques et de l'information, le nombre de consultations des sites Internet du PNUE concernant le climat est passé de 45 000 en 2009 à près de 170 000 en 2011, chiffre qui excède de beaucoup l'indicateur fixé d'environ 65 000 consultations.
- Le nombre d'études sur le climat du PNUE ayant été incorporé aux plans de développement a augmenté passant de 5 en 2009 à 12, soit un chiffre légèrement inférieur à l'indicateur fixé qui était de 14.
- Le nombre de pays disposant aujourd'hui de plans d'adaptation concrets est de 4; ce chiffre, qui est bien en-deçà de l'indicateur fixé, témoigne néanmoins d'un nouveau réalisme dans la mesure où il indique les domaines dans lesquels le PNUE est effectivement intervenu.

# CATASTROPHES ET CONFLITS

En 2011, le PNUE a continué à développer la diffusion des évaluations les plus récentes et à fournir un appui technique et aux fins de renforcement des capacités sur le terrain à certains pays dont l'Afghanistan et Haïti.

Le montant total de ces activités s'est élevé à 36 millions de dollars, soit 95 % des crédits alloués pour la période biennale 2010-2011.

- Le montant total des fonds d'origine internationale annoncé destiné aux activités du PNUE dans le cadre desquelles l'environnement est mis à profit pour réduire les risques de conflits et de catastrophes s'est élevé à près de 10 millions de dollars en 2011, alors qu'il n'était que de 2,6 millions de dollars en 2009, ce qui représente une augmentation de plus de 250 %.
- Le PNUE fournit une assistance à 16 pays dont 12 ont adopté des politiques visant à réduire les menaces pesant sur l'environnement à l'issue des conflits et des catastrophes; 75 % des 16 pays considérés ont donc bénéficié de cette assistance, soit un pourcentage inférieur de 15 % par rapport à l'indicateur fixé.
- Le pourcentage d'évaluations interinstitutions des besoins consécutifs aux crises et de plans de redressement rapide pris en compte faisant état du coût des dommages occasionnés à l'environnement est passé de 75 % à 100 %, soit 10 % de plus que l'indicateur fixé.

Le Plan de travail de l'ONU pour le Soudan pour la période 2011-2012 et l'Appel en faveur du Soudan du Sud comportent maintenant des « marqueurs » écologiques grâce à l'appui du PNUE.

Le PNUE a examiné plus de **820** projets concernant le Soudan et donné des avis au système des Nations Unies pour plus de **480** d'entre eux afin d'atténuer les impacts sur l'environnement.

- L'Initiative Environnement et sécurité, qui consiste en un vaste partenariat pour lequel le PNUE fait office de secrétariat, fournit aussi une assistance à 20 pays de la région Europe au sens large, y compris l'Asie centrale. Le montant total des fonds s'est élevé à près de 8,7 millions dollars pour la période biennale 2010-2011.

## GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

Intégrer l'approche écosystémique à la planification et aux budgets nationaux par le biais des projets du PNUE et exploiter certains des projets novateurs du PNUE tels que le projet concernant **l'économie des écosystèmes et de la biodiversité**, s'est avéré être un exercice particulièrement ambitieux pour le PNUE durant la période 2010-2011.

On peut penser, après coup, que les indicateurs fixés dans des domaines tels que les services écosystémiques et le financement ont été par trop ambitieux alors que plusieurs des principaux projets relevant de ce sous-programme ont souffert d'un manque de ressources financières.

Le montant total des dépenses afférentes à la gestion des écosystèmes en 2010-2011 s'est élevé à 66 millions de dollars, soit un peu plus de 90 % des crédits alloués.

- Le PNUE a contribué à l'accroissement du nombre des plans de développement national dont un important élément a consisté en l'intégration des services écosystémiques, portant le nombre de ces plans à 14 en 2011, soit 4 de plus que l'indicateur fixé.
- Le nombre de pays disposant de moyens d'évaluation leur permettant de déterminer les changements subis par les services écosystémiques est passé de 25 en 2009 à 29 en 2011, soit deux de moins que l'indicateur fixé.
- L'objectif consistant à aider six pays à prendre en compte les services écosystémiques prioritaires dans l'attribution des ressources budgétaires à moyen terme n'a pas été atteint, un seul pays y étant parvenu.



# GOVERNANCE DE L'ENVIRONNEMENT

Dans des domaines tels que l'aide aux gouvernements visant à leur permettre d'atteindre leurs objectifs environnementaux, l'intégration de l'environnement aux cadres d'aide au développement de l'ONU, l'appui aux travaux entrepris au titre des accords

multilatéraux sur l'environnement et le renforcement de la cohérence ainsi que le volet de l'approche « Unis dans l'action » concernant l'environnement, les indicateurs fixés par l'institution ont été atteints et dans de nombreux cas dépassés.

Dans des domaines tels que l'aide aux gouvernements visant à leur permettre d'atteindre leurs objectifs environnementaux, l'intégration de l'environnement aux cadres d'aide au développement de l'ONU, l'appui aux travaux entrepris au titre des accords multilatéraux sur l'environnement et le renforcement de la cohérence ainsi que le volet de l'approche « Unis dans l'action » concernant l'environnement, les indicateurs fixés par l'institution ont été atteints et dans de nombreux cas dépassés.

Le montant total des **dépenses** afférentes à ce domaine était de **95 millions de dollars**, soit **plus de 90 %** des crédits alloués pour la période 2010-2011.

Le nombre de questions environnementales ciblées par le PNUE auxquelles s'attèlent maintenant de manière complémentaire d'autres entités du système des Nations Unies et les accords multilatéraux sur l'environnement est passé **de 6 en 2009 à 10, soit 2 de plus que le chiffre fixé pour 2011.**

Le nombre de politiques et de mesures législatives conçues par les gouvernements du fait de l'appui du PNUE est passé **de 12 en 2009 à 24 en 2011, soit 8 de plus que l'indicateur fixé.**

Le nombre d'organisations internationales œuvrant aux niveaux sous-régional, régional ou mondial appliquant les directives du PNUE est passé de 10 en 2009 à 16.

En 2011, **50** pays ont demandé au PNUE de leur fournir un appui au titre de leurs plans de développement national comportant un élément viabilité de l'environnement, alors que ce chiffre était **de 18 en 2009.**

**17** pays ont inscrit dans leurs politiques de développement la viabilité de l'environnement grâce à l'appui fourni au titre de l'initiative Pauvreté et environnement tandis que le nombre de cadres d'aide au développement de l'ONU prenant en compte les questions d'environnement aux fins des activités des pays dans lesquels le PNUE est intervenu a atteint 66 en 2011, soit **14 de plus que l'indicateur fixé et 30 de plus qu'en 2009.**



## SUBSTANCES NOCIVES ET DÉCHETS DANGEREUX

Les très bons résultats obtenus par le sous programme est attesté par l'augmentation du nombre de pays participant aux divers accords multilatéraux sur l'environnement portant sur les produits chimiques et les déchets, notamment les Conventions de Stockholm, de Rotterdam et de Bâle, ainsi qu'à l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques.

Entre-temps, le grand nombre d'avis et d'outils concernant les substances nocives et les déchets dangereux élaborés et mis en œuvre avec succès par le PNUE et ses partenaires a abouti à de multiples demandes d'aide et d'appui supplémentaires.

Le montant total des dépenses afférentes à ce sous-programme était de 52 millions de dollars, soit 100 % des crédits alloués pour la période 2010-2011.

- En 2011, le nombre de pays et d'entreprises ayant développé leurs moyens pour mieux gérer les produits chimiques et les déchets dangereux grâce aux mécanismes de l'Approche stratégique en matière d'établissement des rapports était de 162, soit 92 de plus qu'en 2009 et 60 de plus que l'indicateur fixé.
- Le financement de plus de 140 projets destinés à 103 pays a été approuvé au titre du programme de démarrage rapide de l'Approche stratégique, soit 75 de plus qu'en 2009 et 40 de plus que l'indicateur fixé pour 2011.
- Près de 50 pays ont adopté des mesures incitatives et d'autres politiques reposant sur les mécanismes du marché pour favoriser les produits et les procédés ne portant pas atteinte à l'environnement permettant de réduire les émissions et l'exposition aux produits

chimiques nocifs et aux déchets dangereux, soit environ 30 pays de plus qu'en 2009.

- Le nombre de gouvernements et d'autres parties prenantes appliquant les avis, les directives et les outils conçus par le PNUE a atteint près de 100 en 2011, soit 50 de plus qu'en 2009 et bien davantage que l'indicateur fixé.
- En 2011, 10 substances dangereuses supplémentaires ont été visées par les instruments internationaux relatifs aux produits chimiques alors que l'indicateur fixé était de 3.

## UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES

Le sous-programme concernant l'utilisation efficace des ressources et la consommation et la production viables a bien progressé dans la voie de la prise en compte de l'efficacité de l'utilisation des ressources, y compris la consommation viable et l'économie verte. Des progrès satisfaisants ont été faits dans le domaine de la collaboration avec les entreprises et la communauté financière ainsi qu'en ce qui concerne la promotion de l'approche consistant à prendre en compte le cycle de vie des produits et les activités de renforcement des capacités dans le domaine de l'éco-étiquetage.

Le Groupe international d'experts sur la gestion durable des ressources a fait paraître deux rapports d'évaluation, l'un, sur le découplage de l'utilisation des ressources naturelles et des impacts sur l'environnement de la croissance économique; l'autre, sur les taux de recyclage des métaux.

Au niveau mondial, le consensus, qui n'a pas été officiellement adopté, concernant le cadre décennal de programmes sur la consommation et la production durables, auquel est parvenu la dix-neuvième session de la Conférence sur le développement durable, est l'aboutissement des efforts déployés par le PNUE et

ses partenaires qui se sont employés à parvenir à ce que les pratiques en matière de consommation et de production durables soient un objectif du développement durable.

Le montant total des dépenses afférentes à ce sous-programme était de **59 millions de dollars** soit **97 %** des crédits alloués pour la période 2010-2011.

Le nombre d'administrations nationales et locales ayant bénéficié d'un appui aux fins d'adoption de politiques, de règlements ou d'instruments économiques favorisant l'utilisation efficace des ressources et/ou une consommation et une production viables était de **46**, chiffre qui excède l'objectif fixé de **20**

Le nombre d'entreprises ayant bénéficié d'un appui pour adopter des méthodes de gestion efficace des ressources était de 330, soit un chiffre supérieur à l'objectif fixé qui était de 300.

30 gouvernements (soit un chiffre supérieur à l'objectif fixé) et 216 grandes entreprises (chiffre plus de deux fois supérieur à l'objectif) ont bénéficié d'un appui pour investir et adoptent des technologies favorisant l'utilisation efficace des ressources ou une consommation et une production viables.

Le nombre de centres nationaux pour une production moins polluante ayant incorporé les entreprises à leurs activités tendant à l'utilisation efficace des ressources et/ou à l'adoption de modes de consommation et de production viables ainsi qu'à leurs services consultatifs était de 14, soit un centre de moins que l'objectif fixé.

17 administrations nationales et locales (soit un chiffre supérieur à l'objectif fixé qui était de 15) et 242 entreprises (chiffre nettement plus élevé que l'objectif fixé de 100) ont adopté des règlements et des instruments économiques ou ont consenti à des mesures destinées à influencer sur les achats des consommateurs.

## RESTRUCTURATION DU FEM DU PNUE

La Division de la coordination du Fonds pour l'environnement mondial du PNUE a été dissoute au début de 2011 dans le cadre d'une réforme essentielle visant à rationaliser et consolider les activités de l'institution financées par le FEM pour qu'elles correspondent davantage et répondent mieux aux activités d'ensemble du PNUE.

La décision donne déjà des résultats concrets et améliore et modifie de manière positive le fonctionnement du PNUE.

À la fin de 2011, 60 %, soit près de 96 millions de dollars sur les 170 millions que représente le coût des projets présentés au FEM aux fins de financement, ont été intégrés aux activités interdivisionnelles, ce qui représente une augmentation d'environ 11 % par rapport à la moyenne des années précédentes.

- 12 membres du personnel de différentes divisions du PNUE collaborent maintenant avec le personnel du FEM en vue de l'élaboration de projets dans des domaines allant des catastrophes et conflits aux produits chimiques en passant par l'accès aux ressources génétiques et à leur partage.
- L'ancienne direction de la Division de la coordination du FEM se composait de 11 personnes; le nouveau Bureau de coordination du FEM emploie 7 personnes, ce qui représente une réduction de 36 % des effectifs.
- En 2011, plusieurs importants projets financés par le FEM ont été menés à bien.
- Des «fonds pour l'eau» ayant pour objet d'améliorer la gestion des écosystèmes ont été

créés conjointement par des communautés et des municipalités d'Amérique latine.

- En association avec la Commission internationale GLOBE, un projet de renforcement des capacités a amené les parlementaires de 40 pays à s'engager à procéder à une modification des législations concernant les questions relatives à l'environnement mondial.
- Au Bahamas, un projet a abouti à l'extension des zones marines protégées, dont celles du nouveau parc national Westside dont la superficie a augmenté de 250 % et atteint plus de 550 000 hectares, en vue de favoriser la réalisation des objectifs mondiaux prévus au titre de la Convention sur la diversité biologique.
- Au titre du projet africain de cogénération, qui est une initiative conjointe du PNUE et de la Banque africaine de développement, des investissements d'un montant de près de 21 millions de dollars ont été faits et plus de 20 mégawatts ont été produits.

## PROCESSUS DE PROSPECTIVE SCIENTIFIQUE : LES 21 « NOUVEAUX PROBLÈMES » DU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE

En 2011, le PNUE a entrepris une importante consultation qui avait pour objet le recensement précis et le classement des domaines dans lesquels interviendraient vraisemblablement à l'avenir des modifications de l'environnement qui devraient être dans le collimateur des décideurs.

Le processus de prospective a rassemblé un aréopage de 22 scientifiques de pays développés et

en développement qui ont procédé à l'examen d'une première liste de 95 nouvelles questions.

Le processus était animé par des experts du PNUE et près de 430 scientifiques n'appartenant pas à l'organisation qui ont répondu à un questionnaire.

Les **21 questions** recensées et évaluées par le groupe de scientifiques vont désormais façonner le programme de travail du PNUE.

Ces questions sont les suivantes :

- Adapter la **gouvernance** aux enjeux de la viabilité écologique au niveau mondial.
- Nouveaux défis qu'il convient de relever pour assurer la **sécurité et la sûreté alimentaires** d'une population de **9 milliards** d'individus.
- Gérer les conséquences non intentionnelles des **mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation** à ces changements.
- Nouvelle ruée sur les terres : comment faire face aux nouvelles pressions **nationales et internationales**.
- Résoudre le problème soulevé par la **rareté imminente des minerais** stratégiques et éviter de produire des **déchets électroniques**.
- **Déclassement** des réacteurs nucléaires et conséquences sur l'environnement de cette opération.
- Résoudre le problème des **migrations** causé par les nouveaux aspects de la modification de l'environnement.
- Conséquences de la **régression des glaciers** : impacts économiques et sociaux.

[www.unep.org/publications/ebooks/ForesightReport/](http://www.unep.org/publications/ebooks/ForesightReport/)

# PRÉSENCE STRATÉGIQUE

## ÉVOLUTION DES PRESTATIONS DU PNUE DANS LES RÉGIONS

D'importants progrès ont été faits dans la voie de la réalisation de la politique adoptée en 2009 concernant la présence stratégique du PNUE.

Les ressources financières et humaines des bureaux régionaux et nationaux du PNUE ont été augmentées afin d'aider les régions et les pays dans des domaines tels que le renforcement des capacités et l'appui technologique; l'exécution des projets dont des projets financés par le FEM; et la réalisation des politiques, objectifs et calendriers des accords multilatéraux sur l'environnement.

La politique en matière de présence stratégique a également aidé le PNUE à faire d'importants progrès dans le cadre des initiatives « Un seul PNUE » et « Unis dans l'action » de l'ONU, en collaborant par exemple avec un plus grand nombre d'équipes de pays de l'ONU et en contribuant aux cadres d'aide au développement de l'ONU.

- Au cours de l'exercice 2008-2009, l'effectif du personnel œuvrant dans les régions était de **240 personnes, soit 22 % de plus** qu'au cours de l'exercice 2006-2007.
- À la fin de 2011, cet effectif atteignait près de **260 personnes, soit une légère augmentation de 8 %.**

Les plus grandes augmentations d'effectifs, réalisées principalement grâce au détachement de personnels des divisions, sont intervenues en Afrique, en Asie et dans le Pacifique ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes.

- À l'exception des dépenses de personnel, les ressources attribuées aux bureaux régionaux par le **Fonds pour l'environnement**, qui étaient

## RESSOURCES HUMAINES : DE 2006/07 À 2010/11

**+32 %**

Augmentation d'ensemble des ressources  
humaines régionales

**+30 %**

Accroissement de l'effectif incompressible  
d'administrateurs des bureaux régionaux

**De 4 à 45**

Accroissement de l'effectif des administrateurs  
détachés des divisions

**+20 %**

Accroissement de l'effectif des administrateurs  
affectés aux projets

**14**

Nombre de postes incompressibles des bureaux  
régionaux qui seront gelés au cours de l'exercice  
biennal 2012-2013

Accroissement de l'effectif du personnel d'appui :

**+7 %**

pour le personnel d'appui essentiel des bureaux  
régionaux

**+17 %**

pour le personnel d'appui détaché

de **10 millions de dollars** en 2006, ont atteint  
près de **15 millions de dollars** en 2011.

- Durant la même période, les ressources extrabudgétaires ont augmenté d'environ un tiers passant d'un **peu moins de 40 millions de dollars** à plus de **60 millions**.



## ACCOMPLISSEMENTS EXAMEN INDÉPENDANT DU RÉSEAU D'ÉVALUATION DU RENDEMENT DES ORGANISATIONS MULTILATÉRALES (MOPAN)

En 2011, le Réseau d'évaluation du rendement des organisations multilatérales (MOPAN), que dirigent la Suisse et le Royaume-Uni, a procédé à une évaluation du PNUE sur la base d'informations rassemblées au siège de l'organisation et dans huit pays, à savoir le Bangladesh, la Bolivie, le Brésil, le Burundi, l'Équateur, le Népal, le Pérou et la Tanzanie.

L'enquête portait sur des partenaires directs du PNUE, des organisations similaires et les donateurs du Réseau MOPAN, dans les pays ou au siège.

### PRINCIPALES CONCLUSIONS DU MOPAN

Le PNUE a fait des progrès considérables pour devenir une organisation davantage orientée **vers l'obtention de résultats**.

La nouvelle approche matricielle du PNUE en matière de gestion contribue aussi à une conception de la **programmation plus cohérente** et orientée vers l'obtention de résultats.

L'intégration de la gouvernance de l'environnement et de **l'égalité entre les sexes, en tant que priorités thématiques**, aux politiques, projets et programmes, a été particulièrement appréciée.

Les parties prenantes associées au PNUE ont particulièrement apprécié ses contributions aux **concertations**, son respect pour les vues et les éclairages de ses partenaires et sa grande **influence sur les politiques environnementales**.

Les **rapports d'évaluation du programme du PNUE** donnent généralement des informations précises sur les **progrès** faits dans la voie des réalisations escomptées mais le PNUE doit davantage exploiter les informations sur l'exécution du programme.

L'organisation devrait consolider et rendre plus explicite sa méthode d'allocation des ressources.

Le PNUE a mis au point une stratégie en matière de partenariat pour institutionnaliser et développer son engagement et sa collaboration avec ses partenaires.

Il gère des relations avec un ensemble complexe de partenaires : gouvernements, entreprises et industries, établissements universitaires et instituts de recherche, autorités locales, parlementaires, organisations internationales et non gouvernementales, et organisations intergouvernementales, y compris les organes des Nations Unies.

Le Bureau de l'évaluation du PNUE opère indépendamment des divisions programmatiques et répond aux normes et règles de l'ONU en matière d'indépendance. Il a également adopté des méthodes satisfaisantes pour assurer la qualité des évaluations.

Nombre de parties prenantes conviennent que le PNUE offre un cadre de référence mondial pour l'étude d'une gamme étendue de questions environnementales clés préoccupant la communauté internationale et ont fait l'éloge de l'organisation pour la façon dont elle exerce son rôle normatif et exploite les connaissances scientifiques et spécialisées s'y rapportant.

Le PNUE a incorporé le souci du bien-être humain à un certain nombre d'initiatives telles que l'initiative Économie verte et l'initiative Pauvreté et environnement. Toutefois, rien n'indique qu'en ce domaine il y ait une approche programmatique de plus grande ampleur ou une politique organisationnelle.

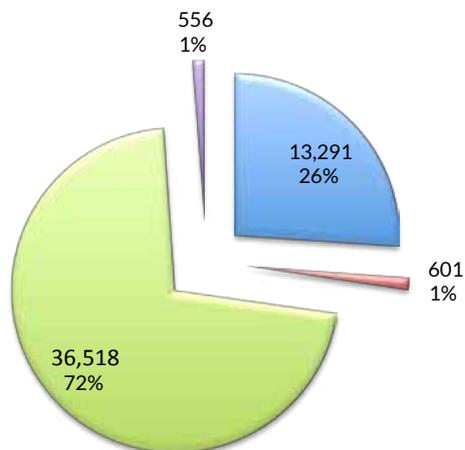
Nombre de ceux qui ont répondu au questionnaire ont fait état de la contribution du PNUE aux concertations et de son importante influence sur les politiques environnementales. Sa contribution aux concertations a également été celle ayant obtenu la meilleure note de toutes les notes attribuées aux indicateurs de performance essentiels dans l'enquête.



## CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**MONTANT TOTAL DES DÉPENSES  
AFFÉRENTES À CE PROGRAMME  
EN 2011 : 50 965 000 DOLLARS**

- Dépenses imputées sur le Fonds pour l'environnement
- Dépenses imputées sur le budget ordinaire
- Fonds d'affectation spéciale et contributions affectées à des fins déterminées
- Appui aux programmes



Tous les montants sont libellés en dollars

### RÉPONDRE AU DÉFI DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le sous-programme changements climatiques vise à mettre les pays, notamment les pays en développement, mieux à même d'intégrer les mesures de lutte contre les changements climatiques aux activités de développement national.

### RÉSULTATS VISÉS

#### Atténuation des changements climatiques

Le PNUE aide les pays à faire des choix rationnels en matière de politique, de technologies et d'investissements de nature à aboutir à une réduction des émissions de gaz à effet de serre en insistant sur le développement des sources d'énergie propres et renouvelables, sur les rendements énergétiques et les économies d'énergie.

#### Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD)

Le PNUE aide les pays en développement à réduire les émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts en concevant des stratégies au titre du Programme REDD+, y compris en prenant en compte les avantages concomitants comme la préservation de la biodiversité et des moyens d'existence. Le Programme ONU-REDD, auquel collabore le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), est le moteur de cette initiative.

### Adaptation aux changements climatiques

Le PNUE aide les pays à réduire leur vulnérabilité et à exploiter les services écosystémiques afin d'acquérir une résilience naturelle face aux impacts des changements climatiques.

### Développement des connaissances scientifiques et amélioration de la communication

Le PNUE s'emploie à amener les décideurs et le public à mieux comprendre la science des changements climatiques et à avoir davantage conscience de ses impacts.

## LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES EN 2011

- La conclusion d'une étude comportant deux parties intitulée **REDDy – Set – Grow: Opportunities and Roles of Financial Institutions in Forest-Carbon Markets** (Occasions et rôles des institutions financières sur les marchés du carbone forestier) soulignait que le secteur financier doit davantage s'engager dans le nouveau marché vert et indique que ce secteur doit être mieux réglementé pour faciliter cette démarche, tout en préconisant la mise en place de marchés du carbone forestier.
- Le PNUE a publié un guide destiné aux agents sur le terrain intitulé **Guide for Practitioners on Mainstreaming Climate Change Adaptation into Development Planning** (Intégration des changements climatiques à la planification du développement). Le guide, qui s'inspire de l'expérience et des enseignements acquis dans le cadre de l'Initiative Pauvreté et environnement, donne des conseils concrets sur la façon dont les gouvernements et les organisations nationales peuvent intégrer les changements climatiques à la planification du développement national.
- Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, créé par le PNUE et l'OMM, a publié son rapport spécial sur **les sources d'énergie renouvelables et l'atténuation des effets des changements climatiques**. Le rapport indique que dans le cas du scénario le plus favorable, près de 80 % de l'approvisionnement en énergie de la planète pourraient être satisfaits par des sources d'énergie renouvelables vers le milieu du siècle si ce scénario était appuyé par des politiques appropriées en permettant la réalisation.
- Un rapport conjoint PNUE-OMM intitulé « **Évaluation intégrée du noir de carbone et de l'ozone troposphérique** », paru à la mi-juin, révélait qu'une intervention rapide dans le cas de polluants tels que le noir de carbone et le méthane pourrait contribuer à limiter l'élévation de la température à court terme et accroître sensiblement la possibilité de la maintenir au-dessous de 2° C et peut-être même 1,5 degré.
- Dans le cadre de l'Initiative « **Prenons soin de notre climat** », le PNUE, le Pacte mondial de l'ONU, Oxfam et l'Institut des ressources mondiales (World Resources Institute) ont publié un rapport conjoint sur **l'adaptation en vue d'une économie verte : entreprises, communautés et changements climatiques**, qui souligne l'importance pour les entreprises de s'adapter aux changements climatiques et qui indique comment cette adaptation leur donne des avantages concurrentiels partout dans le monde. L'initiative Prenons soin de notre climat, qui compte 400 signataires, est la plus importante au monde en matière de climat à laquelle participent librement les entreprises.
- Au cours de la période précédant la Conférence des Nations Unies sur le climat de Durban (Afrique du Sud), le PNUE a publié son rapport intitulé **HFC : A Critical Link in Protecting Climate and the Ozone Layer** (HFC : Un lien essentiel dans la protection du climat et de la couche d'ozone) qui prévoit qu'en 2050, les HFC pourraient être responsables de l'émission de 3,5 à 8,8 gigatonnes (Gt) d'équivalent dioxyde de carbone (Gt CO<sub>2</sub> eq), soit une quantité comparable au volume total des émissions actuelles du secteur des transports, qui est de l'ordre de 6 à 7 Gt par an d'après les estimations.

- Le rapport Bridging the Emissions Gap (Rapport sur l'écart en matière d'émissions), qui a paru au cours de la période précédant la Conférence de Durban, est devenu une importante référence pour les négociations. On y démontre que la réduction des émissions d'ici à 2020 à un niveau qui permettrait de maintenir l'élévation de la température globale au XXI<sup>e</sup> siècle au-dessous de 2° C est technologiquement et économiquement possible mais que les engagements et ambitions actuels se traduisent par un écart de 6 à 11 gigatonnes. En recourant plus rapidement aux énergies renouvelables, en optant pour d'autres carburants et en améliorant les rendements énergétiques, l'on pourrait grandement contribuer aux réductions nécessaires. D'autres mesures pourraient consister en améliorations sectorielles allant d'un recours plus important aux transports publics et aux véhicules moins gourmands en carburants, à une meilleure gestion de domaines tels que l'agriculture et les déchets. Le rapport accorde une place et une importance particulières à l'aviation et à la navigation dont les émissions « internationales » ne relèvent pas du Protocole de Kyoto qui est le traité portant sur la réduction des émissions.
- Le rapport sur les mesures visant à contrôler les agents de forçage du climat à courte durée de vie a été le dernier rapport à paraître avant la dix-septième réunion de la Conférence des Parties. Il comporte un ensemble de 16 mesures qui, si elles étaient appliquées partout dans le monde, permettraient de sauver près de 2,5 millions de vies par an, d'éviter les pertes agricoles qui s'élèvent à 32 millions de tonnes chaque année et d'assurer à court terme une protection sur le plan du climat correspondant à un demi degré Celsius d'ici à 2040.
- Au cours de la réunion sur le climat de Durban, le PNUE a publié un rapport intitulé Women at the Frontline of Climate Change (Les femmes à l'avant-garde des changements climatiques) selon lequel les changements climatiques menacent tout particulièrement les moyens d'existence et la

santé des femmes, notamment celles des régions montagneuses des pays en développement qui sont également exposées à des risques connexes tels que le trafic d'êtres humains.

- Les débats sur le climat de Durban se sont achevés sur une note d'espoir, en l'occurrence un nouvel accord plus complet juridiquement contraignant. Plusieurs mesures importantes allant dans ce sens ont été convenues dont la décision de négocier un nouveau traité plus complet et la création d'un fonds vert pour le climat. À l'issue de la Conférence de Durban toutefois, le monde s'est retrouvé confronté à des défis graves et urgents à résoudre si l'on voulait maintenir l'élévation de la température mondiale au-dessous de 2° C au cours du XXI<sup>e</sup> siècle.
- Le PNUE a réussi à mettre en place des réseaux s'occupant des changements climatiques en Asie du Sud-Est et en Amérique latine et dans les Caraïbes, et s'emploie à installer des réseaux similaires en Afrique et en Asie occidentale. Le Southeast Asia Network of Climate Change Focal Points (SEAN-CC) (Réseau d'Asie du Sud-Est de points focaux s'intéressant aux changements climatiques) favorisera le développement et l'échange de connaissances entre experts et spécialistes des membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Le Regional Gateway for Technology Transfer and Climate Change Action (Portail régional pour le transfert technologique et les mesures de lutte contre les changements climatiques) d'Amérique latine et des Caraïbes (REGATTA) a pour objet d'accroître l'efficacité et de développer la coopération des réseaux existants dans la région.
- En association avec la Frankfurt School of Finance & Management, le PNUE a créé un nouveau centre de collaboration pour le financement des activités en matière de climat et d'énergies écologiquement viables. Le centre a pour objet de collaborer avec les institutions financières à l'élaboration de méthodes rentables de réduction des émissions de carbone liées à la production d'énergie grâce à l'accès aux investissements et marchés concernant l'énergie.

# CHANGEMENTS CLIMATIQUES

## LES HAUTS ET LES BAS



© Cinthia Soto

## PÉROU

On considère souvent que ce sont les communautés vivant sur le littoral qui sont les plus menacées par les changements climatiques.

Pourtant, celles qui vivent en altitude le sont aussi. À vrai dire, les premiers effets des changements climatiques sur l'existence des populations sont d'abord ressentis dans les établissements humains connaissant les conditions les plus dures.

Au Pérou, on assistera à une élévation des températures et du niveau de la mer, à une baisse des précipitations et à des conditions météorologiques extrêmes plus fréquentes en raison des changements climatiques.

Le PNUE collabore avec le PNUD, la FAO et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) de l'OMS dans le but de surveiller et d'atténuer les effets des changements climatiques sur les communautés des hauts-plateaux des Andes du Pérou.

Cette activité consiste en partie à aider les communautés à collaborer. Une série de commissions municipales de l'environnement ont été créées pour harmoniser les politiques locales relatives à l'environnement et favoriser la concertation et la coopération entre les organismes publics et privés et la société civile dans le domaine de l'environnement.

Le PNUE a participé à la formation des membres des commissions ainsi qu'au déroulement des ateliers consacrés aux conflits sociaux ayant pour origine l'environnement. Lorsque des communautés, des territoires et des ressources sont menacés par les changements climatiques, le risque de conflits n'est jamais très éloigné. Dans les Andes, la question est compliquée par le fait qu'on y pratique officiellement ou de manière illicite l'extraction de minerais. Le PNUE a contribué à la mise au point d'un guide de formation et a animé une série d'ateliers consacrés à la médiation et à la résolution des conflits dont l'objet est de doter les communautés des compétences et ressources leur permettant d'étouffer dans l'œuf les problèmes.

Si des problèmes locaux tels que les feux de forêts et le surpâturage demeurent les questions d'environnement les plus évidentes dans les Andes, la menace présentée par les changements climatiques n'est jamais très loin. Des éducateurs formés par le PNUE se sont chargés des populations locales en montant des pièces de théâtre, en organisant des séances de sensibilisation dans les écoles et des programmes éducatifs complémentaires; en 2011, le diplôme créé par le PNUE sanctionnant une formation à l'adaptation aux changements climatiques et à la gestion évolutive des hauts-plateaux andins, a été attribué à 30 étudiants de deuxième année.

La surveillance des effets des changements climatiques est un autre volet essentiel des activités du PNUE dans la région des hauts-plateaux andins. Le PNUE a donné des conseils au Gouvernement péruvien pour l'acquisition et la gestion de deux stations météorologiques et s'efforce d'assurer une large diffusion des données rassemblées.

## ADAPTATION REPOSANT SUR LES ÉCOSYSTÈMES

Ces projets seront complétés par le programme d'adaptation reposant sur les écosystèmes entrepris conjointement par le PNUE, le PNUD et

l'UICN au Pérou. Dans les Andes, les écosystèmes de hautes montagnes sont endommagés par le réchauffement qui a également pour conséquence d'assécher les terres humides et de mettre un terme à l'enneigement de certaines zones.

Nombre de glaciers andins reculent; ce phénomène pourrait gravement affecter le régime saisonnier des eaux ainsi que leur disponibilité pour la consommation humaine, les centrales hydroélectriques et l'agriculture.

Le projet de collaboration du PNUE favorise l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et de l'agriculture dans le but d'aider la population et les écosystèmes à s'adapter.



### ADAPTATION DES RÉGIONS MONTAGNEUSES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**Au titre d'un programme ambitieux concernant l'adaptation des écosystèmes de montagnes, le PNUE contribue à une meilleure compréhension des écosystèmes de montagnes du Népal, de l'Ouganda et du Pérou dont il favorise la résilience et l'intégrité. Le projet est une initiative conjointe du PNUE, du PNUD et de l'UICN et bénéficie d'un appui du Gouvernement allemand.**

**Ce partenariat fructueux est maintenant étendu à d'autres pays et régions.**

**En association avec l'UE, le PNUE a également mené à bien deux projets dans les Alpes. Ces projets qui débordent les frontières nationales, intitulés, l'un, Adaptation aux changements climatiques par des mesures d'aménagement du territoire dans l'espace alpin (CLISP), l'autre, Impact des changements climatiques sur le tourisme alpin (ClimAlpTour) visent tous deux à amener les gouvernements et les administrations régionales ainsi que les parties prenantes à s'attaquer aux risques liés aux changements climatiques.**

**Les enseignements tirés de ces projets seront communiqués à d'autres régions montagneuses.**

# SEYCHELLES



M. JAMES ALIX  
MICHEL

PRÉSIDENT DE LA  
RÉPUBLIQUE DES  
SEYCHELLES

*« Le projet conjoint PNUE/PNUD intitulé Initiative aux fins d'adaptation aux changements climatiques et de développement est une entreprise digne d'intérêt que j'approuve sans réserve. C'est un progrès. Si chacun d'entre nous s'employait à récupérer les eaux de pluie consciencieusement, nous pourrions contribuer à l'atténuation des graves pénuries que nous connaissons en saison sèche. »*

Contrairement aux Alpes et aux Andes, qui sont situées en altitude, les Seychelles qui font partie des îles peu élevées de l'océan Indien sont réputées être particulièrement exposées au danger que représente l'élévation du niveau des mers. Toutefois, plus que l'abondance des ressources en eau c'est leur pénurie qui est l'une des préoccupations les plus pressantes de la République. Cet archipel, qui compte plus de 100 îles, connaît depuis peu une évolution de son régime des précipitations qui est caractérisé par de brèves périodes d'abondantes pluies ponctuées de longues et graves saisons sèches. La sécheresse est devenue un phénomène récurrent notamment du fait du développement de l'urbanisation et de la croissance démographique.

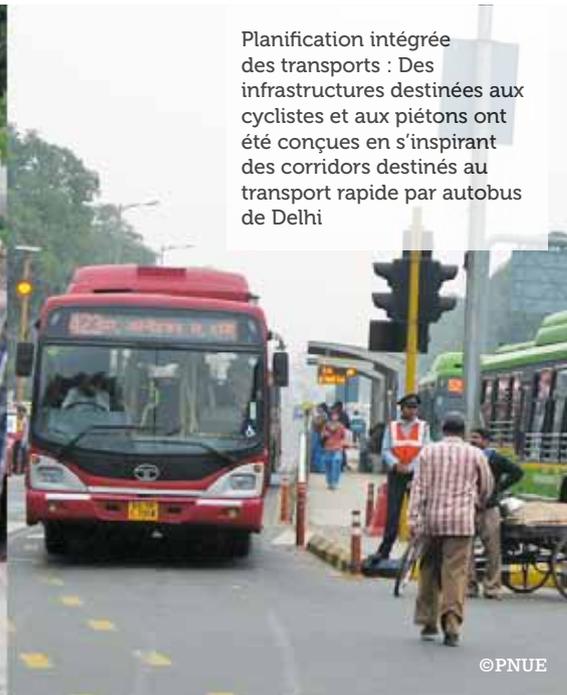
Plusieurs solutions ont été expérimentées comme celle consistant par exemple à accroître la capacité des réserves et à recourir aux installations de



dessalement. Celles-ci toutefois se sont révélées coûteuses et ont pour inconvénient d'émettre davantage de gaz à effet de serre car elles consomment des combustibles fossiles.

Le projet intitulé Changements climatiques et développement : s'adapter en réduisant la vulnérabilité (CC DARE) consiste en une collaboration entre le PNUE et le PNUD et le Gouvernement danois à laquelle participent l'UNICEF, l'OMM, les gouvernements, des ONG et des organisations de la société civile.

Dans le cadre du Projet CC DARE et en collaboration avec l'Organisme danois de développement international (DANIDA), un projet de collecte des eaux de pluie a été entrepris dans huit établissements scolaires. Les économies résultant de la récupération des eaux de pluie ont été réinvesties dans l'éducation. Par ailleurs, la réussite du projet a débouché sur une nouvelle conception des bâtiments. Le Gouvernement seychellois a décidé d'intégrer la récupération des eaux de pluie au code de la construction. Cette prise en compte par la législation nationale témoigne du fait que des interventions à petite échelle mais opportunes et bien ciblées peuvent avoir un grand impact et constituer un important aspect du passage d'exemples concrets à des mesures gouvernementales de grande portée.



Planification intégrée des transports : Des infrastructures destinées aux cyclistes et aux piétons ont été conçues en s'inspirant des corridors destinés au transport rapide par autobus de Delhi

©PNUE

## FAVORISER LES MOYENS DE TRANSPORT À FAIBLES ÉMISSIONS DE CARBONE EN INDE

L'Inde est actuellement le quatrième pays émettant le plus de gaz à effet de serre (GES) dans le monde, le secteur des transports étant le deuxième plus grand émetteur de CO<sub>2</sub>. Ce secteur aggrave également les embouteillages ainsi que la pollution atmosphérique et sonore et est à l'origine d'accidents, en particulier dans les zones urbaines.

Le PNUE et certains de ses partenaires en Inde se sont engagés dans une nouvelle initiative ayant pour objet de favoriser la filière des moyens de transport à faibles émissions de carbone dans le pays. Le projet triennal, d'un montant de 2 490 000 euros, financé au titre de l'initiative du Gouvernement allemand en faveur du climat mondial, vise à appuyer le plan d'action national de l'Inde concernant le climat.

Le projet triennal devrait aboutir à la création d'un plan d'action national pour les transports indiens, à des plans favorisant les déplacements à faibles émissions de carbone pour quatre villes et à la mise en place d'un site Internet d'échange et de coordination des informations.

Les plus grandes difficultés auxquelles le secteur des transports est confronté sont l'élaboration d'un plan directeur et de dispositions juridiques et réglementaires et la mise en place d'infrastructures et de services permettant de gérer la demande croissante de mobilité tout en réduisant les impacts négatifs aux niveaux local et mondial. Les interventions telles que celles consistant à développer les transports publics et les moyens de transport non motorisés, supposent, comme dans le cas de l'Inde, que l'on surmonte des obstacles institutionnels, financiers et sociaux. Ce projet contribuera à améliorer la compréhension des problèmes et à développer les capacités institutionnelles permettant de planifier le développement des moyens de transport à faibles émissions de carbone et de fournir un cadre aux initiatives similaires entreprises dans d'autres pays.



## ONU-REDD

Le programme ONU-REDD est un programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement auquel participent la FAO, le PNUD et le PNUE.

Ce programme, dont le montant du financement dépasse 100 millions de dollars, est non seulement un modèle de collaboration interinstitutions qui s'inscrit dans le cadre du processus de l'ONU « Unis dans l'action » mais aussi une initiative qui va au-delà de son ambition initiale puisque le nombre de pays en bénéficiant est passé de 9 à 14 pour atteindre aujourd'hui 21, pays qui bénéficient des travaux entrepris au niveau mondial. Au niveau international le programme ONU-REDD vise à créer un consensus et à rassembler des connaissances sur le programme REDD+ tout en sensibilisant davantage à l'importance de l'incorporation du mécanisme REDD+ à un accord sur les changements climatiques qui interviendrait après 2012. Dans le cadre du programme ONU-REDD sont entreprises diverses activités, allant de la sensibilisation au renforcement des capacités, pour faire en sorte que les pays soient disposés à adhérer au programme REDD+ et que davantage de ressources financières soient mises à disposition pour répondre

à la demande croissante d'aide aux plans de préparation. La contribution du PNUE en vue de la réalisation du programme REDD+ est l'occasion permettant simultanément de lutter contre les émissions, d'impulser le développement et d'assurer la conservation en aidant les pays tels que l'Indonésie, la République démocratique du Congo et le Panama, pour ne citer que ces trois pays, à identifier les moyens propices à la sauvegarde de ces multiples avantages dans le but d'en faire un tremplin vers l'économie verte.

En République démocratique du Congo, une réunion de haut niveau a eu lieu en novembre avec l'appui du programme ONU-REDD du PNUE qui est parvenue à une conclusion similaire s'agissant du programme REDD+ et du développement, sur la base des travaux en cours du programme ONU-REDD. Par l'entremise de ce programme, le PNUE a élaboré fin novembre une note d'orientation intitulée « REDD+ and a Green Economy: Opportunities for a mutually supportive relationship, » (REDD+ et l'économie verte : possibilité d'établir des relations complémentaires), qui a trouvé un écho favorable auprès des Parties à l'occasion de la dix-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques récemment achevée. À cet égard, l'Indonésie et la Norvège ont reconnu qu'il importait de lier le programme REDD+ à l'économie verte et ils ont pris note des contributions du PNUE à cet effet. Au titre du programme ONU-REDD on s'était également employé à faire en sorte que les activités en relevant contribuent efficacement à la promotion des bienfaits sociaux et environnementaux et à la plus grande réduction possible des risques potentiels du programme. À cette fin, une série de principes et de critères sociaux et environnementaux sont conçus. Les nombreuses consultations organisées au titre du projet de principes et de critères l'ont été dans le cadre d'ateliers régionaux de la Convention sur la diversité biologique concernant les sauvegardes prévus par le programme REDD+ ainsi qu'au niveau national. La dernière version du projet peut actuellement être consultée par le public. C'est sur ces résultats que sont actuellement axés les travaux entrepris avec l'Indonésie et la République démocratique du Congo ainsi que les initiatives que l'on engage dans un certain nombre d'autres pays.

# REDD+ EN INDONÉSIE

## économie VERTE



M. KUNTORO  
MANGKUSUBROTO

CHEF DU GROUPE  
PRÉSIDENTIEL POUR LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRÔLE  
ET DE LA SUPERVISION DU DÉVELOPPEMENT ET  
PRÉSIDENT DE L'ÉQUIPE DE TRAVAIL DU PROGRAMME  
REDD+ DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE.

*« Le passage à une économie verte est une entreprise digne d'intérêt non seulement parce que c'est là la meilleure façon de progresser mais aussi parce que ce faisant l'on tire hors de la pauvreté des millions de personnes tout en préservant leurs écosystèmes, en améliorant leurs conditions de vie et en leur offrant davantage de moyens d'existence. »*

L'Indonésie se trouve en première ligne en ce qui concerne les efforts internationaux visant à faire du programme REDD+ un moyen viable d'atténuation des changements climatiques et de développement durable, en particulier dans la région de Kalimantan du pays.

D'importantes zones des forêts de la région de Kalimantan ont été déboisées pour laisser la place à des cultures de rapports telles que le café et le palmier à huile. Cependant, la recherche en cours que dirige l'équipe spéciale nationale pour le programme REDD+ en association avec l'Organisation des Nations Unies et avec l'appui

du PNUE et d'autres parties prenantes montre que cela nuit aux autres secteurs productifs telles que l'extraction minière, les pêches et les moyens d'existence des populations locales tout en menaçant la biodiversité de l'Indonésie, notamment l'orang-outan qui est un animal symbolique. Au titre de son programme REDD+, l'Indonésie plante des palmiers à huile ainsi que d'autres cultures sur les terres dégradées au lieu de défricher la forêt vierge.

Dans l'ensemble, les ressources financières attribuées au programme REDD+ qu'appuient des politiques publiques judicieuses ainsi que des investissements étrangers directs et des fonds du secteur privé devraient aider l'Indonésie à atteindre l'objectif qu'elle s'est fixée, à savoir une croissance de 7 % par an d'ici à 2014; à ramener le chômage à 5 à 6 % de la population active, et à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 26 à 41 % d'ici à 2020. Il a été demandé au PNUE et à d'autres organismes des Nations Unies de donner des avis sur un certain nombre de domaines d'interventions à Kalimantan, qui permettraient, grâce aux multiples avantages découlant du programme REDD+, d'aider à la réalisation des objectifs affichés.

Le projet intitulé The Heart of Borneo (Cœur de Bornéo) qu'appuie le Fonds mondial pour la nature (WWF) vise à protéger la biodiversité grâce à la création d'un réseau de zones forestières protégées.

### PROJET COMPENSATION CARBONE

Dans le cadre du Projet compensation carbone du PNUE-FEM qui consiste en modélisations, mesures et suivi, un ensemble d'outils scientifiques rigoureux et rentables a été conçu pour déterminer les compensations carbone résultant des initiatives de gestion viable des terres. Ces outils que l'on peut consulter en ligne sont conçus pour estimer et modéliser les stocks et flux de carbone et les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre des pratiques actuelles et de substitution en matière de gestion ainsi que pour mesurer et suivre l'évolution du carbone en fonction de modes d'utilisation des terres déterminés.

L'approche permet de procéder à des évaluations du carbone au-dessus et au-dessous du niveau du sol sur de vastes zones dans le but d'élaborer des plans d'atténuation des changements climatiques grâce aux politiques conçues dans le cadre du Programme REDD.

## ASIE DU SUD-EST LE PNUE ENTREPREND D'AMÉLIORER LES CLIMATISEURS



© Corbis

Les correspondants du PNUE pour le South East Asian network of Climate Change (SEAN-CC) ont conçu un cadre stratégique concernant l'harmonisation des rendements énergétiques des climatiseurs intérieurs dans tous les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (Brunéi, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viet Nam). Le cadre stratégique permettra d'améliorer l'échange de données sur les meilleures pratiques entre fabricants et concepteurs aux fins de réduction des émissions de ce secteur énergivore.

La quantité totale d'électricité qui pourrait être économisée grâce à l'harmonisation des normes des climatiseurs dans les pays de l'ASEAN est de 5,374 térawatts/heure par an. Cela aurait pour effet d'entraîner une réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'ordre de 3,401 millions de tonnes.

## RALENTIR L'UTILISATION DES HCFC

La Chine est le plus grand producteur et consommateur d'hydrochlorofluorocarbones (HCFC) qui sont utilisés comme réfrigérants, solvants et propulseurs. Ces substances endommagent la couche d'ozone et contribuent au réchauffement planétaire.

En 2011, le Fonds multilatéral a accordé 265 millions de dollars à la Chine pour qu'elle mette en œuvre le Protocole de Montréal. Cette somme a pour objet d'aider la Chine à réduire sa consommation de HCFC de 3,320 tonnes d'ici à 2015. Cela aura également pour effet d'entraîner une réduction de 672 millions de tonnes environ d'équivalent CO<sub>2</sub> d'ici à 2015. Le Fonds multilatéral a également approuvé un montant de 5 240 000 dollars destinés à l'élément du Programme du PNUE concernant le secteur de l'entretien des appareils de réfrigération.

En 2011, un plus grand nombre de pays a également été ajouté à la liste de ceux qui procèdent à l'élaboration de plans d'action pour l'élimination des HCFC. Le nombre total des pays s'élève aujourd'hui à 75.

### LE SECTEUR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES INVESTIT DANS L'AVENIR

2011 a été une autre année difficile pour l'économie mondiale. Toutefois, un secteur, celui des énergies renouvelables, a pu affronter la tendance grâce au montant record de 211 milliards de dollars que les investisseurs y ont injecté. Cette somme est supérieure d'un tiers environ aux 160 milliards de dollars investis en 2009 et représente un accroissement de 540 % depuis 2004.

D'après le rapport du PNUE intitulé *Global Trends in Renewable Energy Investment 2011* (Tendances mondiales des investissements dans les énergies renouvelables, 2011), les parcs éoliens chinois et les panneaux solaires européens de faibles dimensions sont principalement à l'origine de cet accroissement.

## NOUVEAUX INVESTISSEMENTS PLANÉTAIRES DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES (chiffres de 2010)

### Chine

48,9 milliards de dollars,  
soit un accroissement de 28 %

### Amérique du Sud et centrale

13,1 milliards de dollars,  
soit un accroissement de 39 %

### Moyen-Orient et Afrique

5 milliards de dollars,  
soit un accroissement de 104 %

### Inde

3,8 milliards de dollars,  
soit un accroissement de 25 %

### États asiatiques en développement (Chine et Inde non comprises)

4 milliards de dollars,  
soit un accroissement de 31 %



RENÉ CASTRO

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ÉNERGIE ET  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DU COSTA RICA

*« L'évaluation des besoins technologiques est devenue une méthode permettant d'engager une démarche cohérente, du stade de l'identification des technologies d'atténuation et d'adaptation jusqu'à leur mise sur le marché. »*

Le Projet d'évaluation des besoins technologiques du PNUE aide les pays à recenser leurs besoins les plus pressants dans le domaine technologique et met à la disposition des décideurs les résultats des recherches et les ressources dont ils ont besoin pour procéder aux changements.

En 2011, le projet a été engagé dans une nouvelle phase le nombre de pays participants ayant plus que doublé, passant de 15 à 36.

La mise en œuvre du projet a également connu une importante accélération grâce aux enseignements tirés par la première série de participants. Une série de nouveaux guides du PNUE et le portail en ligne [www.tech-action.org](http://www.tech-action.org) ont fourni un appui aux ateliers nationaux et régionaux de renforcement des capacités. De ce fait, l'engagement des gouvernements en faveur du projet a été plus affirmé et les équipes nationales chargées de l'évaluation des besoins technologiques ont fait preuve d'une plus grande efficacité.

## QUESTIONS TECHNOLOGIQUES ATTÉNUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES GRÂCE AUX INNOVATIONS

Au nom du FEM, le PNUE est à l'avant-garde pour ce qui est de la promotion des solutions technologiques permettant d'atténuer les causes et les effets des changements climatiques.

Cela peut toutefois être un problème en particulier pour les pays en développement qui doivent surmonter d'importants obstacles pour pouvoir adopter rapidement ces technologies, du fait de leurs coûts élevés et d'un manque de compétences.

## BESOINS TECHNOLOGIQUES MESURES D'ORDRE TECHNOLOGIQUE

L'étape suivante, qui interviendra une fois les conclusions de l'évaluation mises en œuvre, consistera à élaborer un plan d'action technologique nationale qui hiérarchise les technologies, et recommande l'adoption d'un cadre facilitant la diffusion de ces technologies ainsi que l'identification de projets bien conçus en matière de transfert de technologies et de leurs liens avec des sources de financement appropriées. Le plan d'action technologique nationale vise à cibler systématiquement les mesures concrètes nécessaires pour réduire ou lever les obstacles d'ordre politique, financiers et technologiques.

En 2011, des projets de rapports d'évaluation des besoins technologiques ont été produits dans dix pays tandis que des projets de rapport sur les plans d'action technologique ont été établis dans quatre autres, à savoir le Maroc, le Mali, la Thaïlande et le Costa Rica.

**En 2011 a été entrepris le Programme intitulé *en.lighten Global Efficient Lighting Partnership*, programme dont l'objet est de donner aux pays du monde entier la possibilité d'opérer un passage coordonné vers des systèmes d'éclairage efficaces. Plus de 55 pays ont signé des déclarations officielles par lesquelles ils conviennent que l'élimination des lampes incandescentes est l'un des moyens les plus faciles de réduire les émissions de CO2 et de parvenir à d'importantes économies d'énergies et de fonds; 26 pays ont officiellement adhéré à ce partenariat. Une décision ambitieuse a été prise qui a consisté à fixer la date de 2016 comme celle de l'élimination totale des lampes à incandescence partout dans le monde.**

[www.enlighten-initiative.org](http://www.enlighten-initiative.org)

## IRAQ FAIRE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'Iraq sort de près de trois décennies d'isolement international et récupère après une guerre et ses séquelles. Le pays commence aujourd'hui à s'intéresser aux questions environnementales.

En 2009, il a ratifié les normes internationales relatives aux changements climatiques établies au titre de la CCNUCC. Ces normes fixent, entre autres, des obligations en matière de réduction des émissions.

Au cours des deux dernières années, le PNUE a collaboré avec le PNUD au titre du Programme « Unis dans l'action » pour aider le Ministère de l'environnement naissant à accélérer l'adoption d'initiatives dans le domaine des changements climatiques.

Grâce aux efforts coordonnés du PNUE, l'Iraq envisage déjà l'adoption de plans de gestion des émissions destinés aux compagnies pétrolières ainsi que des mesures concernant les changements climatiques au titre de questions intéressant les ressources en eau et le développement de l'agriculture auxquelles le pays s'est attelé.

En 2011, l'Iraq a :

- Créé trois nouveaux projets concernant les changements climatiques qui ont bénéficié d'un financement ou dont on envisage le financement. Ces projets visent à favoriser le recours aux énergies renouvelables et un développement propre, à appuyer les initiatives concernant les zones humides et à établir un système national de communication avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
- Entrepris d'imposer des obligations au niveau national en matière de réduction des émissions. Ainsi, le Ministère iraquien des hydrocarbures met au point des plans de gestion des émissions de gaz à effet de serre destinés aux compagnies pétrolières.

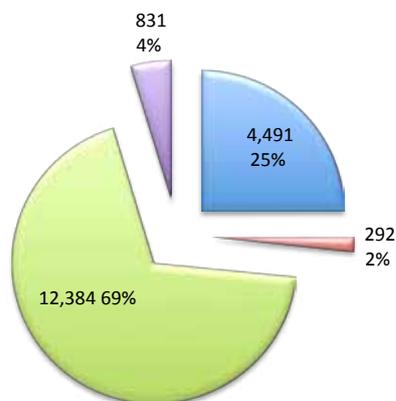


# 3

## CATASTROPHES ET CONFLITS

**DÉPENSES TOTALES EN 2011  
CATASTROPHES ET CONFLITS  
17 998 000 DOLLARS**

- Dépenses imputées sur le Fonds pour l'environnement
- Dépenses imputées sur le budget ordinaire
- Fonds d'affectation spéciale et contributions affectées à des fins déterminées
- Appui aux programmes



Tous les montants sont libellés en dollars

## RÉDUIRE AU MINIMUM LES DANGERS ET LES IMPACTS DES CRISES

L'objectif du PNUE est de réduire au minimum les menaces que les causes et les conséquences environnementales des catastrophes et des conflits font peser sur le bien-être humain.

Le PNUE aide ses États membres à s'attaquer à la dégradation de l'environnement et à la mauvaise gestion des ressources naturelles, facteurs sous-jacents de risques de conflits et de catastrophes. Son action porte principalement sur l'intégration des considérations environnementales dans les politiques et les pratiques de réduction des risques.

Les crises ont souvent pour conséquence une destruction de ressources vitales qui met des communautés entières dans une situation précaire. Les interventions du PNUE se basent sur des évaluations des risques que ces impacts environnementaux présentent pour la santé, les moyens de subsistance et la sécurité de la population.

Le PNUE fait également appel à des évaluations de l'environnement pour élaborer des plans de relèvement répondant aux besoins et priorités environnementaux et appuyant les stratégies de consolidation de la paix et de développement durable à long terme.

# RÉSULTATS ESCOMPTEÉS

Renforcement des capacités des États membres en matière de gestion de l'environnement afin de réduire les risques de catastrophes d'origine naturelle et humaine.

Réalisation, sur demande, d'évaluations rapides et fiables de l'environnement au lendemain des conflits et catastrophes.

Contribution à l'amélioration de la gestion de l'environnement et de l'utilisation durable des ressources naturelles par le biais d'activités d'évaluation et de relèvement post-crise.

## 2011 L'ANNÉE DU POINT DE VUE DES CATASTROPHES ET CONFLITS

- Le PNUE a activement contribué à réduire les risques de catastrophe et de conflit et à résoudre les problèmes écologiques post-conflit dans plus de 30 pays, tant dans le cadre de ses opérations et de ses activités d'évaluation de l'environnement en cours dans ces pays que dans celui de l'assistance technique fournie à la demande de certains pays victimes de catastrophes tels que le Japon, la Thaïlande et le Kenya, pour appuyer leurs efforts de relèvement.
  - En 2011, les dégâts causés par les catastrophes naturelles ont atteint le chiffre record de 366 milliards de dollars, le violent séisme dans l'Est du Japon et les inondations
- importantes en Thaïlande comptant pour plus de deux tiers du total. D'après les chiffres communiqués par l'ONU, environ 29 700 personnes ont en outre perdu la vie dans 302 sinistres au cours de l'année.
  - Pourtant, dans les pays qui ont pris l'initiative de mettre en place des mesures d'adaptation et de préparation, à l'exemple du Bangladesh, le bilan des catastrophes comparables était beaucoup moins lourd qu'il y a 20 ans. Le PNUE a continué à militer pour une plus grande compréhension du rôle crucial joué par les écosystèmes dans la réduction des risques naturels et de leurs impacts. Au titre de ses fonctions au sein du Partenariat pour l'environnement et la réduction des risques de catastrophes, le PNUE a organisé au Sri Lanka, en Inde et en Thaïlande des formations sur l'environnement et la réduction des risques de catastrophes, dont le tout premier stage de formation de formateurs destiné à permettre aux institutions régionales et nationales de formation en matière de gestion des catastrophes et aux universités de 10 pays d'Asie d'inclure dans leur actuel programme de formation la réduction des risques de catastrophe au moyen des écosystèmes.
  - Le PNUE a publié un important rapport d'évaluation environnementale intitulé « Le Rwanda : de l'après-conflit au développement écologiquement durable », qui présente une analyse critique et des propositions de solutions des problèmes environnementaux auxquels le Rwanda se trouve confronté. Ce rapport recommande un renforcement des politiques et des investissements dans la restauration à grande échelle des écosystèmes, les énergies renouvelables, l'agriculture durable et la coopération régionale en matière d'environnement, en particulier les initiatives portant sur le commerce de ressources naturelles.



3

CATASTROPHES ET CONFLITS

- Pour marquer le 25e anniversaire du Programme de sensibilisation et de préparation aux situations d'urgence au niveau local (APELL) du PNUE, un forum mondial qui a réuni des participants de 17 pays a été organisé en Chine. Il a été décidé à ce forum de faire de l'université de Bahia Blanca (Argentine) et de l'université Tsinghua (Chine) de nouveaux centres de recherche APELL.

- Le rapport de l'étude indépendante sur les moyens civils à mobiliser dans les situations postérieures à un conflit réalisée par le Groupe consultatif de haut niveau du Secrétaire général sur les moyens civils à mobiliser au lendemain d'un conflit (février 2011) identifie les ressources naturelles comme domaine prioritaire et désigne le PNUE comme chef de file du sous-secteur concerné, en raison de ses états de service dans le domaine des activités d'évaluation de l'environnement et de relèvement à la suite d'un conflit. Il s'agit là d'une importante consécration des efforts faits par le PNUE pour intégrer les considérations environnementales dans les opérations de prévention des conflits et de consolidation de la paix de l'ONU.

- Les travaux sur le terrain ont commencé dans la zone frontalière entre Haïti et la République dominicaine pour une nouvelle étude du PNUE sur les sources potentielles de tensions transfrontalières et les possibilités de coopération en matière d'utilisation des eaux, du bois et d'autres ressources naturelles.

- En Sierra Leone, 93 tonneaux de déchets toxiques ont été enlevés d'une raffinerie de pétrole désaffectée située non loin d'un faubourg populaire de Freetown. Avec l'aide technique et financière du PNUE,



L'Agence sierra-léonaise de protection de l'environnement a supervisé le nettoyage de près de 12 000 litres, soit 19 tonnes, de plomb tétraéthyle. Une formation couvrant les techniques d'extraction des substances toxiques et le stockage sans risque ainsi que le confinement des produits chimiques a été dispensée.

- Dans le cadre de l'initiative Environnement et sécurité (ENVSEC), Tbilisi, la capitale de la Géorgie, a été le point de mire du dernier rapport de la série Avenir de l'environnement mondial consacré aux villes. Paru en décembre, ce rapport GEO-Cities recommande d'accroître la surveillance de l'environnement, de privilégier davantage les énergies renouvelables, de moderniser le traitement des déchets et de passer à une approche intégrée de la gestion des ressources en eau s'étendant aux bassins versants.

## OGONILAND NIGÉRIA

Une grande évaluation scientifique indépendante menée par le PNUE, évaluation qui s'est achevée en 2011, montre que la pollution occasionnée dans cette région par plus de 50 ans d'exploitation pétrolière est plus étendue et pénètre plus profondément qu'on ne le pensait.

Le PNUE espère que ses conclusions contribueront à tirer la région de l'impasse dans laquelle elle se trouve depuis des dizaines d'années, à déclencher la restauration de son environnement et à stimuler la mise en place de normes environnementales améliorées dans le secteur pétrolier, non seulement au Nigéria mais aussi dans le monde entier.

Faisant appel aux meilleures connaissances scientifiques et techniques disponibles, le projet concernant l'Ogoniland constitue une étape

essentielle dans l'aide apportée au Gouvernement pour qu'il prenne des mesures de nettoyage des zones contaminées et de restauration des modes de vie et des moyens de subsistance de la population.

Les sources d'eau de boisson, les sols, les ruisseaux et les écosystèmes importants tels que les mangroves pourraient ne se rétablir complètement et ne retrouver l'intégralité de leur productivité que dans 25 à 30 ans.

L'échelle et la portée de l'évaluation du PNUE sont sans précédent (voir encadré).

L'étude a révélé que le sous-sol de certaines zones qui paraissaient intactes à la surface est, en fait, gravement pollué et qu'il conviendrait de prendre sans tarder des mesures pour protéger la santé des habitants et réduire les risques auxquels ils sont exposés.

Des concentrations de benzène – un cancérigène avéré – 900 fois supérieures à celles indiquées dans les directives de l'OMS ont, par exemple, été



Catastrophes  
et conflits

3

CATASTROPHES ET CONFLITS

### Évaluation menée par le PNUE en Ogoniland

**24**  
mois de durée

**200+**  
endroits examinés

**122km**  
de couloirs de passage d'oléoducs passés à la loupe

**5 000+** dossiers médicaux épluchés

**780**  
points d'eau examinés

**23 000+**  
participants aux réunions des communautés locales

**69**  
sites soumis à des analyses détaillées  
portant sur la pollution des sols et des eaux  
souterraines

**1 300m<sup>2</sup> -  
790 000m<sup>2</sup>**  
de surface étudiés sur chaque site

**4 000±**  
échantillons analysés

**142**  
puits descendant jusqu'à la nappe phréatique forés pour les  
besoins de l'étude

découvertes dans l'eau de boisson tirée d'un puits utilisé par une communauté à Nisisioken Ogale, dans l'Ouest de l'Ogoniland.

Les scientifiques du PNUE ont trouvé une couche de pétrole raffiné épaisse de 8 cm flottant à la surface de l'aquifère qui alimente le puits. Il s'agissait apparemment du résultat d'un déversement de pétrole qui s'était produit plus de six ans plus tôt.

Cet exemple, le plus grave parmi ceux mentionnés dans l'étude, a incité le Gouvernement fédéral à mettre en place un service de livraison d'eau potable aux communautés touchées.

Le rapport note également, entre autres constatations, les énormes dégâts subis par les mangroves, un habitat côtier d'importance cruciale, dont la croissance est inhibée à chaque fois que des hydrocarbures sont déversés à terre, les recouvrant d'une couche de goudron. Les incendies sont fréquents et la pollution atmosphérique affecte la vie d'environ un million de personnes.

Selon le rapport, il faut se débarrasser de toutes les actuelles sources de pollution avant de pouvoir commencer à nettoyer les cours d'eau, les sédiments et les mangroves.

Le rapport recommande au Nigéria de créer trois nouvelles institutions pour l'aider à entreprendre un exercice de restauration complète de l'environnement financé au cours des cinq premières années par une injection initiale de capitaux s'élevant à 1 milliard de dollars contribué par l'industrie pétrolière et le Gouvernement.

Il recommande également des réformes des mesures gouvernementales de réglementation, de surveillance et de répression se rapportant à l'environnement.

## CHINE : MIEUX RECONSTRUIRE



L'évaluation et la remise en état des sites contaminés ont également été le thème central d'un voyage d'étude effectué par une délégation chinoise en Suisse et en Allemagne, sous l'égide du PNUE. Dans le prolongement de l'aide à la reconstruction qu'il lui fournit depuis le tremblement de terre de 2008, le PNUE a répondu à une demande d'assistance technique du Gouvernement chinois concernant l'élaboration de normes pour la gestion des sites contaminés.

Les participants au voyage d'étude se sont essentiellement penchés sur les approches européennes de l'évaluation des sites et des risques, les normes de dépollution et la diversité des projets de remise en état de l'environnement aux plans de l'envergure et des coûts. Des exposés faits par des experts du PNUE et des visites de sites réhabilités et de laboratoires spécialisés étaient inclus dans le programme.

# NIGÉRIA

## EMPOISONNEMENT AU PLOMB DANS L'ÉTAT DE ZAMFARA

Au Nigéria également, les taux anormalement élevés de décès et de maladies enregistrés parmi les enfants depuis le début de l'année 2010 ont semé l'inquiétude dans l'État de Zamfara au nord du pays. Plus de 18 000 personnes ont été affectées et 200 enfants seraient morts à la suite d'un empoisonnement massif au plomb dû aux activités d'extraction de l'or enrichi au plomb menées à l'intérieur des maisons et dans les concessions. Des investigations réalisées par le Groupe conjoint PNUE/OCHA sur l'environnement ont révélé des concentrations élevées de plomb dans les eaux souterraines, les eaux de surface et le sol, ainsi que des traces de mercure dans l'air.

La riposte multi-institutions a englobé le traitement intensif des cas les plus aigus d'empoisonnement chez les enfants de moins de cinq ans, la décontamination des maisons et des villages et la remise en état des puits affectés.

# NAIROBI

## CATASTROPHE DUE À L'EXPLOSION D'UN PIPELINE

Le 12 septembre 2011, plus de 100 personnes ont trouvé la mort et 100 autres ont été hospitalisées à la suite de blessures graves causées par une explosion et l'incendie qui s'est déclenché dans le bidonville de Mukuru-Sinai à Nairobi (Kenya).

Le Gouvernement kényen a lancé un appel urgent à l'Organisation des Nations Unies pour l'obtention de moyens d'intervention face à cette éco-urgence. Le PNUE et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), par l'intermédiaire de leur Groupe conjoint sur l'environnement, ont par la suite mis sur pied une équipe d'experts chargée de



Ces photos prises avant et après par le service d'imagerie satellite des Nations Unies montrent l'ampleur de la catastrophe à Nairobi.

© UNITAR/  
UNOSAT

procéder rapidement à l'évaluation de cette éco-urgence.

Cette équipe avait pour objet de fournir des informations scientifiques sur l'ampleur et la nature de la pollution et d'aider les autorités et autres acteurs dans la prise de décisions et la fixation des priorités pour les activités de suivi à mener sur le lieu sinistré. La principale conclusion à laquelle est parvenue l'équipe était que l'incendie n'avait pas été causé par l'explosion d'un oléoduc comme initialement indiqué dans les médias mais plutôt dû à un accident industriel ayant provoqué un afflux massif de pétrole dans le système de collecte des eaux. Elle a en outre conclu qu'il est hautement probable que ce type d'accident se reproduise.

En tant que mission d'enquête mobilisée sur les lieux dans les jours qui ont suivi la demande adressée par un gouvernement, le Groupe conjoint PNUE/OCHA offrira un modèle pour la coopération interinstitutions et l'intervention rapide dans l'avenir.



Femmes portant des sacs de charbon ramassé dans le parc national des Virunga en République démocratique du Congo. Selon le rapport du PNUE, le ramassage illégal du bois constituait une menace importante qui pesait sur les forêts nationales.

© Corbis

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dotée de la moitié des forêts et des ressources en eau de l'Afrique, et de réserves minérales estimées à des milliers de milliards de dollars, la République démocratique du Congo pourrait devenir une locomotive pour le développement africain. Mais cet objectif ne pourra pas être atteint tant que les pressions considérables qui s'exercent sur les ressources naturelles du pays ne seront pas atténuées de manière urgente.

Telle est la conclusion d'une évaluation environnementale importante post-conflit de la République démocratique du Congo menée à bien par le PNUE en 2011. L'évaluation, qui a porté sur deux ans, a mis en relief une accélération de la déforestation, l'épuisement des espèces, la pollution par les métaux lourds et la dégradation des terres résultant des activités minières, ainsi que la pénurie aigue d'eau potable affectant quelque 51 millions de congolais.

Menée en collaboration avec le Ministère congolais de l'environnement, de la conservation de la nature et du tourisme, l'évaluation salue également les initiatives

réussies et met en avant des opportunités stratégiques pour restaurer les moyens de subsistance, promouvoir la bonne gouvernance et soutenir la durabilité de la reconstruction économique post-conflit de la RDC, et accélérer les efforts de consolidation de la paix.

Le rapport, qui fournit une base solide pour le programme du PNUE relatif au relèvement de la RDC, préconise une transition vers l'économie verte, qui permettrait, pour une reconstruction durable, de catalyser notamment sur l'économie sociale émergente pour créer des emplois verts, y compris pour les anciens combattants.

Parmi les domaines d'action recommandés pour bénéficier de l'appui que le PNUE fournit actuellement au gouvernement, on pouvait notamment citer la prise en charge du passif environnemental résultant d'un siècle d'activités d'extraction minière en modernisant le secteur, notamment en formalisant l'extraction minière artisanale, et en encourageant une plus grande collaboration transfrontières pour la gestion durable des pêcheries dans les lacs de la vallée du Grand Rift.

Le renforcement des capacités institutionnelles de planification préalable des secours en prévision des catastrophes – telles que les épidémies, les éruptions volcaniques, les inondations et les incendies de forêts – y compris les systèmes d'alerte rapide, a également été mentionné.



Les fiches d'information sur les ressources en eau préparées par le PNUE ont été utilisées dans quatre camps de personnes déplacées dans le nord du Darfour pour guider dans la distribution de l'eau de manière durable.

© UNEP

## SOUDAN

En juillet, le PNUE a réaffirmé son engagement à long terme d'aider les populations du Soudan et du Sud-Soudan. En coopération avec son principal donateur, UKaid du Département du Royaume-Uni pour le développement international, le PNUE a redéployé ses plans pour les deux pays, en mettant l'accent sur les réformes politiques et les partenariats.

En prélude à la Conférence internationale sur l'eau au Darfour prévue en juin, le PNUE a rejoint l'appel lancé en direction de la communauté internationale à agir urgemment pour remédier aux problèmes critiques liés aux ressources en eau dans le Darfour. Les niveaux des nappes phréatiques dans de nombreuses zones urbaines et dans les camps des personnes déplacées avaient considérablement baissé (de près de 7 à 10 mètres) et le PNUE a fait part de son inquiétude suscitée par le fait que la pluviométrie inférieure à la moyenne au cours des prochaines périodes pourrait entraîner des pénuries encore plus aiguës dans la région.

Des progrès décisifs ont été réalisés en orientant la politique gouvernementale avec la décision de mettre en œuvre, en collaboration avec le PNUE, une politique nationale de gestion intégrée des ressources en eau.

Avec l'assistance technique d PNUE, le Conseil supérieur de l'environnement et des ressources naturelles au Soudan a considérablement progressé dans l'élaboration de la deuxième communication nationale dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. À la fin de l'année 2011, la collecte des données était en cours dans chacun des 15 États pour la réalisation d'une évaluation importante de la vulnérabilité et de l'adaptation au niveau national.

Dans le nord du Darfour, sept villages sont devenus les premiers sites pilotes pour un projet mené par le PNUE et l'Agence pour le développement et la reconstruction du Darfour, qui vise à donner aux communautés les moyens d'évaluer les problèmes écologiques et de les résoudre.



## COOPÉRATION ENVIRONNEMENTALE AU SERVICE DE L'ÉDIFICATION DE LA PAIX

Au cours de la réunion sur le climat qui s'est tenue à Durban, le PNUE et ses partenaires ont diffusé de nouvelles preuves de l'évolution des conditions climatiques dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, ainsi que leurs répercussions profondes sur la sécurité alimentaire et la stabilité régionale.

Une étude intitulée « Sécurité des moyens d'existence : changements climatiques, migrations et conflits au Sahel » analyse les tendances régionales en matière de températures, de précipitations, de sécheresse et d'inondations au cours des 40 dernières années ainsi que leurs implications sur la disponibilité des ressources naturelles, sur les moyens d'existence et sur les migrations et les conflits dans 17 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Cette étude a été réalisée par le PNUE, en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations, le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), l'Université des Nations Unies, le Comité permanent interÉtats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et l'Université de Salzbourg.

L'analyse a détecté des changements significatifs des conditions climatiques régionales tels qu'une augmentation globale des températures saisonnières moyennes d'environ 1°C de 1970 à 2006, celle-ci allant jusqu'à 1,5 °C à 2 °C à l'est du Tchad, et au nord du Mali et de la Mauritanie.

Selon l'étude, la fréquence des inondations ainsi que la zone que celles-ci couvrent ont augmenté dans certaines parties de la région au cours des 24 dernières années. Un processus cartographique innovant a permis d'identifier 19 « points chauds climatiques » où les changements climatiques ont été les plus extrêmes et qui justifient l'utilisation d'une planification ciblée de l'adaptation et d'autres activités de suivi. Un grand nombre de ces points

## SUD-SOUDAN

L'année 2011 a vu la naissance d'une nouvelle nation, et d'un nouvel État Membre de l'ONU, la République du Sud-Soudan. Grâce aux relations solides existant entre le PNUE et le nouveau gouvernement, les considérations environnementales ont été prises en compte dans les cinq piliers du Plan de développement du Soudan du Sud, schéma directeur pour le nouveau pays.

Le PNUE est depuis longtemps présent à Juba, l'une des villes à croissance les plus rapides du monde. La gestion des déchets est l'un des plus grands défis que doit relever la municipalité, et le PNUE a fourni une assistance dans l'élaboration d'un plan directeur. Sur les 1,2 million de résidents, près de 420 000 personnes bénéficient d'un service de collecte régulière des déchets solides.

Les forêts offrent une importante opportunité de développement pour le Sud-Soudan, et pourtant, la déforestation continue de progresser à un rythme alarmant. Grâce à l'assistance technique du PNUE, des progrès ont pu être réalisés par le biais de l'application effective des interdictions concernant l'abattage du bois.

chauds sont situés dans la partie centrale du Sahel, au Niger, au Burkina Faso, dans le nord et sur la côte du Ghana, ainsi que dans le nord du Togo, au Bénin et au Nigéria.

L'étude a établi que les impacts sur la disponibilité des ressources naturelles de tels changements des conditions climatiques, combinés avec des facteurs tels que la croissance de la population et une gouvernance faible, ont entraîné une compétition accrue pour s'approprier les ressources rares et des modifications des couloirs de migration dans la région.

Préfacée par Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria et Lauréate du Prix Nobel de la Paix 2011, l'étude intitulée « High-Value Natural Resources and Post-Conflict Peacebuilding » est l'une des études les plus exhaustives réalisées à ce jour sur le lien entre la consolidation de la paix après les conflits et la gestion des ressources naturelles de « grande valeur » telles que le pétrole, les diamants, l'or et le bois.

Le programme de recherche, actuellement coordonné par le PNUE et l'Institut du droit environnemental, génèrera plus de 150 études de cas couvrant plus de 50 pays, rassemblées dans une série de sept volumes. Les résultats de la recherche seront utilisés pour l'élaboration plus poussée des politiques, la formation du personnel des Nations Unies et les programmes de renforcement des capacités sur le terrain.

## AMU DARYA

L'Amu Darya est le fleuve le plus long d'Asie centrale, qui s'écoule depuis les hautes terres d'Afghanistan jusqu'aux régions désertiques du Turkménistan, en passant par le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

Des décennies de développement, le plus souvent non viables, datant de l'époque de l'Union soviétique ont déjà eu des répercussions sur les ressources en eau dans la région.

Les vastes projets techniques ont retenu et détourné des flux considérables d'eau dans le bassin fluvial de



l'Amu Darya vers des activités telles que la culture du coton, du blé et de plantes fourragères dans les régions arides et désertiques. Ces projets ont également contribué à accroître la dégradation des terres et des sols.

La mer d'Aral, alimentée en partie par les eaux de l'Amu Darya, continue d'être considérablement polluée et le rapport rendu public indique que le volume et la superficie de la mer ont aujourd'hui drastiquement diminué.

Le niveau de l'eau dans la partie australe a baissé de 26 mètres et le littoral a aujourd'hui reculé de plusieurs centaines de kilomètres.

Selon un rapport phare du PNUE publié en 2011, intitulé « Environnement et sécurité dans le bassin de l'Amu Darya », une plus grande coopération entre les pays partageant les eaux de l'Amu Darya est indispensable pour la consolidation de la paix et de la sécurité future dans la région. Le rapport recommande une plus grande coopération entre les États qui partagent ces ressources en eau; un plus grand échange d'informations sur les projets d'irrigation et projets hydroélectriques ayant des conséquences pour les régions en aval; et le partage du coût de maintien des infrastructures hydrauliques.

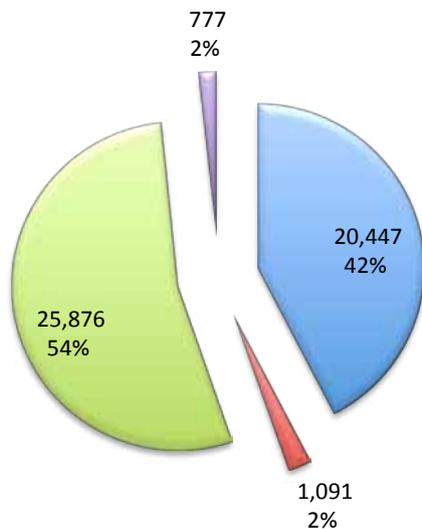


# 4

## GOVERNANCE DE L'ENVIRONNEMENT

**MONTANT TOTAL DES DÉPENSES EN 2011  
GOVERNANCE DE L'ENVIRONNEMENT  
48 191 MILLIONS DE DOLLARS**

- Dépenses imputées sur le Fonds pour l'environnement
- Dépenses imputées sur le budget ordinaire
- Fonds d'affectation spéciale et contributions affectées à des fins déterminées
- Appui aux programmes



Tous les montants sont libellés en dollars

### RENFORCER LA GOUVERNANCE

Le PNUE soutient les efforts des gouvernements et des institutions régionales visant à placer la durabilité environnementale au cœur de leurs politiques de développement en appuyant des processus décisionnels internationaux éclairés sur la base de données et d'informations sur l'environnement précises et disponibles en temps utile.

Le PNUE catalyse les efforts internationaux aux fins de la mise en œuvre des objectifs environnementaux internationalement convenus.

Le PNUE aide également les gouvernements à renforcer et à développer leurs politiques, législations et institutions dans le domaine de la gouvernance de l'environnement ainsi qu'à élaborer des outils et des méthodes pour la gestion de l'environnement.

# RÉSULTATS ESCOMPÉS

Le système des Nations Unies, tout en respectant le mandat de chaque entité, crée progressivement des synergies et fait preuve d'une cohérence accrue en matière de prise de décisions au niveau international concernant l'environnement, y compris celles relevant des accords multilatéraux sur l'environnement.

Les États membres sont mieux à même de s'acquitter de leurs obligations en matière d'environnement et d'atteindre leurs objectifs en la matière au moyen du renforcement de leurs législations et de leurs institutions.

Un nombre accru de mécanismes nationaux s'occupant de développement et de processus de programmation par pays de l'Organisation des Nations Unies mettent en œuvre leurs programmes de travail en donnant la priorité à la durabilité environnementale.

Les décideurs politiques et les parties prenantes nationales et internationales ont plus facilement accès à des données scientifiques fiables et à des conseils avisés.

## 2011 FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE CONCERNANT LA GOUVERNANCE DE L'ENVIRONNEMENT

- Le portail InforMEA ([www.informe.org](http://www.informe.org)) a été lancé en 2011 afin de fournir un guichet unique pour les informations relatives aux accords multilatéraux sur l'environnement – décisions des conférences des parties,

actualités et événements concernant les accords multilatéraux sur l'environnement, adhésions aux accords multilatéraux sur l'environnement et correspondants nationaux. Il s'agit du premier projet élaboré dans le cadre de l'Initiative de gestion des informations et des connaissances sur les accords multilatéraux sur l'environnement soutenue par le PNUE qui comprend actuellement 24 instruments internationaux de 13 secrétariats d'accords multilatéraux sur l'environnement hébergés par trois organismes des Nations Unies et l'UICN.

- L'annuaire du PNUE 2011, Questions émergentes dans notre environnement mondial, a rendu public des résultats clés sur les dangers liés aux déchets plastiques marins pour la chaîne alimentaire et sur l'utilisation du phosphore dans la production alimentaire. Il a également révélé qu'il était vital de mettre fin à la perte de diversité forestière pour maintenir ces écosystèmes et décrit de façon détaillée la croissance rapide des sources d'énergie renouvelables.
- Le PNUE a lancé une série de bulletins qui fournissent un aperçu succinct d'alertes rapides fournies en temps utile et concernant différents thèmes. Les bulletins du «Service mondial d'alerte environnementale» (GEAS) fournissent, dans un langage simple et en utilisant des outils visuels, des données scientifiques relatives aux questions, tendances et menaces environnementales émergentes revêtant une importance particulière à l'échelle internationale. <http://na.unep.net/geas/>
- Le Projet pour l'amélioration continue du renforcement des capacités en vue de la participation efficace au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques du PNUE-FEM a été élaboré afin d'aider les parties à s'acquitter efficacement de leurs obligations au titre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.
- La CITES a également lancé le Collège virtuel CITES. Ce collège en ligne est constitué de cours interactifs, d'une bibliothèque et d'un centre de



© Stephanie Badini/UNEP

formation avec des réseaux pour les professeurs et les élèves. <http://campusvirtual.unia.es/cites/>

- Les cinq lauréats du Prix des Champions de la Terre du PNUE ont été annoncés en mai. Le Président mexicain Felipe Calderon, la légende mondiale de la musique Angélique Kidjo, l'aventurier Louis Palmer, l'entrepreneur vert Zhang Yue et le Dr. Olga Speranskaya, scientifique et militante, ont reçu leurs prix lors d'une cérémonie (voir ci-dessus) organisée par l'ambassadrice de bonne volonté du PNUE, Gisele Bündchen, au Musée d'histoire naturelle américain de New York.
- Le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages est devenu pleinement opérationnel en 2011. Ce partenariat entre la CITES, INTERPOL, l'ONUUDC, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale des douanes soutient les agences nationales de lutte contre la fraude en matière d'espèces sauvages et les réseaux régionaux.

## MER CASPIENNE

Cinq nations se partagent les eaux de la mer Caspienne : l'Azerbaïdjan, l'Iran, le Kazakhstan, la Russie et le Turkménistan. En tant que source importante de pétrole et de gaz, la région profite actuellement d'un « boum pétrolier ». Toutefois, le développement rapide de l'industrie d'extraction a provoqué des problèmes environnementaux. Au cours des deux dernières décennies, la mer a été de plus en plus exposée à la menace de la pollution, la circulation des produits pétroliers étant estimée à environ 10 000 mouvements de navires par an.

La mer Caspienne est le plus grand espace d'eau enclavé au monde et assure la subsistance de plus de 15 millions d'habitants des zones côtières. Étant isolée des autres océans depuis des millénaires, la mer Caspienne a formé un écosystème très précieux possédant une diversité biologique unique et d'innombrables ressources naturelles.

Cependant, la protection de cet écosystème dépend de la coopération transnationale entre l'ensemble des cinq États voisins ainsi que de l'engagement actif du secteur pétrolier et gazier. À cette fin, le PNUE, en association avec l'Organisation maritime internationale, a facilité la mise en œuvre du Protocole relatif à la préparation, l'intervention et la coopération en matière de lutte contre les incidents de pollution par les hydrocarbures, connu sous le nom de Protocole d'Aktau.

Le Protocole prévoit des règles communes aux pays en vue d'évaluer toute activité planifiée qui pourrait avoir des incidences néfastes importantes sur l'environnement de la mer. Il impose également aux pays qu'ils se tiennent mutuellement informés de ces activités.

## ASIE-PACIFIQUE : PLACER L'ENVIRONNEMENT AU CŒUR DES PROCESSUS DÉCISIONNELS

Le développement économique continu de la région Asie-Pacifique a posé une multitude de nouveaux problèmes environnementaux. Le PNUE s'est engagé dans un certain nombre de partenariats bilatéraux afin d'aider les gouvernements nationaux à élaborer une législation visant à traiter ces questions.

Dans l'État enclavé du Laos, les principales préoccupations environnementales doivent être mises en balance avec le besoin de progrès économique. Le pays est un exportateur d'énergie hydroélectrique tandis que des plans pour un barrage sur le Mékong ont suscité une forte inquiétude dans le Viet Nam voisin. Le déboisement par l'exploitation des forêts appauvrit les ressources en bois du pays et porte atteinte à la diversité biologique. En outre, la demande de charbon et de métaux précieux, en particulier de la Chine, a provoqué un boom dans l'extraction minière au cours des dernières années. Tous ces secteurs requièrent une réglementation et une surveillance de la part d'un département ministériel spécialisé. Ainsi, le PNUE a aidé et conseillé le Laos dans le cadre de la création de son nouveau Ministère des ressources naturelles et de l'environnement. Le PNUE a aidé à élaborer la nouvelle loi-cadre sur l'environnement du pays en vue de son approbation par l'Assemblée nationale.

Le jeune État du Timor-Leste a également fait appel à l'expertise du PNUE en 2011 en lui demandant de l'assister dans l'élaboration de sa propre loi-cadre sur l'environnement. À la fin de l'année 2011, le projet de texte faisait l'objet d'une consultation publique, une première étape vers l'adoption de la loi.

Le PNUE a également aidé le Gouvernement des Maldives dans le cadre de la révision de leur loi-cadre sur l'environnement. Des agents du Ministère du logement, des transports et de l'environnement et du Bureau du procureur général des Maldives se sont vus fournir de la part du PNUE une aide et des conseils avant que le projet de loi ne soit présenté à l'Assemblée nationale.

La Mongolie a demandé l'assistance du PNUE dans le cadre de la révision et du renforcement de sa loi relative à l'évaluation de l'impact sur l'environnement. Le Viet Nam a été aidé par des experts du PNUE dans l'élaboration d'une législation nationale visant à promouvoir l'efficacité des ressources, la consommation et la production durables et une économie verte.



Gouvernance de  
l'environnement

4

GOUVERNANCE DE L'ENVIRONNEMENT



## UN ŒIL SUR LA PLANÈTE

En décembre 2011, Abou Dhabi a accueilli le Sommet « Eye on Earth ». Le PNUE était l'agence chef de file menant les négociations sur un engagement à prendre pour Rio+20.

Le Sommet a rassemblé plus de 600 participants représentant des gouvernements, des organismes des Nations Unies et la société civile. L'objectif était de créer une convergence d'idées autour des défis les plus pressants auxquels le monde fait face aujourd'hui, dans le contexte des opportunités présentées par les avancées technologiques rapides. L'un des principaux résultats du Sommet « Eye on Earth » a été la préparation dirigée par le PNUE de la contribution du Sommet à Rio+20 concernant l'accès aux informations sur l'environnement.

Le principal résultat a été l'élaboration d'une déclaration « Eye on Earth » qui a été officiellement signée par le PNUE, l'Initiative d'Abou Dhabi relative aux données environnementales et le Gouvernement des Émirats arabes unis. La déclaration reflète un accord entre des organismes internationaux, des gouvernements et des communautés de recherche en vue de collaborer sur une série d'initiatives visant à compiler les données et informations nécessaires à la surveillance de l'environnement mondial et à fournir un accès à ces dernières.

Le PNUE a également accueilli le Pavillon de l'Organisation des Nations Unies lors du Sommet, des contributions ayant été apportées par toute une série d'agences, d'organisations et de programmes. Le thème du pavillon était « Comblent les lacunes en matière de données » et consistait en des présentations multimédias interactives d'exemples d'organismes des Nations Unies se rassemblant pour partager et échanger des données au profit de l'environnement.

## RESEARCH4LIFE / OARE CONNAISSANCE ET RECHERCHE POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Il y a dix ans, l'Organisation des Nations Unies a identifié un problème. La majeure partie de la recherche scientifique de pointe est publiée dans des revues spécialisées dont l'abonnement peut coûter des milliers de dollars par an. Les instituts de recherche des pays en développement étaient pénalisés. Sans accès aux informations les plus récentes sur les innovations environnementales, médicales, agricoles et technologiques, ceux-ci resteraient à la traîne.

Une décennie plus tard, plus de neuf mille revues sont gratuitement mises à la disposition des chercheurs dans 109 pays en développement grâce à un accord entre le PNUE, l'OMS, la FAO et l'OMPI ainsi que des éditeurs universitaires et Microsoft. Lors d'un évènement marquant le dixième anniversaire en 2011, les éditeurs participants ont signé un engagement visant à poursuivre leur soutien jusqu'en 2020.

## RESEARCH4POLICY KNOSSOS

Lancé en 2011, Research4Policy illustre de manière innovante une collaboration entre la Commission européenne et le PNUE en vue de rendre les données scientifiques sur l'environnement utilisables pour l'élaboration de politiques et le développement d'initiatives au sein de la société civile visant à résoudre les problèmes écologiques pressants de notre époque.

Dans le cadre du projet KNOSSOS (Knowledge from Science to SOcietieS), Research4Policy vise à établir une passerelle entre les données scientifiques disponibles et l'élaboration de politiques dans le



WILKISTA  
NYABORA MOTURI

DIRECTEUR DU  
DÉPARTEMENT  
DES ÉTUDES  
ENVIRONNEMENTALES,  
UNIVERSITÉ D'EGERTON  
(KENYA)

*« L'accès à OARE dont j'ai bénéficié lorsque j'ai suivi mon programme de doctorat m'a permis non seulement d'atteindre, en tant que personne, mon objectif mais également d'améliorer la qualité de vie du peuple Ogiek de Mauche et Newsiit où la diarrhée et la toux, entre autres affections évitables, ravageaient les vies des enfants et de nombreux adultes dans un cercle vicieux de la maladie. »*

domaine de l'environnement. Son approche est fondée sur l'idée qu'une base de connaissances solide conduira à des politiques environnementales plus efficaces.

En conséquence, KNOSSOS commence par faire l'inventaire des activités de recherche scientifique sur l'environnement aux niveaux européen et international, filtrant les informations clés pour les décideurs et les responsables politiques. Des groupes de la société civile sont également impliqués dans les réalisations du projet, en particulier ceux qui promeuvent des questions environnementales auprès du public.

[www.unep.org/research4policy/](http://www.unep.org/research4policy/)

PARTICIPANTS À RESEARCH4LIFE





## LA SCIENCE POUR LA POLITIQUE LA SCIENCE POUR L'ENVIRONNEMENT

Réalisé en 2011, le Rapport de prospective du PNUE fournit une description des 21 questions environnementales émergentes identifiées dans le cadre du Processus de prospective du PNUE. Ce processus, qui était mené par le scientifique en chef du PNUE, consistait en l'identification de questions émergentes par des collègues du PNUE et un Groupe de prospective composé de 22 membres éminents de la communauté scientifique représentant un large éventail de disciplines environnementales et liées à l'environnement et provenant de nombreuses régions du monde. Ensemble, les experts ont débattu des questions identifiées par le Groupe de prospective et établi un ordre de priorité entre ces dernières. Ces questions ont ensuite été évaluées par le biais d'une consultation électronique impliquant plus de 400 scientifiques du monde entier. Le processus a abouti à une liste de « 21 questions environnementales émergentes » couvrant les

thèmes majeurs de l'environnement mondial, notamment la nourriture, la terre, l'eau potable, la mer, la diversité biologique, le climat, l'énergie, les déchets et la technologie, ainsi que d'importantes questions transversales allant du besoin d'une meilleure gouvernance de l'environnement à la nécessité d'un changement des comportements humains vis-à-vis de l'environnement.

En outre, le processus d'évaluation phare du PNUE – L'Avenir de l'environnement mondial (GEO-5) – et le Processus de prospective ont envoyé ensemble un questionnaire électronique à un large groupe de parties prenantes dans toutes les régions en vue d'obtenir leur opinion sur les questions émergentes identifiées dans le cadre des deux processus.

Les résultats des deux processus ont été utilisés dans la contribution du PNUE à Rio+20. Les questions émergentes soumises comprennent :

- La sécurité alimentaire et nutritionnelle, la terre, l'eau et les ressources de la diversité biologique.
- Les ressources marines.
- Les villes.
- Les produits chimiques, les déchets et la santé humaine.

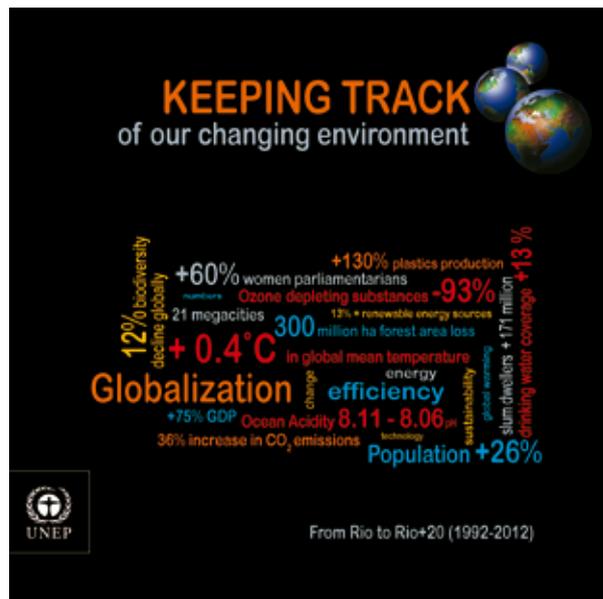
# L'AVENIR DE L'ENVIRONNEMENT MONDIAL SE TOURNER VERS L'AVENIR POUR PRÉVOIR

L'Avenir de l'environnement mondial (GEO) est un processus consultatif et participatif qui renforce les capacités permettant de mener des évaluations environnementales intégrées en vue de faire rapport sur l'état, les tendances et les perspectives de l'environnement. Le processus GEO, c'est aussi une série de produits qui informent les processus décisionnels relatifs à l'environnement et visent à faciliter l'interaction entre la science et la politique.

La rigueur du processus d'évaluation vise à rendre les produits GEO scientifiquement crédibles et pertinents d'un point de vue politique, en fournissant des informations destinées à appuyer la gestion de l'environnement et l'élaboration des politiques. GEO soutient également l'établissement de réseaux multipartites ainsi que la coopération intra et interrégionale en vue d'identifier et d'évaluer les principales questions environnementales prioritaires aux niveaux régionaux.

Un réseau mondial de partenaires du Centre de collaboration, une procédure de nomination qui permet aux gouvernements et à d'autres parties prenantes de désigner des experts pour le processus, des groupes consultatifs chargés de fournir des orientations sur des questions scientifiques et politiques et des procédures complètes d'examen par les pairs constituent certains des éléments faisant partie intégrante du processus GEO.

En utilisant la méthodologie de l'évaluation environnementale intégrée, le PNUE a produit, à ce jour, quatre rapports GEO qui ont analysé l'état et les tendances de l'environnement à l'échelle mondiale et régionale, décrit des perspectives plausibles



pour différentes échéances et formulé des options politiques.

Chaque rapport GEO s'appuie sur les conclusions des évaluations du rapport précédent et sur les enseignements acquis.

Le cinquième rapport GEO est actuellement en cours d'élaboration. Il sera disponible en juin 2012. Veuillez consulter le site Internet GEO ([www.unep.org/geo](http://www.unep.org/geo)) pour de plus amples renseignements concernant les experts, les partenaires et le processus.

Le rapport sera publié avant la Conférence des Nations Unies sur le développement durable en juin 2012. Il évaluera les progrès accomplis dans le cadre de la réalisation des objectifs internationalement convenus. GEO-5 fournira également un aperçu de l'état, des tendances et des perspectives de l'environnement mondial. Il analysera certains objectifs, examinera différentes options politiques qui pourraient aider les pays à accélérer la mise en œuvre et la réalisation de ces objectifs et, enfin, GEO-5 évaluera des options pour des mesures et des changements fondamentaux au niveau mondial.



© Albert Gonzalez Farran / Unamid

## L'INITIATIVE PAUVRETÉ- ENVIRONNEMENT

L'Initiative pauvreté-environnement (IPE), un programme conjoint du PNUE et du PNUD, vise à soutenir l'intégration d'objectifs de durabilité environnementale favorables aux pauvres dans des plans de développement et des budgets nationaux, de manière à ce que les bénéfices économiques provenant de l'utilisation des ressources naturelles soient améliorés ou maintenus en vue de contribuer à la réduction de la pauvreté.

Depuis qu'une ampleur accrue a été donnée à l'IPE en 2008 :

- Le PNUE a reçu de la part de gouvernements et de bureaux de pays du PNUD 50 demandes

visant à mettre en place des programmes de pays IPE.

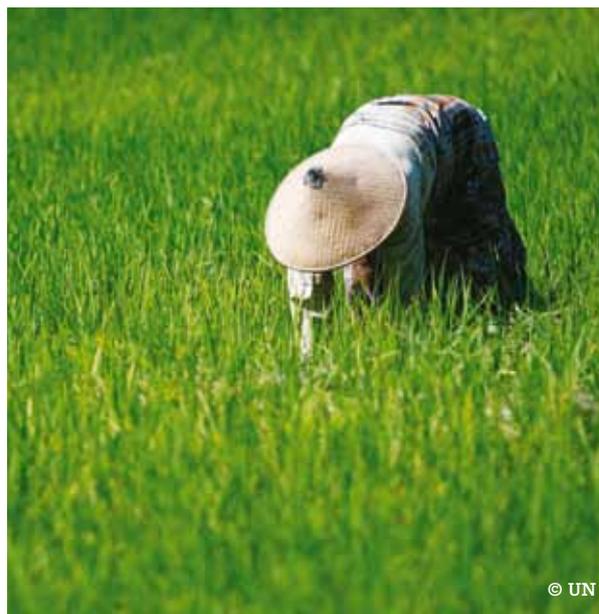
- La durabilité environnementale a été intégrée en tant qu'objectif dans des plans de développement nationaux et/ou sectoriels tels que des Documents stratégiques de réduction de la pauvreté dans 16 pays.
- La mise en œuvre de ces objectifs a déjà entraîné des augmentations budgétaires au Rwanda et en Uruguay où le Ministère du développement social a multiplié l'allocation budgétaire accordée aux secteurs IPE (pauvreté, environnement et gestion des déchets) par six – de 350 000 dollars en 2010 à 2,15 millions de dollars en 2014.
- L'IPE soutient l'établissement de bases sur lesquelles l'économie verte pourra s'appuyer dans les pays en développement.

En 2011, grâce à l'IPE, les investissements en vue d'une économie verte ont augmenté dans un certain nombre de pays :

- Au Bangladesh, le Gouvernement a commencé à revoir certains de ses plus importants projets d'équipement afin de réduire leur vulnérabilité aux changements climatiques.
- Au Bhoutan, le Gouvernement a décidé de maintenir son niveau élevé d'investissements environnementaux à un peu plus de 2 % des dépenses publiques.
- L'IPE a facilité l'engagement du Burkina Faso dans un programme d'investissement sur l'environnement et le développement durable dans des domaines prioritaires de l'IPE (médicaments génériques, coton et extraction minière) en étroite collaboration avec l'Initiative pour une économie verte du PNUE.
- Au Laos, le Gouvernement a élaboré une stratégie visant à réorienter les investissements dans l'exploitation des ressources naturelles vers des investissements plus durables.
- Au Malawi, l'IPE a aidé à mettre en place le mécanisme de coordination gouvernemental pour répondre aux changements climatiques. Dans ce cadre, le Coordinateur résident de l'Organisation des Nations Unies a promu le modèle IPE prévoyant une approche interministérielle menée par le Ministère de la planification.

En 2011, la poursuite de l'IPE conjointe PNUD-PNUE a été appuyée par un examen à mi-parcours externe et indépendant ainsi que par le Groupe de coordination des donateurs de l'IPE.

En 2012, le PNUD et le PNUE, en collaboration avec leurs partenaires, initieront un processus de planification pour l'élaboration de la prochaine



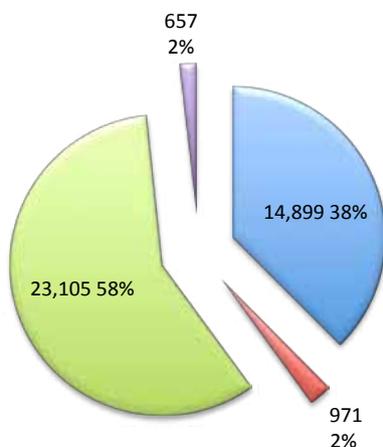
phase visant à s'assurer que l'IPE maintient sa contribution importante et unique au programme d'intégration de la pauvreté et de l'environnement et au cadre institutionnel du développement durable.

## 5

## GESTION DES ÉCOSYSTÈMES

**TOTAL DES DÉPENSES 2011  
GESTION DES ÉCOSYSTÈMES  
39 632 000 DOLLARS**

- Dépenses imputées sur le Fonds pour l'environnement
- Dépenses imputées sur le budget ordinaire
- Fonds d'affectation spéciale et contributions affectées à des fins déterminées
- Appui aux programmes



Tous les montants sont libellés en dollars

## MAINTIEN DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES POUR LE BIEN-ÊTRE HUMAIN

Le PNUE cherche à s'assurer que les pays appliquent l'approche écosystémique dans le but d'améliorer le bien-être humain.

Le PNUE fournit aux gouvernements trois services essentiels :

1. Renforcement des capacités en matière de gestion durable des écosystèmes, en tant que facteur déterminant du développement social et économique.
2. Assistance aux gouvernements nationaux et régionaux pour l'établissement d'un ordre de priorité entre les services écosystémiques en fonction de leurs besoins économiques et de développement.
3. Appui aux gouvernements pour l'incorporation de l'approche écosystémique dans leurs stratégies nationales de planification et d'investissement à des fins de développement.

# RÉSULTATS VISÉS

Les pays et les régions intègrent de plus en plus souvent l'approche de gestion fondée sur les écosystèmes dans leurs processus de développement et de planification.

Les pays et les régions acquièrent les compétences nécessaires à l'utilisation des outils de gestion écosystémique.

Les pays et les régions commencent à réaligner leurs programmes et financements dans le domaine environnemental de façon à pouvoir lutter contre la dégradation de certains services écosystémiques prioritaires.

## 2011 LES ÉCOSYSTÈMES AU CŒUR DE LA PRISE DE DÉCISION

- Le rapport «Reefs at Risk Revisited» présente une analyse complète des menaces qui pèsent sur les récifs coralliens, notamment celles liées aux changements climatiques telles que le réchauffement des mers et l'acidification croissante des océans. Il montre également que les pressions exercées à l'échelle locale – notamment la surpêche, le développement côtier et la pollution – posent les risques les plus immédiats et les plus directs, mettant aujourd'hui en péril plus de 60 % des récifs coralliens.
- Un rapport récent du PNUE intitulé «Colony Disorders and other Threats to Insect Pollinators» (Trouble mondial des colonies d'abeilles et autres menaces pour les insectes pollinisateurs) montre que la récente dégradation des colonies d'abeilles dans

de nombreuses régions du globe pourrait être due à une douzaine de facteurs, allant du déclin des espèces de plantes à fleurs à l'emploi d'insecticides provoquant des troubles de la mémoire en passant par la propagation mondiale de ravageurs et la pollution atmosphérique.

Pour marquer la Journée mondiale de l'eau 2011, le PNUE et l'ONU-Habitat ont réalisé une évaluation rapide de la situation. Cette étude indique qu'en Afrique, l'urbanisation - qui progresse plus rapidement que partout ailleurs dans le monde - affecte l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

- À l'occasion de la Journée mondiale des océans, célébrée le 8 juin 2011, le PNUE a lancé un Guide pour une gestion des milieux marins et côtiers basée sur les écosystèmes. Celui-ci montre que l'adoption par les organisations, communautés et autres parties prenantes d'une approche plus intégrée des milieux côtiers permettrait d'inverser la dégradation des écosystèmes marins et



5

GESTION DES ÉCOSYSTÈMES

littoraux imputable aux activités humaines, notamment à la surpêche et à la pollution.

- Dans un rapport récent, le PNUE et le WCMC (Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature) estiment à 8 700 000 (à 1,3 million près) le nombre total d'espèces sur Terre, ce chiffre étant présenté comme l'estimation la plus précise jamais réalisée. Ce rapport indique que 91 % des espèces marines n'ont pas encore été découvertes, décrites ou cataloguées.
- À la dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur les espèces migratrices (CMS) tenue à Bergen (Norvège) du 20 au 25 novembre, les mesures visant à préserver sept espèces migratrices (de la mante géante au faucon sacre) ont été renforcées.
- 2011 a été proclamée «Année internationale des forêts», célébrée autour du thème «Les forêts pour les peuples». Pour marquer l'occasion, le PNUE a publié un livre grand format auquel ont collaboré de nombreux photographes célèbres, dont Yann Arthus-Bertrand; produit un pack médias spécial; et lancé un nouveau site internet sur les forêts ([www.unep.org/forests](http://www.unep.org/forests)).

## PROTECTION DES ÉCOSYSTÈMES

### LA CLÔTURE D'ABERDARE

Selon une étude indépendante réalisée en 2011 à la demande du PNUE, la construction d'une clôture électrique (d'une longueur de 400 km) autour de la zone de conservation d'Aberdare a eu pour effet d'améliorer les moyens d'existence de millions de personnes dans la région centrale du Kenya.

Cette évaluation des effets environnementaux, sociaux et économiques du clôturage de cette réserve estime également que le projet a permis d'améliorer le couvert forestier, la sécurité des communautés locales et la protection de la faune et de la flore sauvages. Les travaux, entamés il y a 20 ans, se sont achevés en 2009.

L'étude a été effectuée à la demande du Rhino Ark Trust, l'association caritative kenyane de conservation de la nature à l'origine du projet, avec l'appui financier de milliers de Kenyans et d'amis du Kenya à l'étranger. Elle a également bénéficié de financements du PNUE, de Rhino Ark et du Kenya Forests Working Group ainsi que de l'assistance des services kenyans de la faune et de la flore sauvages et des forêts et du Green Belt Movement.

«L'étude a montré l'importance de la clôture comme outil de gestion tant au plan de la conservation que de l'amélioration des revenus pour tous — les avantages pour les agriculteurs en bordure du périmètre clôturé et la richesse nationale et mondiale que représentent les ressources hydriques et forestières et la biodiversité du parc d'Aberdare,» a déclaré Colin Church, Président du

## CLÔTURE D'ABERDARE : RÉSULTATS

Augmentation de  
**20,6 %** du  
couvert forestier  
entre 2005 et 2010

Augmentation  
de **47 %**  
des plantations  
d'espèces  
exotiques à  
l'extérieur de la  
zone clôturée

Comité de gestion de Rhino Ark. «L'étude, a-t-il ajouté, rappelle que le parc offre un modèle de gestion et de politique pour les précieux 'châteaux d'eau' du Kenya et autres écosystèmes tropicaux de montagne, dont l'homme dépend de plus en plus pour ses ressources».

Depuis 15 ans, Le PNUE ne cesse de souligner le rôle vital que jouent les «châteaux d'eau» du Kenya, tels que la chaîne de montagnes d'Aberdare et la forêt de Mau, pour la stabilité de l'environnement, le développement économique et le bien-être humain. L'appui financier et technique fourni pour l'évaluation de l'impact de la clôture d'Aberdare s'inscrit dans le cadre des efforts continus entrepris par le PNUE pour faire mieux comprendre l'importance des services écosystémiques.

## RAPPORT SUR ABERDARE PRINCIPALES CONCLUSIONS

Le rapport attribue ces améliorations à la construction de la clôture et aux recommandations de gestion associées à ce projet ainsi qu'à des interventions stratégiques plus volontaristes.

Il souligne le besoin d'un plan de gestion intégrée pour le parc d'Aberdare et, parallèlement, la nécessité d'inclure dans les politiques du gouvernement une approche globale de la gestion des précieux écosystèmes forestiers de montagne.

Pour conclure, le rapport affirme qu'il convient de définir clairement les règles de gestion de la zone tampon — la zone périphérique de 5 km — et de tout mettre en œuvre pour «produire des avantages concrets grâce à des investissements délibérément destinés à améliorer les moyens d'existence des populations locales».



© Colin Church, Rhino Ark



© Colin Church, Rhino Ark



5

GESTION DES ÉCOSYSTÈMES



© Corbis

## GESTION DURABLE DANS L'ARCTIQUE

Un partenariat pour la gestion durable de l'environnement dans l'Arctique a été créé en 2011 sous la direction du Gouvernement russe et du PNUE.

Cette initiative a pour but d'établir et de mettre en œuvre un programme de coopération à long terme et à objectifs multiples sur l'environnement dans l'Arctique russe. En septembre, la Stratégie pour l'Arctique 2020 a été soumise au Fonds pour l'environnement mondial pour financement.

Sont engagés dans ce partenariat : le Gouvernement de la Fédération de Russie, le Fonds pour l'environnement mondial, le PNUE, la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le PNUD, la Société nordique de financement pour l'environnement, l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis, les administrations régionales des régions arctiques de Russie, des compagnies minières, des ONG et l'Organisation des peuples autochtones de l'Arctique.



## ANNÉE DU DUGONG DANS LE PACIFIQUE

Ce sont les doux géants des océans. En 2011, la Convention sur les espèces migratrices a lancé l'Année du dugong dans le Pacifique. Parmi les activités entreprises figure un nouveau projet pilote qui a pour but de lutter contre la chasse directe et la capture accidentelle des dugongs au moyen d'incitations financières destinées à améliorer les moyens d'existence des communautés locales.

Cette campagne a été lancée aux Palaos, qui abrite la plus petite population de dugongs de la région mais aussi la plus isolée géographiquement et la plus gravement menacée d'extinction.

Les dugongs, qui jouent un rôle écologique important dans le fonctionnement des habitats

côtiers, vivent dans les eaux chaudes bordant les côtes et les îles de diverses régions du monde, de l'Afrique orientale au Vanuatu dans le Pacifique.

Le plan d'action élaboré dans le cadre du projet Dugong de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) fournit un cadre de coopération régionale pour la protection à long terme de cette espèce dans l'océan Indien, en Asie du Sud-Est et du Sud, en Australie et dans les îles du Pacifique.

Deux projets pilotes visant à réduire la chasse et la capture accidentelle des dugongs sont actuellement en cours de préparation à Daru (Papouasie Nouvelle-Guinée) et dans la baie de Bazaruto (Mozambique). Encourageant un changement d'attitude, au moyen de prêts ou de rémunérations financières en contrepartie de services écosystémiques, ils cherchent à limiter les prises de cette espèce ou de faire adopter des engins de pêche qui leur sont moins nuisibles.

Dans certaines régions du Pacifique, comme dans le détroit de Torres entre la Papouasie Nouvelle-Guinée et l'Australie, les autochtones disposent d'un droit de chasse légal pour la consommation directe. Pour tenir compte de cette situation, des niveaux de chasse durables doivent être convenus dans le cadre du plan d'action.

Si des mesures de conservation efficaces ne sont pas appliquées rapidement, la plupart des populations de dugongs existant encore à travers le monde, en dehors de l'Australie et des Émirats arabes unis, risquent de disparaître. Les principales causes de mortalité sont le braconnage, la chasse intensive, des emmêlements dans les engins de pêche, des collisions avec des navires et la dégradation des habitats.

Cinq projets au moins, financés sur une période de 3 ans (2011-2013), seront testés sur différents sites dans l'océan Indien, en Asie du Sud-Est et du Sud et dans le Pacifique. Des organisations communautaires, des ONG, des représentants gouvernementaux et des particuliers participeront à leur conception et mise en œuvre.

# JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT 2011



La Journée mondiale de l'environnement est la plus importante journée mondiale d'action en faveur de l'environnement et la plus largement reconnue et célébrée. Organisée sous la direction du PNUE, elle s'adresse à tous les secteurs de la société. S'inscrivant dans le prolongement de l'Année internationale des forêts, l'édition 2011, qui avait pour thème « Les forêts : la nature à votre service », cherchait à sensibiliser l'opinion mondiale au rôle et à la valeur des forêts dans la transition vers une économie verte.

Cette année, l'ampleur de la participation à la Journée mondiale de l'environnement et l'enthousiasme suscité laissent présager une évolution de l'événement vers un mouvement mondial. Les organisateurs de la Journée mondiale de l'environnement 2011, dont le principal pays hôte était l'Inde, avaient invité des célébrités de Bollywood et du monde entier (notamment des Ambassadeurs de bonne volonté du PNUE) pour développer l'héritage de l'initiative. Cette stratégie a permis d'obtenir des promesses de plantation d'une mini-forêt, sur la base des activités menées à travers le monde. Selon le site de la Journée mondiale de l'environnement, plus de 2 millions de personnes ont participé à plus de 4 200 activités dans le monde. Une enquête en ligne sur les médias a révélé que plus de 4 800 articles consacrés à la Journée mondiale de l'environnement ont été publiés au cours de la seule semaine qui a précédé la manifestation (du 2 au 6 juin). L'activité des médias sociaux a progressé de plus de 100 % par rapport aux chiffres de 2010 et a, dans certains cas, quadruplé, notamment pour ce qui concerne les opinions exprimées sur YouTube et la publication de blogs.

## JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT : PROPAGER LE MESSAGE

**2,9 millions**

de visites ont été enregistrées sur le site web de la Journée mondiale de l'environnement entre janvier et juin, soit une augmentation de **14 %** par rapport à 2010 au cours de la même période

**4 229** activités ont été dénombrées sur ce site (une progression de 183 %), mobilisant plus de **2 millions** de participants à travers le monde.

**4 517**

sites extérieurs ont été reliés au site de la Journée mondiale de l'environnement, ce qui représente une augmentation de **39 %**

## PRIX SASAKAWA DU PNUE 2011

Pour l'édition 2011 de ce Prix, qui avait pour thème «Des forêts pour les peuples, des forêts pour une croissance verte», l'accent a été mis une nouvelle fois sur la gestion des forêts et le développement durable. Des récompenses ont été décernées pour des projets en Amérique latine, dans l'Himalaya et au Népal. L'Asociación Forestal Integral San Andrés Petén (AFISAP) du Guatemala et le Manahari Development Institute du Népal ont remporté ex aequo le premier prix.

L'association AFISAP s'est fixé comme objectif la préservation d'une concession forestière de 52 000 ha située dans la Réserve de biosphère maya. Quant à l'institut népalais MDI, il a introduit l'agroforesterie pour aider à améliorer la productivité des cultures et réduire l'érosion des sols sur les collines boisées et dans les régions montagneuses du Népal.



© UNEP



© UNEP

## PLANTONS POUR LA PLANÈTE CAMPAGNE POUR 1 MILLIARD D'ARBRES



Cette campagne du PNUE, qui a permis la plantation de plus de 12 milliards d'arbres de par le monde, est entrée dans une nouvelle phase avec le transfert officiel du projet à la Fondation «Plantons pour la planète», une organisation de protection de l'environnement dirigée par des jeunes et basée en Allemagne.

Peu de temps après le lancement de la campagne, l'objectif initial a été dépassé et la barre des 12 milliards d'arbres était atteinte en octobre 2011. Inspirée par la regrettée Wangari Maathai, cette initiative comptait parmi ses partenaires le Green Belt Movement, le Centre international de recherche en agroforesterie (CIRAF), la FAO et la Fondation Prince Albert II de Monaco.



© UNEP



© UNEP

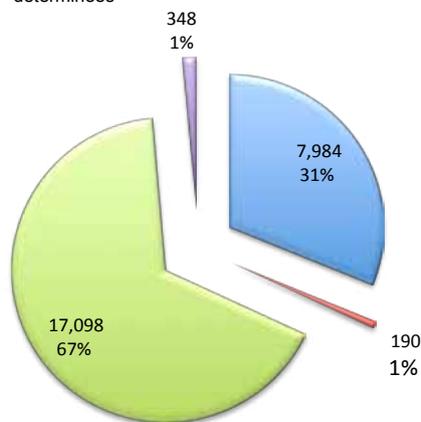


## 6

## SUBSTANCES NOCIVES ET DÉCHETS DANGEREUX

### MONTANT TOTAL DES DÉPENSES AFFÉRENTES À CE PROGRAMME EN 2011 25 619 000 DOLLARS

- Dépenses imputées sur le Fonds pour l'environnement
- Dépenses imputées sur le budget ordinaire
- Fonds d'affectation spéciale et contributions affectées à des fins déterminées



Tous les montants sont libellés en dollars

### SUBSTANCES NOCIVES ET DÉCHETS DANGEREUX : APERÇU DE L'ANNÉE 2011

- En avril, les représentants de 127 gouvernements réunis à Genève pour la cinquième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants ont décidé d'ajouter l'endosulfan à la liste des polluants organiques persistants de l'Organisation des Nations Unies devant être éliminés partout dans le monde. Cette décision vise au retrait du marché mondial de ce pesticide abondamment utilisé en 2012 à l'exception de quantités données destinées à quelques usages déterminés. La Conférence a également approuvé la création de sept nouveaux centres régionaux de la Convention de Stockholm dans les pays suivants : Afrique du Sud, Algérie, Fédération de Russie, Kenya, Inde, Iran et Sénégal.
- En juin, la cinquième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, tenue à Genève, a décidé d'ajouter trois pesticides, l'alachlor,

l'aldicarb et l'endosulfan, à la liste des pesticides visés par la Convention.

- La dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Bâle, qui est le traité mondial réglementant la gestion des déchets, est parvenue à un accord donnant effet à l'amendement qui interdira l'exportation des déchets dangereux des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques vers les pays non membres de cette Organisation. La décision prévoit une série de mesures visant à renforcer le contrôle international des mouvements transfrontières de déchets dangereux tout en instituant un régime pour les pays qui pourraient souhaiter s'adonner au commerce des déchets afin de s'assurer que leur impact sur la santé et l'environnement sera réduit au minimum, que les travailleurs et les sociétés bénéficieront de conditions satisfaisantes et que de nouvelles possibilités économiques seront créées. La Conférence a également adopté un cadre stratégique décennal pour la mise en œuvre de la Convention qui a pour objet d'améliorer la gestion écologiquement rationnelle des déchets.

## IMPORTANCE CROISSANTE DE LA QUESTION DU MERCURE : VERS UN TRAITÉ INTERNATIONAL

Le mercure peut exister sous la forme d'un métal liquide qui nous est familier (souvent appelé vif argent), sous forme de vapeur ou d'élément entrant dans la composition des sels inorganiques. Sous toutes ces formes, il est toxique et peut être particulièrement dangereux pour la santé des personnes et l'environnement.



Personnes atteintes de la maladie de Minamata, provoquée par un empoisonnement au mercure au Japon

© Corbis

Sous forme de vapeur, le mercure peut se répandre très largement dans l'atmosphère. Sous forme métallique, il s'accumule dans les écosystèmes et les organismes vivants dont les êtres humains. Les effets du mercure sur le système nerveux en développement des nourrissons et des enfants sont particulièrement préoccupants. Les femmes en âge de procréer sont également menacées car cette substance peut passer de la mère à l'enfant qu'elle porte.

Le mercure et ses composés sont abondamment utilisés dans l'industrie. Il peut être rejeté dans l'atmosphère au cours de la combustion du charbon et constitue un composant de certaines lampes fluorescentes. L'une des principales préoccupations suscitées par l'emploi du mercure est son utilisation dans le secteur de l'extraction artisanale et à petite échelle de l'or (voir au dos de la page).



## VIF ARGENT ET OR

Parce que la réglementation de l'extraction de l'or laisse à désirer, les mineurs, leurs communautés et l'environnement entrent en contact avec le mercure. D'après les estimations, il y aurait 10 à 15 millions de personnes s'adonnant à l'extraction artisanale et à petite échelle de l'or dans 70 pays. Ce secteur utiliserait 2 000 tonnes de mercure chaque année alors qu'il existe des solutions nécessitant l'emploi de faibles quantités de mercure voire en excluant l'emploi.

Pour lutter contre l'utilisation du mercure dans l'extraction minière de l'or, le PNUE a entrepris un projet qui vise à encourager l'adoption d'une réglementation plus rigoureuse et à développer les moyens des pays s'adonnant à l'extraction artisanale et à petite échelle de l'or. Sur les conseils du PNUE et avec son assistance, les Philippines et le Cambodge ont pris la tête du mouvement. Le PNUE a également conçu un projet de directives destinées à d'autres gouvernements qui envisagent l'élaboration de plans stratégiques nationaux sur la question.

**2 000  
TONNES**

quantité de mercure  
utilisée chaque année

**10-15  
MILLIONS DE  
PERSONNES**

s'adonnant à l'extraction  
artisanale et à petite échelle

Le PNUE est à la tête du mouvement visant à faciliter l'adoption d'un traité mondial sur le mercure et ses utilisations. Ce traité a failli voir le jour en 2011 lorsqu'au cours de deux réunions intergouvernementales et plusieurs réunions régionales, on a négocié un instrument mondial juridiquement contraignant sur le mercure. Les négociations intergouvernementales ont eu lieu à Nairobi (Kenya), en octobre-novembre 2011, à la suite d'une session organisée plus tôt dans l'année, au Japon.

La réunion du Japon a été marquée par deux exposés émouvants de personnes atteintes de la maladie de Minamata. Cette maladie invalidante est causée par l'exposition au mercure, parfois même avant la naissance. Le nom de la maladie est celui de la ville japonaise de Minamata où le mercure rejeté par l'industrie de la ville a pu s'accumuler durant de nombreuses décennies dans les fruits de mer. Le scandale et l'enquête qui s'ensuivirent ont amené le Japon à prendre la tête de la lutte contre la pollution par le mercure au niveau mondial; il est prévu que le traité négocié sous les auspices du PNUE sera signé au Japon en 2013 et portera le nom de Convention de Minamata.

## ÉLIMINATION ET MISE EN DÉCHARGE DU DDT AU MEXIQUE ET EN AMÉRIQUE CENTRALE

Il ne fait aucun doute que le DDT est un polluant organique persistant (POP) dangereux. Nul doute non plus que ce produit est efficace contre le paludisme. Après la seconde guerre mondiale il était utilisé

**200  
TONNES**

quantités de DDT et d'autres POP éliminées en toute sécurité au Mexique et en Amérique centrale



partout dans le monde comme insecticide qui avait d'importants effets sur le cas de paludisme. Toutefois, ce produit chimique, qui a des effets particulièrement dévastateurs sur le moustique, vecteur du paludisme, s'est également révélé extrêmement dangereux pour d'autres végétaux et animaux dont les être humains.

Depuis 2003, on encourage, dans le cadre du projet régional pour l'Amérique centrale et le Mexique concernant le DDT, de recourir à des solutions de remplacement de cette substance pour enrayer la propagation du parasite du paludisme. Des produits de remplacement de pesticides persistants ont fait leur preuve dans huit pays, à savoir le Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua et le Panama. Une approche multidisciplinaire caractérise le projet qui consiste en la collaboration avec des médecins, des épidémiologistes, des infirmiers, des éducateurs, les communautés locales et des politiciens.

En 2011 est intervenue la phase finale du programme qui a consisté à éliminer en toute sécurité d'importants stocks de DDT qui ont représenté pendant des décennies une menace pour l'environnement.



## PROTECTION DES ENFANTS : PROJET CONJOINT PNUE/ OMS CONCERNANT LA SALUBRITÉ DU MILIEU DANS LEQUEL VIVENT LES ENFANTS

Pour qu'advienne un développement durable, il faut que des enfants sains évoluent dans des environnements salubres. Toutefois, la santé et le bien-être des enfants du monde entier sont compromis par toute une série de facteurs environnementaux défavorables. La plus grande part du fardeau que constituent les maladies ayant l'environnement pour origine est supportée par les régions en développement dont les enfants sont ceux qui enregistrent les taux de décès les plus élevés. D'après les estimations, 4 millions de décès d'enfants (survenant principalement dans les pays en développement) sont liés chaque année aux risques ordinaires présentés par l'environnement (eau insalubre, assainissement défectueux, contamination des aliments, pollution de l'air des locaux) ainsi qu'aux risques que la modernité fait peser sur

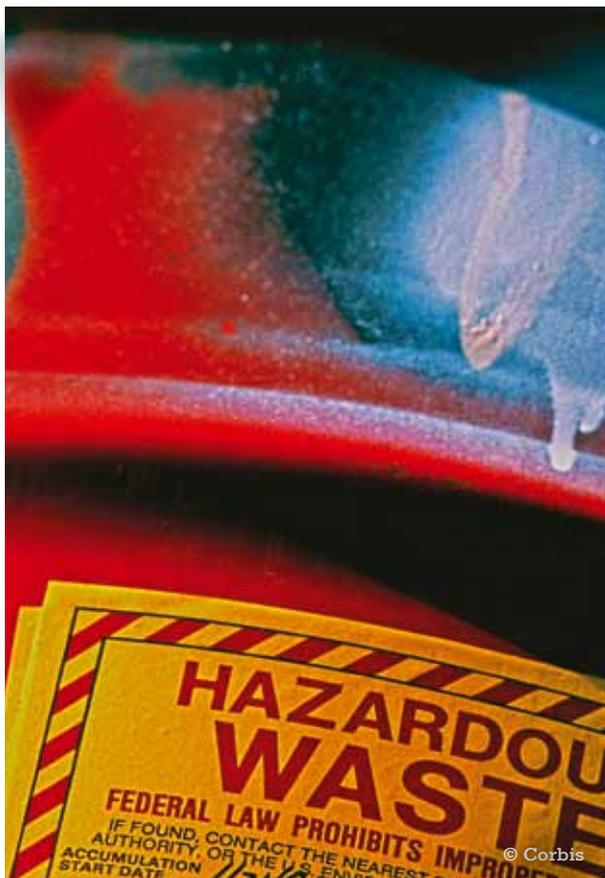
l'environnement (pollution atmosphérique externe, changements climatiques, produits chimiques et déchets dangereux).

En avril 2011, le PNUE a mené à bien une importante étude sur l'impact des produits chimiques sur la santé des enfants. Les résultats d'un examen approfondi d'études sur la salubrité de l'environnement des enfants mené dans les pays en développement d'Afrique, d'Asie et du Pacifique et d'Amérique latine ont confirmé le rôle fondamental que joue la protection du milieu dans la prévention de l'exposition des enfants aux risques chimiques.

Les conclusions du rapport sont une importante contribution aux initiatives en cours visant à parvenir à une harmonisation au niveau mondial des mesures concernant l'exposition dans le milieu et les conséquences sanitaires, laquelle est nécessaire pour favoriser les stratégies des gestions des risques en vue d'assurer la salubrité des milieux dans lesquels vivent les enfants.

# 4 MILLIONS

Nombre de décès d'enfants chaque année dans le monde résultant des risques environnementaux, d'après les estimations



## SUIVI RIGOUREUX DES PRODUITS CHIMIQUES : L'APPROCHE STRATÉGIQUE DE LA GESTION INTERNATIONALE DES PRODUITS CHIMIQUES

En 2002, le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg a déclaré que l'objectif était d'être parvenu en 2020 à produire et à utiliser les substances chimiques selon des procédés permettant d'en réduire les conséquences néfastes sur l'environnement et la santé humaine. L'année 2011

**139** projets ont été approuvés  
**30,18 millions de dollars**  
montant du financement à la fin de 2011

se situe à mi-chemin de la réalisation de cet objectif qui relève de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM).

À la fin de 2011, au titre de l'Approche, plus de 30 millions de dollars ont été utilisés en faveur du Programme de démarrage rapide. Cette somme a été allouée à 139 projets entrepris dans 103 pays dont 53 sont des pays parmi les moins avancés ou des petits États insulaires en développement. Le Programme de démarrage rapide a pour objet :

- l'élaboration ou l'actualisation des descriptifs nationaux de produits chimiques et l'identification des besoins en matière de renforcement des capacités pour une gestion rationnelle des produits chimiques;
- le développement et le renforcement des institutions nationales responsables de la gestion des produits chimiques;
- l'analyse, la coordination interinstitutions et des activités favorisant la participation du public afin de permettre la mise en œuvre de l'Approche stratégique dans le cadre de stratégies nationales.

Les avis donnés au titre de l'Approche ont contribué à l'élaboration d'un projet de législation par le Ministère cambodgien de l'environnement préconisant la prise en compte par les politiques de l'intégralité du cycle de vie des produits chimiques dans le pays. Des projets similaires sont en cours dans des pays tels que l'Uruguay, le Nigéria et Belize.

La première réunion du Groupe de travail à composition non limitée de l'Approche, qui a eu lieu en novembre 2011 à Belgrade (Serbie), a été consacrée à l'examen des progrès faits dans le cadre de l'Approche à ce jour ainsi qu'au recensement des futurs domaines prioritaires. Toujours en 2011, un projet de stratégie pour le secteur de la santé a été conçu qui vise à accroître la participation de ce secteur à la mise en œuvre de l'Approche stratégique.

Outre ces activités concernant les produits chimiques ordinaires, on s'est également intéressé au titre de l'Approche à l'élaboration de stratégies essentielles pour la gestion des nouveaux problèmes soulevés par les nanotechnologies et les nanomatériaux.

Parce que la technologie dans ce domaine évolue rapidement, en 2011 un rapport a été établi au titre de l'Approche sur ces matériaux en tenant particulièrement compte des questions connexes pour les pays en développement et les économies en transition.

## COMBLER L'ÉCART EN MATIÈRE D'INFORMATION

Sous les auspices de l'Approche, le réseau d'échange d'informations sur les produits chimiques (CIEN) vise à développer les moyens des pays pour qu'ils puissent obtenir et échanger les informations nécessaires aux décideurs nationaux aux fins d'une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques. Le PNUE a favorisé le développement du réseau CIEN au Pérou, en Uruguay et en Bolivie.

## DIAGRAMME CONCERNANT LES POP SURVEILLANCE DES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS DANS LE MONDE

Pour pouvoir traiter efficacement les polluants organiques persistants (POP), il est nécessaire de disposer à temps de données précises sur leur présence dans le milieu. De 2009 à 2011 le PNUE a fourni une assistance à 32 pays dans les domaines de la formation et du renforcement des capacités aux fins de surveillance des POP. Vingt stages de formation ont été organisés dans les laboratoires des pays en développement s'occupant des POP auxquels participaient des spécialistes des Pays-Bas, de la Suède et de l'Espagne.

En coopération avec l'OMS, il a été procédé au prélèvement d'échantillons de lait maternel dans 55 pays afin de déterminer ceux dans lesquels les mères étaient les plus exposées à certains POP. Ainsi, s'agissant du DDT, on a constaté que l'exposition la plus importante avait eu lieu dans le Tadjikistan et dans les Îles Salomon.

On a constaté avec surprise une exposition à la dioxine dans certains pays africains où traditionnellement les femmes enceintes consomment certains types d'argile pour surmonter les nausées; cette géophagie aboutit à des concentrations supérieures aux concentrations habituelles en Afrique.



© Corbis

## UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS : L'INDE ET LA CHINE ABANDONNENT PROGRESSIVEMENT LES INHALATEURS AUX CFC

Partout dans le monde on considère les maladies pulmonaires obstructives chroniques comme de graves problèmes sanitaires. D'après les estimations, 300 millions de personnes en seraient atteintes et 250 000 d'entre elles en périraient. Plus de 20 millions de chinois souffriraient d'asthme, ce qui représente un taux de morbidité de 2 %. D'après les statistiques, chaque année, près de 62 000 chinois mourraient de cette affection qui prend de l'ampleur.

Les chlorofluorocarbones (CFC) sont habituellement utilisés comme propulseurs dans les inhalateurs-doseurs alors que ces substances appauvrissent la couche d'ozone stratosphérique. L'amincissement de la couche d'ozone peut aboutir à une surexposition au rayonnement ultraviolet. La Chine qui est le pays dont le secteur fabriquant des inhalateurs-doseurs est celui qui consomme le plus de CFC exporte également ces

substances. Comme cela est stipulé par le Protocole de Montréal, la Chine a entrepris depuis 2010 l'élimination de ces produits qui continuent toutefois d'être utilisés dans les inhalateurs-doseurs en vertu des dispositions de l'accord relatives aux utilisations essentielles.

Certains pays en développement sont aux avant-postes en ce qui concerne les initiatives visant à l'élimination des CFC, initiatives au titre desquelles l'industrie a joué un rôle important au niveau national. L'Inde est l'un des pays où l'industrie a joué un rôle prépondérant dans le secteur des inhalateurs-doseurs qui a abouti à l'élimination des CFC dans ce secteur.

En 2011, grâce au programme OzoneAction du PNUE, qui est l'un des organismes d'exécution du Fonds multilatéral pour le Protocole de Montréal, des experts du Gouvernement chinois et de l'industrie pharmaceutique se sont rendus en Inde pour s'inspirer de l'expérience de ce pays en matière d'élimination des CFC utilisés dans les inhalateurs-doseurs.

« À l'issue d'entretiens avec les responsables du Ministère de l'environnement et des forêts, du Ministère de la santé et du bien-être familial et de l'administration chargée des produits alimentaires et pharmaceutiques, nous avons compris quelles étaient les stratégies, politiques et approches essentielles de l'Inde en matière d'élimination des CFC utilisés dans les inhalateurs-doseurs » a déclaré Mme Zhang Peipei, Adjointe du Directeur du Centre pour l'évaluation des produits pharmaceutiques de l'administration chinoise chargée des produits alimentaires et pharmaceutiques. Elle a ajouté « ces expériences sont utiles à la Chine en ce qui concerne l'élimination de ces substances utilisées dans les inhalateurs-doseurs; c'est pourquoi nous sommes en relation avec l'industrie des inhalateurs-doseurs alors que l'on entreprend de mettre en place un système visant à accélérer l'élimination des CFC des inhalateurs-doseurs. »

*« Étant assurés que des produits de remplacement sûrs et efficaces seront mis à la disposition des patients en Chine, nous prévoyons la complète élimination des CFC utilisés dans les inhalateurs-doseurs dans le pays. » a déclaré*

### Mme Zhang Peipei

Adjointe du Directeur de l'administration chargée des produits alimentaires et pharmaceutiques.

6



Substances nocives et déchets dangereux

# SUBSTANCES CHIMIQUES UTILISÉES DANS LES PRODUITS

Depuis 2009, le PNUE mène une enquête approfondie sur la présence de substances chimiques dans les produits utilisés quotidiennement. En 2011 étaient achevées les enquêtes réalisées dans le cadre du projet concernant quatre principaux types de produits, à savoir les textiles, les appareils électroniques, les jouets et les matériaux de construction.

L'étude conclut que les informations dont on dispose actuellement concernant les substances chimiques utilisées dans les produits sont insuffisantes et ne permettent pas de ce fait aux consommateurs et aux autres intéressés de gérer rationnellement les substances chimiques au cours de la durée de vie des produits. Il en est ainsi bien que de nombreuses sources d'information existent qui font des listes détaillées des substances aux bases de données complexes faisant état de la composition des substances chimiques contenues dans divers produits.

Si un grand nombre d'utilisateurs ont accès à ce type d'information, d'autres estiment encore qu'il leur faut plus de données.

L'atelier du PNUE organisé sur cette question au début de 2011 a recommandé l'élaboration d'un cadre juridiquement non contraignant pour faciliter l'échange d'informations entre producteurs et utilisateurs de produits.

## LUTTER CONTRE L'ÉCO-DÉLINQUANCE AU-DELÀ DES FRONTIÈRES PROJET DE CRÉATION DE PATROUILLES

On associe souvent la contrebande aux trafics de drogue ou de personnes. Mais c'est aussi un



important problème écologique. On assiste de plus en plus au transport illicite au-delà des frontières de spécimens de flore et de faune ainsi que de substances chimiques nocives et de déchets dangereux.

Dans la région du Grand Mékong en Asie du Sud-Est, les frontières sont poreuses et souvent mal gardées. Le développement de l'activité économique et une immigration sociale plus importante soumettent les patrouilles frontalières à de grandes pressions. Une exploitation forestière illégale et le trafic de produits forestiers vont souvent de pair avec d'autres activités criminelles.

Pour lutter contre cette tendance, le PNUE s'est associé à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et à deux ONG influentes de la région pour coordonner les efforts entrepris et tirer parti de leurs compétences respectives dans le cadre de l'initiative intitulée « PATROL : Partnership on Combating Transnational Crime through Regional Organized Law Enforcement Officials » (Patrouille : Partenariat pour lutter contre la criminalité transnationale au moyen de l'organisation de la répression au niveau régional). Des responsables de certains services – immigration, police, douanes et commerce – ainsi que des décideurs cambodgiens, thaïlandais et vietnamiens ont déjà entrepris une formation à cette fin, et il est procédé à une évaluation des besoins en matière de formation au Myanmar.



## CINQUIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES DÉTRITUS MARINS

Les débris marins menacent de plus en plus les moyens d'existence, la faune et la flore sauvages et la santé humaine. On les trouve dans tous les océans du monde. D'après les estimations, jusqu'à 8 millions de débris seraient déversés dans les eaux de mer chaque jour. Ce sont des débris urbains, des déchets ménagers et industriels et des débris de filets de pêche et de conteneurs.

On estime à 100 000 le nombre de tortues et de mammifères marins tels que dauphins, baleines et phoques tués chaque année par les déchets de plastique marins.

En dépit des efforts déployés depuis des décennies pour prévenir et réduire les quantités de débris marins, les problèmes continuent de s'aggraver et

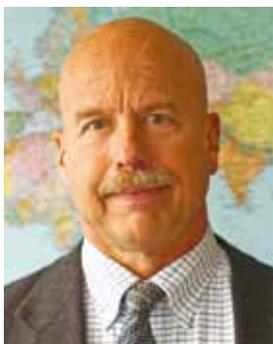
l'on prévoit qu'en 2050 il sera produit dans le monde plus de 13,1 milliards de tonnes de déchets, soit 20 % de plus qu'aujourd'hui.

C'est dans ce contexte que des scientifiques, des décideurs et des représentants de l'industrie se sont réunis en mars 2001 à Honolulu (Hawaï) à l'occasion de la cinquième Conférence internationale sur les débris marins. Ils ont été accueillis par des écoliers qui scandaient : « Be fantastic, don't use plastic » ; en fait, la Conférence avait principalement pour objet de réunir des fabricants tels que Coca-Cola et Plastics Europe pour qu'ils signent l'Engagement de Honolulu qui constitue une nouvelle approche intersectorielle visant à réduire le volume de débris marins.

Cet engagement constitue une première étape vers l'élaboration d'un cadre global de prévention, de réduction et de gestion des débris marins qui sera dénommé « La Stratégie de Honolulu ».

6





## ANNÉE DE PROGRÈS DÉCISIF CONCERNANT LES SYNERGIES ENTRE LES **CONVENTIONS DE BÂLE, DE ROTTERDAM ET DE STOCKHOLM**

PAR JIM WILLIS  
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DES CONVENTIONS DE  
BÂLE, DE ROTTERDAM ET DE STOCKHOLM

En 2011, LES PARTIES AUX CONVENTIONS DE BÂLE, DE ROTTERDAM ET DE STOCKHOLM se sont engagées dans une nouvelle phase novatrice et concrète s'agissant des synergies.

Lors des trois réunions des Conférences des Parties aux Conventions de Stockholm, Rotterdam et Bâle, tenues en avril, juin et octobre 2011 respectivement, les Parties sont parvenues à un consensus au sujet de la voie à emprunter aux fins de synergies ainsi qu'en ce qui concerne un certain nombre de questions techniques et politiques importantes.

Les Conférences des Parties aux Conventions de Stockholm et de Rotterdam tenues à Genève ont abouti à l'établissement de nouvelles listes de produits chimiques et pesticides dangereux à réglementer ainsi qu'à de nouvelles initiatives ayant pour objet le renforcement de la base scientifique nécessaire à la gestion des produits chimiques. Les Conférences des Parties ont également décidé d'établir de nouvelles relations synergétiques entre un plus grand nombre de centres régionaux ayant pour fonction d'appuyer la mise en œuvre sur le terrain.

Les Parties à la Convention de Bâle sont convenues, lors de la dixième réunion de la Conférence des Parties, tenue à Cartagena (Colombie) de la démarche à suivre s'agissant de l'amendement interdisant les mouvements transfrontières de déchets dangereux entre les pays membres de l'OCDE et les pays en développement. Pour un certain nombre de raisons, l'amendement portant interdiction n'est toujours pas entré en vigueur alors que le commerce de déchets dangereux visant à la récupération de ressources s'est considérablement développé entre-temps, y compris entre pays en développement.

La dixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Bâle a constaté cette évolution et a adopté une décision historique consistant en une



approche qui permettra l'entrée en vigueur de l'amendement portant interdiction pour les pays qui souhaitent y adhérer. Parallèlement, les Parties sont convenues d'un cadre définissant un régime pour les pays qui pourraient souhaiter faire le commerce de déchets dans le but de réduire le plus possible les incidences de ce commerce sur la santé et l'environnement.

En adoptant cette démarche en matière de synergies, les Parties se sont fixées pour objectif de consolider la mise en œuvre des dispositions de chacune des Conventions tout en fournissant des services efficaces et rentables. Fournir des services aux Parties est la raison d'être du secrétariat.

L'intégration des services de conférence et des activités d'appui aux réunions a été l'avantage le plus évident dont ont bénéficié les Parties, avantage qui a contribué à l'organisation réussie des trois premières Conférences des Parties sans documents sur support en papier. On a fait l'éloge de ces dernières conférences considérant qu'elles avaient été celles qui s'étaient déroulées le plus harmonieusement possible et qui avaient été les plus productives de toute l'histoire des conventions (le « miracle de Cartagena »).

Les Conférences des Parties ont approuvé les activités transversales et conjointes qu'il est proposé d'inscrire aux programmes de travail des trois secrétariats pour l'exercice 2012-2013 et ont autorisé le Secrétaire exécutif à fixer les effectifs du personnel du secrétariat ainsi que sa structure avec souplesse en respectant le plafond fixé par la décision relative au financement et au budget pour l'exercice biennal 2012-2013.

En consultation avec les Parties et par l'intermédiaire des bureaux, j'ai présenté une proposition concernant l'organisation des

secrétariats, y compris leurs effectifs et structures, dont la mise en œuvre devrait intervenir d'ici au 31 décembre 2012. La future structure proposée consisterait en un seul secrétariat intégré qui aurait pour fonction de desservir les trois Conventions sur un pied d'égalité et qui serait constitué de quatre services concernant les questions administratives, le fonctionnement des conventions, l'assistance technique et l'appui scientifique.

Cette future structure simplifierait aussi considérablement l'organisation du secrétariat et réduirait en fin de compte le nombre de cadres supérieurs.

Supprimer les fonctions superflues, déterminer les possibilités d'économiser des ressources, mettre à profit les meilleures pratiques et insister davantage sur la fourniture de services aux Parties sont des points essentiels à prendre en considération si l'on veut assurer un appui plus important aux Parties. Un secrétariat mieux à même de fournir les services correspondant aux trois accords multilatéraux sur l'environnement simultanément serait de nature à influencer sur les synergies externes en appuyant par exemple les projets synergétiques mis en œuvre par l'intermédiaire des centres régionaux ou les organisations intergouvernementales partenaires.

Les synergies entre les accords multilatéraux sur l'environnement portant sur les produits chimiques et les déchets s'inscrivent dans le cadre d'une initiative plus vaste visant à surmonter le cloisonnement dont pâtit le système mondial de gouvernance de l'environnement. Il ressort de notre expérience qu'il est vraiment possible de tourner le dos à la pratique consistant à « maintenir les choses en l'état » et de faire bien davantage grâce à la coopération et à la collaboration selon des modalités que l'on ne considérait guère possible auparavant.

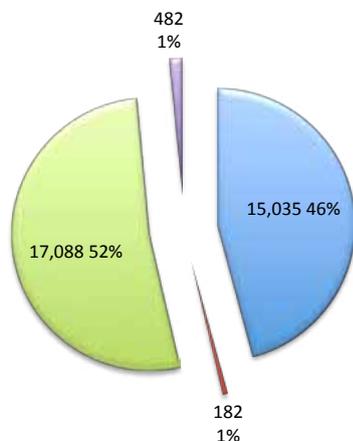


7

# L'UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES ET L'ÉCONOMIE VERTE

## DÉPENSES TOTALES EN 2011 UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES 32 787 000 DOLLARS

- Dépenses imputées sur le Fonds pour l'environnement
- Dépenses imputées sur le budget ordinaire
- Fonds d'affectation spéciale et contributions affectées à des fins déterminées
- Appui aux programmes



Tous les montants  
sont libellés en dollars

## ACCÉLÉRER LA TRANSITION VERS DES SOCIÉTÉS EFFICACES DANS L'UTILISATION DES RESSOURCES

Le PNUE s'emploie à faire en sorte que les ressources naturelles soient produites, transformées et consommées de manière plus écologiquement durable. À cette fin, il concentre ses travaux dans quatre domaines essentiels :

- L'évaluation des tendances en matière d'extraction et d'utilisation des ressources dans l'économie mondiale.
- L'appui aux gouvernements dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et solutions nationales par le biais d'instruments réglementaires et économiques et d'initiatives politiques.
- L'utilisation des résultats d'analyses scientifiques et macroéconomiques pour identifier des opportunités d'investissement dans de nouveaux modèles économiques et favorisant des améliorations des procédés industriels et d'approvisionnement à forte intensité de ressources.

- La sensibilisation des consommateurs individuels et institutionnels pour influencer leurs décisions d'achat, tout en modifiant la manière dont les produits et services sont conçus, produits et éliminés.

## RÉSULTATS VISÉS

**L'utilisation des ressources est plus efficace et la pollution est réduite tout au long du cycle de vie du produit et de la chaîne d'approvisionnement.**

**L'investissement dans des méthodes de production propres, efficaces et sûres a augmenté grâce à la politique publique et aux actions du secteur privé.**

**Les décisions du consommateur sont meilleures et plus éclairées et le portent vers des achats à faible intensité en ressources et respectueux de l'environnement.**

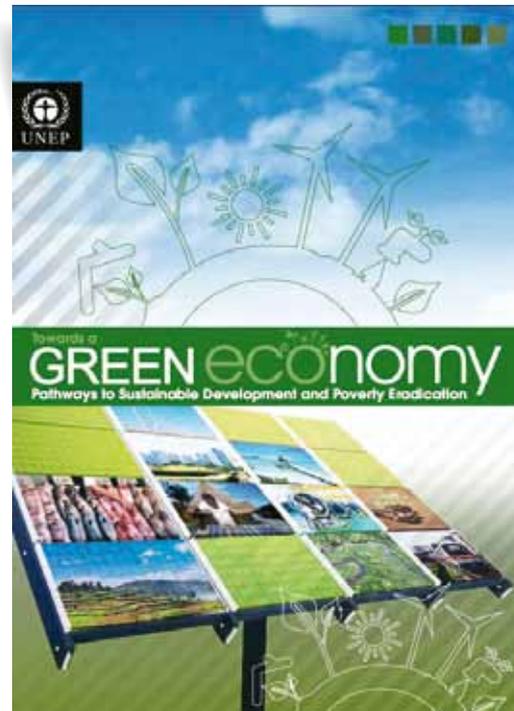
## 2011 VERS UNE ÉCONOMIE VERTE ET UNE UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES

- En 2011, le Groupe d'experts international sur la gestion durable des ressources (communément appelé Groupe d'experts sur les ressources) a publié son rapport phare intitulé «Dissocier l'utilisation des ressources naturelles et leur impact sur l'environnement de la croissance économique». Ce rapport fournit des données empiriques sur la relation entre croissance économique et utilisation des ressources et constitue un point de départ dans les mesures pour les dissocier.
- Le Groupe d'experts sur les ressources a également publié : «Le taux de recyclage des métaux : état des lieux». Ce rapport quantifiait les taux de recyclage des métaux et concluait de manière surprenante que ces derniers sont inférieurs à 1 % pour de nombreux métaux stratégiques.
- Le PNUE, à travers le Groupe d'experts sur les ressources, s'est associé au secrétariat du Forum mondial sur les ressources pour organiser en 2011 un Forum international sur la gestion des ressources. Cet événement multidisciplinaire a rassemblé des experts et parties prenantes du monde entier pour partager des informations sur les ressources. Une déclaration a été élaborée à l'issue de la conférence, appelant à augmenter l'efficacité dans l'utilisation des ressources.
- En 2011, l'Initiative pour une Économie verte a fourni énormément de services consultatifs et organisé de nombreuses activités de renforcement des capacités. Le PNUE collabore aux niveaux régional et national, avec plus de 20 pays en Asie et dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'au Moyen-Orient, pour mener des études préliminaires, offrir des conseils techniques et promouvoir des dialogues multipartites.
- En novembre 2011, le PNUE a appuyé l'organisation d'un atelier au Rwanda, au cours duquel les pays d'Afrique orientale ont examiné les politiques nécessaires à la transition vers une économie verte. En novembre également, le Forum arabe pour l'environnement et le développement a présenté lors de sa conférence à Beyrouth, au cours de laquelle 500 délégués ont adopté les recommandations de transition vers une économie verte, un rapport intitulé «L'économie verte dans un monde arabe en mutation». Des réunions techniques ont par

ailleurs eu lieu en Chine pour faire avancer les plans nationaux d'économie verte.

- Le PNUE et la Banque interaméricaine de développement ont organisé ensemble une réunion pour étudier les possibilités de soutien aux initiatives en faveur d'une économie verte en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par ailleurs, des études pour faire progresser les initiatives vers une économie verte sont en cours au Brésil et au Mexique.
- En septembre 2011, la Côte d'Ivoire a adopté sa Stratégie nationale de développement durable (SNDD), sous l'égide du Conseil national du développement durable. Le pays bénéficie depuis 2009 des services consultatifs, ainsi que d'une assistance technique et financière du PNUE, pour qu'il incorpore les questions de consommation et production durables dans sa stratégie nationale, car elles y représenteront des éléments essentiels.
- Le Partenariat mondial pour le tourisme durable a été mis sur pied en janvier 2011. Il compte déjà plus de 85 membres, dont 19 gouvernements, 8 organismes et programmes des Nations Unies, 33 organisations à but non lucratif et 10 groupes représentant les entreprises.
- Le Dialogue mondial 2011 entre les entreprises et l'industrie, qui s'est tenu en avril 2011, a présenté les principaux résultats du Rapport sur l'économie verte et sollicité les commentaires des entreprises et de l'industrie, puisqu'elles sont des partenaires essentiels dans la transition vers une économie verte et efficace dans l'utilisation des ressources. Les 200 participants venus de plus de 20 pays ont réaffirmé leurs engagements de collaboration pour atteindre les objectifs de Rio+20 et au-delà.

## économie VERTE



## QU'EST-CE QU'UNE ÉCONOMIE VERTE

Selon la définition du PNUE, une économie verte entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant considérablement les risques pour l'environnement et les risques de pénuries écologiques. Plus simplement, une économie peut être considérée comme verte si elle émet peu de CO<sub>2</sub>, utilise efficacement les ressources et est socialement inclusive.

Dans la pratique, une économie verte favorise la croissance du revenu et de l'emploi au moyen d'investissements publics et privés qui réduisent

les émissions de carbone et la pollution, améliorent l'efficacité énergétique et la gestion des ressources, et empêchent les pertes de biodiversité et la dégradation des services écosystémiques. Ces investissements doivent être mobilisés et soutenus par des dépenses publiques ciblées, des réformes politiques et des changements de réglementation.

Ce modèle de développement devrait permettre de préserver, de renforcer et même de reconstruire au besoin, le capital naturel, qui représente un actif économique essentiel et une source de bienfaits publics, en particulier pour les plus pauvres dont la survie et la sécurité dépendent en grande partie de la nature.

## VERS UNE ÉCONOMIE VERTE

L'année 2011 a vu la publication du rapport phare du PNUE «Vers une économie verte, pour un développement durable et une éradication de la pauvreté». Présenté à Beijing en septembre, ce rapport était l'aboutissement de trois ans de recherches compilées par l'Initiative pour une économie verte du PNUE, en collaboration avec des économistes et des experts du monde entier. Ce rapport démontre que rendre les économies plus vertes ne représente généralement pas un frein

à la croissance mais plutôt un nouveau moteur; qu'une économie verte est une génératrice nette d'emplois décents et qu'elle représente également une stratégie vitale pour l'élimination de la pauvreté chronique. Le rapport veut également motiver les décideurs à créer les conditions propices à l'augmentation des investissements permettant la transition vers une économie verte.

Lors de la présentation du rapport, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a dit : «Alors que le monde se prépare à la Conférence de Rio+20 sur le développement durable de juin 2012, le rapport du PNUE sur l'économie verte démonte le mythe selon lequel il faut choisir entre la croissance économique et la protection de l'environnement. En effet, les gouvernements peuvent relancer leurs économies, encourager la création d'emplois décents et accélérer le progrès social au moyen de politiques publiques intelligentes qui permettent de maintenir l'empreinte écologique de l'humanité dans des limites supportables pour la planète».

## ÉTUDE DE CAS POUR L'ÉCONOMIE VERTE BARBADE

La Barbade est un des pays des Caraïbes qui mène la transition vers une économie verte. En 2011, avec l'aide du PNUE et d'experts de la University of the West Indies, les premières mesures dans ce sens ont été prises. En mars, une étude préliminaire a débuté pour contribuer à l'établissement à Barbade d'une économie utilisant efficacement les ressources. L'étude se concentre sur les domaines identifiés par le gouvernement du pays : le logement et la construction, le transport, l'agriculture, la pêche et le tourisme. Elle examinera également l'effet des politiques de l'économie verte sur l'eau, les déchets, l'énergie et l'utilisation des sols. Une fois terminée vers la fin de 2012, elle servira de guide de politiques intégrées à long terme, pour d'autres pays des Caraïbes et ailleurs dans le monde.

### LE RAPPORT SUR L'ÉCONOMIE VERTE

**200**  
auteurs

**800**  
collaborateurs

**500**  
examineurs externes



## L'INITIATIVE FINANCIÈRE DU PNUE

La treizième table ronde mondiale de l'Initiative financière du PNUE a attiré un nombre record de participants et des orateurs de haut niveau dont Gordon Brown, Mary Robinson, Lisa Jackson, ainsi que les directeurs généraux et les plus hauts dirigeants de différentes institutions financières. Les principaux résultats de la réunion sont notamment des propositions d'interventions politiques et réglementaires nécessaires à un véritable changement des « règles du jeu », pour dépasser l'obsession du court terme et placer les considérations environnementales et sociales au cœur des décisions financières.

## CADRE DÉCENNAL DE PROGRAMMES

Le Cadre décennal de programmes est une initiative mondiale qui aide les pays à réaliser la transition vers des modes de consommation et de production durables et vers l'utilisation efficace des ressources.

En 2011, la dix-neuvième session de la Commission du développement durable s'est conclue par un accord complet sur les éléments de ce Cadre. Les principaux résultats sont notamment des outils de mise en œuvre des politiques dans les domaines des achats publics durables, la campagne « Passeport vert » destinée à promouvoir le tourisme durable, la création d'un label écologique africain, la mise en œuvre de projets sur des modes de subsistance durables, des projets d'éducation à la consommation durable dans trois pays et une étude sur les bâtiments et les changements climatiques, avec le développement d'une Mesure commune du carbone (MCC).

Le défi consiste maintenant à diffuser largement ces solutions pratiques. À cette fin, le PNUE s'est associé à d'autres organismes des Nations Unies pour mettre sur pied en 2011 un Partenariat mondial pour le tourisme durable et un Groupe de travail sur les systèmes agroalimentaires. Le PNUE contribue également activement au Partenariat pour l'éducation et la recherche sur les modes de vie durables. Il collabore par ailleurs avec le secteur privé dans le cadre du Dialogue mondial entre les entreprises et l'industrie, l'initiative Bâtiments durables et Climat et la Plateforme pour une production rizicole durable.



## LES VILLES VERS UN AVENIR URBAIN DURABLE

Par des activités de renforcement des capacités et un appui aux technologies et aux connaissances relatives à un développement urbain à faibles émissions de carbone et faible intensité de ressources, le PNUE aide les villes et réseaux de villes des pays en développement dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques adaptées.

En collaboration avec ONU-Habitat, la Banque mondiale et l'Alliance des Villes, le PNUE facilite l'accès des villes aux mécanismes de financement du carbone et l'évaluation de leurs performances en termes d'environnement. Ces deux activités essentielles ont été annoncées au Sommet international des Accords environnementaux urbains qui s'est tenu à Gwangju (République de Corée) en octobre 2011, avec des représentants des autorités locales de plus de 100 villes de par le monde.

### RENFORCER LES CAPACITÉS AU NIVEAU MUNICIPAL DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

**Le projet du PNUE Politiques durables pour les bâtiments dans les pays en développement vise à créer, dans ces pays, les capacités pour jeter les bases politiques nécessaires à l'intégration de modes de construction durables pour les bâtiments, entraînant une réduction des gaz à effet de serre. Le projet expérimente actuellement ses outils et méthodes dans deux villes africaines : Nairobi au Kenya et Ouagadougou au Burkina Faso.**

## GESTION INTÉGRÉE ET VALORISATION UNE NOUVELLE STRATÉGIE POUR LES DÉCHETS SOLIDES

Le PNUE aide les gouvernements et le secteur de la gestion des déchets à mettre au point des plans de gestion intégrée des déchets solides basés sur les trois R (réduire, réutiliser et recycler) pour les villes et agglomérations urbaines. Il entend :

- Améliorer la prise de conscience de la gestion des déchets et, parallèlement, mobiliser la volonté politique et renforcer la capacité d'assurer toutes les étapes de la chaîne de gestion des déchets, à savoir leur réduction au minimum, collecte, transport, recyclage, traitement approprié et élimination.
- Améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources et l'interaction entre les parties prenantes en appuyant la mise en place d'un plan cadre destiné à intégrer la gestion de tous les flux de déchets d'une circonscription administrative.
- Promouvoir la gestion des déchets en tant qu'activité économique en encourageant les intervenants locaux du secteur privé et les entreprises communautaires à participer à la collecte, au recyclage, au traitement approprié et à l'élimination des déchets.

### Un plan de gestion intégrée des déchets solides pour Wuxi (République populaire de Chine)

- La sensibilisation au tri à la source pourrait permettre d'aiguiller 30 % des déchets vers le recyclage. Par ailleurs, l'amélioration des technologies utilisées dans les stations de transfert pourrait conduire à un taux de récupération de matériaux recyclables atteignant 60 % et l'installation d'usines de biogaz donnerait la possibilité de convertir 80 % des déchets organiques en sources d'énergie.



## CONSTRUIRE UN AVENIR DURABLE

Notre mode et notre cadre de vie déterminent non seulement notre expérience quotidienne, mais aussi le paysage urbain en général. Beaucoup parmi nous ne pensent pas à l'impact – positif ou négatif – que nos maisons et nos bureaux exercent sur l'environnement, alors que les bâtiments sont responsables de plus d'un tiers de la consommation mondiale d'énergie et, dans la majorité des pays, sont les plus grandes sources d'émissions de gaz à effet de serre.

Des technologies disponibles sur le marché peuvent réduire la consommation d'énergie des bâtiments neufs et existants de 30 à 50 % sans accroissement notable de leur coût de construction.

L'Initiative bâtiments durables et climat du PNUE se trouve maintenant dans les dernières étapes de la mise au point d'un indice de construction durable et a procédé à une expérience pilote sur une méthodologie normalisée pour mesurer et comptabiliser l'efficacité énergétique, appelée « protocole commun de mesure du carbone ». Environ 20 entreprises, conseils de la construction durable (Green Building Councils), universités et municipalités ont participé à deux phases d'essai de ce protocole au cours des 18 derniers mois.

## CHAQUE ACHAT COMPTE : ACHATS ET DURABILITÉ

« Une politique d'achats durables est un processus qui conduit les organisations à satisfaire leurs besoins en biens, services, travaux et prestations diverses en prenant en compte une approche du cycle de vie ainsi que les bénéfices que peut en tirer l'Organisation mais également la société et l'économie dans leur ensemble, tout en minimisant les dommages causés à l'environnement. »  
Procuring the Future (Des achats pour l'avenir), Rapport du Groupe de travail britannique sur les achats durables, juin 2011.

Cette définition a été adoptée par le Groupe de travail de Marrakech sur les achats publics durables, piloté par la Suisse. Les achats publics peuvent représenter jusqu'à 30 % du PIB national et chaque achat représente une opportunité d'utiliser les marchés pour favoriser l'innovation et la durabilité.

Grâce aux achats publics durables, les gouvernements peuvent donner l'exemple et atteindre des objectifs clés dans les domaines environnemental, social et économique.

Le PNUE fournit une assistance à sept pays (Chili, Colombie, Costa Rica, Liban, Maurice, Tunisie et Uruguay) dans la conception et la mise en œuvre de leurs politiques et plans d'action en matière d'achats publics durables.

Ces pays ont choisi une série de produits et services durables qui seront graduellement introduits dans leurs systèmes d'achats.



© Corbis

## ANNÉE DES MODES DE VIE DURABLES

L'étude mondiale du PNUE sur les modes de vie durables est l'une des premières études mondiales sur le sujet menée à une aussi grande échelle, qui fait intervenir plus de 8 000 jeunes de 20 pays. Elle avait pour objet de faire entendre la voix des jeunes à travers le monde, d'écouter ce qu'ils pensent, de connaître leurs aspirations pour le futur et leurs réactions concernant les modes de vie durables. Les résultats de l'étude, qui sont présentés dans

le rapport du PNUE intitulé « Visions for Change: Recommendations for Effective Policies on Sustainable Lifestyles », révèlent que les jeunes, de l'Australie au Viet Nam et de l'Éthiopie au Mexique, veulent être un agent de changement et mettre en œuvre leur propre vision des sociétés durables. Mais dans le même temps, les jeunes ont besoin de disposer de plus d'informations sur ce qu'ils peuvent faire pour participer à la solution des défis mondiaux et la manière dont ils sont reliés aux modes de vie.

7

L'utilisation  
efficace  
des ressources

## 8

## LE PNUE AU SEIN DE L'ONU

### L'ENVIRONNEMENT AU CŒUR DE LA COMMUNAUTÉ MONDIALE

#### Le mandat du PNUE

Créé en 1972, le PNUE a pour mission de montrer la voie et d'encourager la coopération pour protéger l'environnement tout en étant une source d'inspiration et d'information pour les États et les populations et un instrument de facilitation leur permettant d'améliorer leur qualité de vie sans toutefois compromettre celle des générations à venir.

Le mandat du PNUE, qui a été développé et remanié conformément à la Déclaration de Nairobi adoptée en 1997, a pour objet d'amener l'organisation « à jouer le rôle de chef de file en ce qui concerne l'environnement en arrêtant les mesures en faveur de l'environnement mondial, en favorisant de façon cohérente la concrétisation de la dimension environnementale du développement durable et en étant la voie autorisée des défenseurs de l'environnement mondial. »

Le graphique sur la droite montre quelques-uns des organismes et programmes des Nations Unies avec lesquels le PNUE coopère au quotidien et recense un petit nombre d'activités conjointes parmi le très grand nombre de celles auxquelles il participe.



Propriété  
intellectuelle  
et économie  
verte



CNUCED  
Renforcement des  
capacités aux fins  
de développement  
durable



OMC  
Commerce et  
changements  
climatiques



UN-HABITAT  
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN  
ONU-HABITAT  
Urbanisme,  
transport



PNUD  
Initiative Pauvreté  
et environnement,  
développement  
durable



UNESCO  
Biodiversité  
et services  
écosystémiques



IFAD

FONDS  
INTERNATIONAL DE  
DÉVELOPPEMENT  
AGRICOLE

FIDA  
Agriculture  
écologiquement viable



PAM  
Adaptation  
au climat



FAO  
REDD+



FMI



BANQUE MONDIALE



**CCNUCC**  
Principaux accords multilatéraux sur l'environnement qui ne sont pas administrés par le PNUE



**UNCCD**

CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION (CNULCD)  
Principaux accords multilatéraux sur l'environnement qui ne sont pas administrés par le PNUE



FEM

Principaux partenaires bailleurs de fonds



**PNUE**



**UNHCR**  
The UN Refugee Agency

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)  
Situations à l'issue de conflits et alerte rapide



**ONUDI**  
Production moins polluante



**OIT**  
Emplois verts



**UPU**  
Services postaux verts

COMMISSIONS RÉGIONALES DE L'ONU

CEA

CEE

CESAP

CESAO

CEPALC



**OCHA**

Bureau de la coordination des affaires humanitaires  
Intervention en cas de catastrophe



**OMI**  
Prévention de la pollution des mers



**UN**  
**Volontaires**

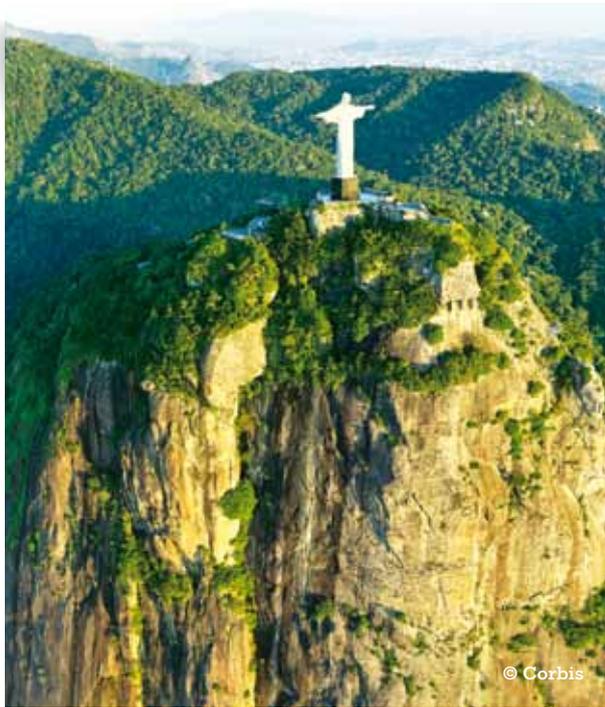
VNU (Volontaires des Nations Unies)  
Échange de compétences



**OMS**  
Salubrité de l'environnement



**UNITAR UNOSAT**  
(programme opérationnel pour les applications satellitaires)



## EN ROUTE VERS RIO+20

En 2012 seront posés certains des principaux jalons qui balisent la voie vers le développement durable qu'empruntent les nations alors qu'elles achèvent le parcours les menant à Rio+20.

La Conférence des Nations Unies sur le développement durable, prévue pour juin, portera sur deux thèmes fondamentaux, à savoir l'économie verte dans le cadre du développement durable et le cadre institutionnel dans lequel inscrire le développement durable.

La Conférence RIO+20 qui est un sommet rassemblant des chefs d'États, intervient 20 ans après le Sommet de la terre de Rio de 1992 qui a ouvert la voie au développement durable tel qu'on le conçoit aujourd'hui et a abouti à l'élaboration de traités sur les changements climatiques, la biodiversité et la désertification ainsi qu'à la mise en place d'une

instance sur les forêts. Tout au long de 2011 et jusqu'en 2012 le PNUE s'est de plus en plus focalisé sur les préparatifs du sommet.

Durant la présidence du Comité de haut niveau des Nations Unies sur les programmes (HLCP) qu'a assurée le Directeur exécutif du PNUE, le secrétariat de l'organisation a élaboré un rapport sur la voie à emprunter aux fins d'une mondialisation plus juste et plus écologique ainsi que sur plusieurs autres questions se rapportant à la Conférence Rio+20 justifiant une approche commune à l'échelle du système des Nations Unies.

En sa qualité de président du Comité de haut niveau, le Directeur exécutif a également facilité l'établissement d'une déclaration commune sur l'issue de la Conférence sur le développement durable par l'ensemble des organismes des Nations Unies qui a constitué la préface des contributions respectives de ces organisations au projet de document sur l'issue de la Conférence sur le développement durable.

Le PNUE a établi un rapport qui fera date intitulé « Suivre les traces de notre environnement en mutation : de Rio à Rio+20 ». Cette publication, qui repose sur des données environnementales et des images satellitaires, repère les changements survenus dans l'environnement humain et naturel de la première Conférence de Rio en 1992 à nos jours. On y montre que si des améliorations ont bien été apportées à l'environnement et au développement humain, dans la plupart des domaines l'environnement continue à se dégrader ou dans le meilleur des cas « demeure en l'état ». On y souligne aussi la nécessité de rassembler systématiquement des données et d'assurer un meilleur suivi en vue d'appuyer l'élaboration de politiques reposant sur des « preuves. »

L'Annuaire du PNUE portera sur les nouvelles questions d'environnement telles que les avantages présentés par le carbone organique du sol et le déclassement des réacteurs nucléaires.

Le cinquième rapport sur l'Avenir de l'environnement mondial (GEO-5) et les publications qui

l'accompagnent destinées aux décideurs, aux autorités locales et à la jeunesse seront publiés en guise de contributions au programme Rio+20.

Les bureaux régionaux du PNUE ont eu des consultations avec les États membres et des organismes régionaux pour obtenir leurs avis et leur appui aux fins du programme concernant le sommet Rio+20. De plus, le forum mondial des grands groupes et des parties prenantes, qui a eu lieu en février avant la session du Conseil d'administration du PNUE, aura permis aux groupes de la société civile de renforcer leurs positions et de conclure des alliances avant les négociations.

Le PNUE organise le Congrès mondial sur la justice, la gouvernance et le droit au service d'un environnement viable préalablement à la Conférence Rio+20. Le Congrès mondial réunira des ministres de la justice, des procureurs généraux, des vérificateurs des comptes (cour des comptes), des présidents de Cours suprêmes et des hauts magistrats du monde entier. L'objectif du Congrès mondial est de favoriser l'adoption d'une conception commune par les principales parties prenantes des moyens permettant de passer du stade des débats à celui de l'action ainsi que l'utilisation du droit, de la justice et de la gouvernance pour encourager le développement durable.

L'équipe du PNUE s'occupant de l'économie verte organise une série d'ateliers et de manifestations en prévision et dans les coulisses de la Conférence Rio+20 portant sur l'économie verte et le développement durable.

Le Partenariat pour des carburants et des véhicules moins polluants sera relancé dix ans après sa création et mettra l'accent non plus sur les carburants mais sur les véhicules moins polluants. Le Partenariat mondial pour des villes utilisant plus efficacement les ressources visera à améliorer la qualité de vie en milieu urbain, notamment dans les pays en développement. De plus, un jeu social en ligne intitulé « Forward Rio+50 » sera proposé pour éduquer les joueurs et les mettre à même d'agir dans des domaines tels que les changements climatiques et le développement durable.



La campagne du PNUE intitulée GreenUp et son site Internet, [www.unep.org/greenup](http://www.unep.org/greenup) visent à rendre le public davantage conscient des enjeux et à l'amener à participer à Rio+20. Fin 2011, la styliste Vivienne Westwood a lancé un t-shirt pour Happy Few en rapport avec la campagne.

Au titre de son Initiative financière, le PNUE avancera ses principes aux fins d'assurances prenant en compte la viabilité écologique qui définissent un cadre rassemblant les meilleures pratiques au niveau mondial destinées aux compagnies d'assurance afin que leurs activités et stratégies essentielles prennent en considération les questions d'environnement, de gouvernance et sociales. L'initiative mettra également à profit la tribune offerte par la conférence Rio+20 pour divulguer sa déclaration sur le patrimoine naturel dans laquelle il est demandé aux institutions financières de s'engager à œuvrer en faveur de l'intégration de critères concernant le patrimoine naturel à leurs produits et services.

# LE GROUPE DE LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT À L'ÉCHELLE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Le Groupe de la gestion de l'environnement est un organe de coordination des questions environnementales à l'échelle du système des Nations Unies. Il est composé d'institutions spécialisées, de programmes et d'organes des Nations Unies, y compris les secrétariats des accords multilatéraux sur l'environnement. Le Groupe est présidé par le Directeur exécutif du PNUE et dispose d'un secrétariat assuré par le PNUE.

En 2011, le Groupe a produit le premier rapport interinstitutions jamais établi sur l'économie verte, rapport qui est le résultat d'une collaboration entre les organismes des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et d'autres organismes intergouvernementaux. Le rapport, qui s'intitule « Working Towards a Balanced and Inclusive Green Economy », souligne la nécessité d'une plus grande intégration des approches des organismes internationaux et insiste sur le fait qu'une économie verte doit être une économie centrée sur les populations.

Le rapport de 2011 intitulé « Global Drylands: a UN system-wide response » consiste en l'exposition par le Groupe de la gestion de l'environnement d'une vision commune des mesures en matière de gestion des terres arides et du rôle que doit jouer l'ONU dans les domaines des changements climatiques et de l'insécurité alimentaire au moyen d'une approche constructive du développement et des investissements.

Le rapport constitue un tournant dans l'appui du système des Nations Unies au plan stratégique de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification qui a pour objet d'opérer une fusion entre les connaissances spécialisées de l'ONU, ses moyens opérationnels et logistiques et son puissant rôle de défenseur de la cause de la lutte contre la dégradation des terres arides.



## VERDIR LA PLANÈTE BLEUE

L'initiative Verdir la planète bleue est l'approche qu'utilise le Groupe de la gestion de l'environnement à l'échelle du système pour que les activités de l'Organisation des Nations Unies n'émettent pas de carbone.

Il s'agit d'une initiative étendue à l'ensemble du système des Nations Unies pour que ses activités n'entraînent aucune émission de carbone.

C'est en 2011 que toutes les organisations du système des Nations Unies ont commencé à élaborer des plans de réduction des émissions qui constituent un élément essentiel de l'initiative tendant à parvenir à la neutralité carbone.

Il est une mission qui a déjà atteint cet objectif, à savoir le Bureau du PNUD de Bratislava (Slovaquie) qui, suivant l'exemple du nouveau siège du PNUE à Nairobi, a installé un important réseau de panneaux solaires pour parvenir à la neutralité carbone.

Entretemps, à New York, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, les bâtiments ont été plongés dans l'obscurité lorsque les lumières ont été éteintes dans le cadre de l'initiative Une heure pour la planète qui a permis d'assister à l'impressionnant spectacle des immeubles de Manhattan se découpant dans le ciel.

[www.greeningtheblue.org/](http://www.greeningtheblue.org/)

## AMPAI HARAKUNARAK

Gestionnaire de projets  
du FEM de Bangkok  
(Thaïlande)



Sur le chemin la conduisant à la maison familiale à proximité de la ville thaïlandaise de Chiang Mai, Ampai Harakunarak a compris que quelque chose n'allait pas.

« En franchissant les plaines rizicoles du centre du pays, j'ai été frappée par l'abondance des eaux qui les recouvraient », se souvient-elle. « Ce fut un choc. Je me souviens qu'à ce moment là je me suis demandée si cette eau allait atteindre Bangkok. »

Ses craintes étaient justifiées : à la mi-octobre, certains quartiers de la ville se trouvaient sous deux mètres d'eau. En novembre, au plus fort des précipitations, plus de 3 millions de personnes étaient touchées et plus de 500 d'entre elles avaient péri.

Ampai sait plus que quiconque quelle peut être la puissance dévastatrice des eaux car les eaux douces internationales et côtières sont son domaine de spécialisation. Elle gère actuellement quatre grands projets (d'un budget de plus d'un million de dollars) et trois projets de taille moyenne (moins d'un million de dollars). Leur portée géographique est vaste puisqu'elle s'étend de la région arctique de la Russie jusqu'aux îles Cook dans le Pacifique Sud. En Chine, son projet concerne très précisément la question de la prévention et de la lutte contre les inondations. Et pourtant les inondations qu'a

connues la Thaïlande en 2011 ont vraiment frappé le pays de plein fouet.

« L'ampleur du phénomène a été sans précédent », se rappelle-t-elle. « De terribles inondations ont eu lieu il y a de cela 50 et 70 ans, mais leur souvenir s'est estompé. Nul ne voulait penser que cela se reproduirait à nouveau. « Au cours des dernières décennies, la Thaïlande, et en particulier la périphérie de Bangkok, se sont considérablement développées, ce qui explique que la ville ait été aussi durement frappée. »

Aujourd'hui, Ampai envisage de mettre à profit l'expérience qu'elle a acquise en Chine et ailleurs pour empêcher que les grandes inondations de 2011 ne se reproduisent. Elle entend transmettre à d'autres la profusion de connaissances spécialisées et de compétences dont dispose le PNUE. Des entretiens avec le Ministère thaïlandais des ressources naturelles ont déjà débuté.

« La Thaïlande est fort capable de tirer des enseignements des catastrophes » dit-elle. « Nous l'avons vu après le tsunami de 2004. Aujourd'hui nous devons nous intéresser à la question de la gestion rationnelle des ressources en eau ainsi qu'à celle de la réglementation des bâtiments et du développement. »



**BARBARA J.  
KRUMSIEK**

Coprésidente de l'Initiative  
finance du PNUE

Il fut un temps où il était difficile d'intéresser les gens aux questions financières et économiques. C'était avant la crise financière que nous connaissons. Aujourd'hui, les projets et initiatives que le PNUE et ses partenaires ont élaborés au fil des ans attirent l'attention d'un nombre croissant d'intéressés.

Barbara Krumsiek s'en félicite. En qualité de présidente de l'Initiative finance du PNUE, la plus grande sensibilisation au rôle que joue la finance dans la vie des personnes la remplit d'aise. « Nous tenions notre table ronde mondiale à Washington » se rappelle-t-elle « au moment même où avait lieu le mouvement Occupy Wall Street ». « Les tenants du mouvement avaient monté leur camp un peu plus loin que l'immeuble dans lequel nous tenions notre réunion. Cela a eu d'énormes répercussions sur certaines des conclusions de nos travaux et nous a permis d'axer le champ de réflexion de notre réunion sur ce que pouvait être notre contribution à la solution du problème. »

L'Initiative finance du PNUE à laquelle adhèrent plus de 200 institutions parvient à faire entendre son message aux investisseurs, message selon lequel le profit immédiat n'est pas la seule considération qu'ils doivent prendre en compte.

« Notre initiative tendant à obtenir des rapports intégrant divers facteurs montre aux investisseurs

que s'ils ont besoin de données financières, il leur faut également disposer d'informations hors bilan sur l'environnement, les sociétés et la gouvernance » explique Barbara. « Obtenir régulièrement ce type d'informations signifie que l'on peut accélérer le financement de projets digne d'intérêt. Les fonds sont libérés lorsque l'on dispose de données satisfaisantes sans lesquelles on ne peut prendre de décisions qu'à court terme. »

En tant que présidente de la société Calvert Investments, qui est une société américaine d'avant-garde en matière d'investissements, Barbara est bien consciente du fait que le monde de la finance et le mouvement écologique et les tenants du développement ne nouent pas habituellement d'alliances faciles. « Historiquement, de part et d'autre, on a érigé des obstacles » reconnaît-elle. « Ils commencent aujourd'hui à tomber. Les deux parties comprennent qu'il y a plus à gagner en ouvrant les barrières qu'en se réfugiant derrière elles. »

Alors que l'on se rapproche à grand pas de la conférence Rio+20, le PNUE lance, dans le cadre de l'Initiative finance, des principes aux fins d'un système d'assurance prenant en compte la viabilité de l'environnement, étendant ce faisant son rôle de conseiller à d'autres services financiers. « Je ne doute pas qu'au cours des prochaines années nous assistions au développement des investissements dans une économie écologiquement viable. »

## MOUSTAPHA KAMAL GUEYE

Responsable par intérim  
du Groupe des services  
consultatifs pour une  
économie verte



« On débat de l'économie verte à Rio et New York mais c'est sur le terrain qu'elle est concrétisée alors que dans bien des cas les gens ne le savent même pas » affirme Kamal Gueye.

L'activité de Kamal consiste à faire mieux comprendre ce qu'est l'économie verte au niveau des pays, habituellement les pays en développement. « Nous réunissons une grande diversité de partenaires - gouvernements, secteur privé, société civile, universités - que nous encourageons à avoir une vue d'ensemble des projets sur lesquels ils travaillent séparément » explique-t-il. « Le concept d'économie verte est peut-être nouveau mais les notions de responsabilité sociale des entreprises, le souci de l'environnement, les énergies vertes sont en grande partie des réalités auxquelles on s'attelle déjà. Cela nous aide à nous défaire de l'impression que l'économie verte serait une notion à la mode imposée par le Nord. En fait, nombre d'États œuvrent déjà pour l'avènement de cette économie. »

Aider les pays à développer des projets connaissant déjà le succès - quoique étant de petite taille - est l'autre rôle important de sa fonction. Épaulé par une équipe, il entreprend des

missions d'enquête et rédige des plans d'action pour une économie verte à la demande des pays.

« Parfois les gouvernements nous disent qu'ils veulent simplement que nous les aidions à diffuser le message en faveur de l'économie verte; c'est notre point de départ » dit-il. « D'autres fois ils veulent que nous les aidions à intégrer ce type d'économie à tous les domaines de leurs programmes économiques en matière d'économie et de développement. »

En 2011 Kamal a animé des séminaires à l'occasion du Sommet de Durban (Afrique du Sud) qui faisaient partie d'un ensemble de 12 séminaires organisés par le PNUE dans le monde. Kamal le sénégalais est fier de cet accomplissement; l'Afrique du Sud est l'un des pays où son équipe a le mieux réussi à intégrer ce concept.

« L'Afrique du Sud est un pays particulièrement enclin à l'anticipation » dit-il. « Le Président Zuma lui-même a adhéré à ce concept dont il s'est fait le porte-parole auprès d'autres États ». Cela a été incroyablement réjouissant d'assister à l'échange d'idées et à l'acquisition mutuelle de données d'expérience entre participants à la Conférence. En un sens c'est là tout l'intérêt de l'économie verte. »



## JOYCE SANG

Administratrice  
du programme  
Enfants et Jeunesse,  
Nairobi

Tunza est un mot swahili qui signifie « traiter avec soin. » C'est aussi le vocable qui recouvre les activités du PNUE en matière de communication avec les enfants et les jeunes; il ne saurait y avoir de mot convenant le mieux à ce projet » nous explique Joyce.

« Les enfants ont une très fine compréhension des questions environnementales » ajoute-t-elle. « Leur intérêt pour ces questions peut être suscité par le désir de prendre soin de la faune et de la flore sauvages. Cependant, dès que des notions telles que les écosystèmes, les changements climatiques et l'économie verte leur sont exposées, ils comprennent très vite les enjeux et veulent s'impliquer. »

Joyce sait, grâce à son expérience de conseillère d'enfants des quartiers déshérités du centre ville de Minneapolis, aux Etats-Unis, qu'une fois que l'on a donné la parole aux enfants et aux jeunes les résultats peuvent être encourageants. »

« Nous organisons chaque année une Conférence Tunza » dit-elle. « En 2011 elle s'est tenue à Bandoung (Indonésie) Plus de 1 400 jeunes s'y sont rassemblés; ils ont adopté la Déclaration de Bandoung qu'ils nous ont demandé de présenter à la Conférence Rio+20. On ne peut ne faire aucun cas de cette déclaration de la génération qui nous succédera. » La Déclaration, qui demande aux participants au

sommet de s'engager dans la voie du développement durable, fait également état de la volonté des jeunes de défendre la cause de l'environnement et de faire campagne en sa faveur auprès de leurs communautés.

« C'est une génération d'individus branchés » affirme Joyce. « Ils comprennent comment diffuser très largement et très vite le message. Ils utilisent les réseaux sociaux très efficacement, se reliant les uns aux autres pour promouvoir les questions qui leur tiennent à cœur; ils sont en fait bien décidés à rendre les gouvernements comptables des promesses qu'ils font. »

La Conférence de Bandoung a aussi consisté en la rencontre des jeunes d'aujourd'hui avec les représentants de la jeunesse qui avait assisté au premier Sommet de la terre de Rio il y a 20 ans, afin que ces derniers leur fassent part de leur expérience et les conseillent. Un grand nombre de jeunes se sont déclarés décidés à faire de ce sommet celui qui modifierait réellement la façon d'appréhender le développement durable.

« La Conférence Rio+20 suscite beaucoup d'enthousiasme » ajoute Joyce. « Je ne doute pas une seconde que la présente génération fasse évoluer les choses car elle sait comment s'y prendre. »



## JOSEPH KILONZO

Commis Bureau exécutif,  
Nairobi

Ayant exercé sous l'autorité de quatre Directeurs exécutifs, dont M. M. K. Tolba, le premier d'entre eux, en 1978—Joseph est probablement la personne ayant exercé le plus longtemps que quiconque au PNUE. Alors que sa dernière année de service tire à sa fin, il prend sa retraite en 2012, il est l'un des plus ardents défenseurs du Programme.

« Le PNUE est une famille, » dit-il « et comme dans toute famille les gens y travaillent mieux lorsqu'ils sont heureux. Je fais de mon mieux pour les rendre heureux en leur souriant ou en plaisantant. Le travail ici est très important. Je considère que ma tâche consiste à les aider à bien s'en acquitter. »

Le visage de Joseph est familier à ceux qui fréquentent Gigiri où il a débuté comme planton. Il s'acquitte maintenant de tâches de commis et de travaux administratifs au Bureau exécutif à l'occasion desquels il lui a été donné de rencontrer des dignitaires tels que Kofi Annan et Ban Ki-moon.

Lecteur assidu des publications du PNUE, il a l'intention de consacrer une partie du temps de sa retraite à la diffusion du message de l'organisation. « Dans mon enfance, à Machakos, nous étions

entourés d'arbres et d'animaux sauvages » se remémore-t-il. « Les humains et les animaux vivaient en paix. Le Kenya était très différent à cette époque-là. Je viens d'une famille de paysans. Depuis lors nous avons dû nous réinstaller de nombreuses fois, principalement à cause de l'épuisement de l'eau. Vous pouvez dire que nous sommes des réfugiés écologiques. C'est pourquoi ce que racontent les publications du PNUE, ce contre quoi elles nous mettent en garde je le constate dans ma vie de tous les jours. »

Joseph est fier de ce que fait le PNUE au Kenya—campagne en faveur de la protection de la forêt Mau et de l'écosystème des Aberdares—et il souligne le fait que des initiatives à petite échelle peuvent s'avérer aussi efficace que des entreprises d'envergure. C'est pourquoi lorsqu'il aura quitté le PNUE et qu'il se sera réinstallé dans la ferme familiale il s'emploiera à faire prendre conscience à ses voisins et à sa communauté des moyens leur permettant de sauvegarder l'avenir.

« Je travaillerai toujours pour le PNUE, même lorsque je n'y serai plus » ajoute-t-il avec un large sourire.



## PIER CARLO SANDEI

Administrateur de Programme  
Bureau régional pour  
l'Europe, Vienne

Durant son adolescence à Venise (Italie), Pier Carlo Sandei entendait les avions de guerre de l'OTAN décoller de la base d'Udine, à proximité, qui s'envolaient vers les Balkans. Aujourd'hui il travaille dans la région en qualité d'administrateur de programme du PNUE chargé de la coordination de l'initiative Sécurité et environnement qui est un projet interorganisations rassemblant diverses entités dont le PNUD, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'OTAN.

En raison du nombre d'organisations participantes on pourrait raisonnablement prévoir des divergences en matière de programmes ou des affrontements du fait de cultures institutionnelles différentes. Il n'en est rien d'après Pier Carlo. « Le partenariat fonctionne vraiment bien » ajoute-t-il. « Nul n'essaie d'accaparer la pitance d'autrui. Bien sûr c'est parfois difficile lorsqu'il s'agit de fixer les priorités ou de traiter avec des homologues internationaux. Mais c'est la situation que je préfère. De plus nous avons tous la même vision. »

Cette vision c'est l'espoir que les Balkans seront un jour stables et sûrs. Pourtant si les tensions ethniques qui ont déchiré la Yougoslavie au cours des années 1990 peuvent être moins visibles aujourd'hui, nombre de problèmes environnementaux sous-jacents commencent à remonter à la surface.

« Nous avons hérité de l'effondrement d'un État » explique Pier Carlo. « Au cœur de communautés

très vulnérables gisent des friches industrielles de l'époque communiste comme des mines abandonnées qui ne font l'objet d'aucune réglementation appropriée ou dont la fermeture n'a obéi à aucune norme. Ainsi les déchets toxiques d'une fonderie industrielle peuvent jouxter un hôpital. »

Alors que la République de Bosnie-Herzégovine et la République serbe de Bosnie existent l'une à côté de l'autre, il n'y a pratiquement aucune coopération entre elles. Pourtant les questions environnementales font fi des frontières ethniques ou politiques. Lorsqu'au titre de l'initiative Sécurité et environnement a eu lieu la première consultation au sujet d'un rapport concernant l'état de l'environnement de la Bosnie-Herzégovine (à laquelle participaient les deux entités) Pier Carlo craignait que les vieilles blessures s'ouvriraient à nouveau.

« Je pensais que les gens nous accuseraient de chercher à faire une déclaration politique en traitant la Bosnie-Herzégovine comme une seule entité nationale, » dit-il. « Pourtant au bout du compte tout le monde a compris que du point de vue environnemental c'était l'approche la plus raisonnable. Nous n'avons reçu aucune plainte. »

En septembre 2011, il a conclu l'exploit en organisant une grande réunion entre représentants des deux formations politiques; belle exemple de rassemblement de communautés désireuses de s'attaquer aux problèmes écologiques fondamentaux.



**ISABEL MARTINEZ**  
Administratrice de programme  
Bureau régional pour  
l'Amérique latine et les Caraïbes

Elle dit qu'il s'agit-là de l'un des endroits les plus magiques sur terre. Lorsqu'elle parle du lac Titicaca, il est évident qu'Isabel Martinez se consacre entièrement à sa tâche qui consiste à protéger le plus grand lac d'Amérique du Sud. « En cet endroit les gens sont en parfaite harmonie avec la nature » explique-t-elle. « Bien sûr de nombreux problèmes environnementaux ont pour origine l'activité humaine. Mais une fois que l'on a rencontré les communautés du lieu et que l'on a entrepris de leur expliquer combien il importe de préserver l'écosystème, on ne peut qu'être ravi par la bonne volonté qu'ils manifestent. »

Bien qu'elle supervise d'autres projets, comme par exemple la collecte des eaux au Guatemala ou la gestion des écosystèmes côtiers, pour n'en citer que deux, durant les deux dernières années elle a accordé la priorité au lac Titicaca.

Tout en éduquant les communautés et en les dotant de plus grands moyens pour qu'elles puissent atténuer leur impact sur l'environnement - projets au titre desquels Isabel collabore étroitement avec le PNUD et l'UNICEF - elle a orienté les initiatives vers le renforcement des relations entre les deux États qui se partagent le lac, à savoir la Bolivie et le Pérou. De même que les eaux du lac, d'une placidité trompeuse, peuvent être dangereuses, naviguer

dans la politique des eaux internationales peut s'avérer difficile. « Nos débuts n'ont pas été faciles » se rappelle-t-elle. « Les relations politiques entre les deux gouvernements étaient dans une impasse. Nous avons pourtant pu d'une certaine façon gagner la confiance des deux pays. En 2011 nous les avons vus renouer leurs relations diplomatiques; aujourd'hui ils affichent une réelle volonté de gérer efficacement cette ressource commune. »

En plus du plan directeur bilatéral concernant le lac, Isabel supervise les initiatives de suivi indispensables pour anticiper les dangers auxquels ce fragile écosystème est exposé. Grâce à l'assistance financière du Gouvernement espagnol, 13 laboratoires ont été installés et entièrement équipés en diverses localités des rives boliviennes et péruviennes du lac.

Forte de ces réalisations de qualité, Isabel prévoit qu'elle va devoir consacrer en 2012 plus de temps à d'autres projets de la région qu'elle n'en consacre au lac Titicaca. Cependant elle aura toujours un faible pour cette région. Elle est fière en tant que vénézuélienne d'avoir contribué à la préservation de l'une des merveilles d'Amérique du Sud. Comme elle le dit à propos de ses activités « lorsque nous rentrons à l'ONU nous cessons d'être citoyen d'un pays pour devenir citoyen du monde. »



## ANTONIO PERERA

Directeur de Programme  
du PNUE pour Haïti

2011 a été l'année où Haïti a connu un retour à la normale, si tant est qu'il soit possible d'utiliser cette expression à propos du pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental.

La véritable raison pour laquelle Haïti continue de se retrouver au bas de l'échelle des pays en matière de développement n'est pas claire. « Au fil des ans, des millions de dollars ont été dépensés, » explique Antonio Perera, Directeur du Programme du PNUE pour ce pays. « Dans bien des cas, même lorsque l'on augmente l'aide, les résultats empirent. »

C'est pour résoudre cette énigme que António et ses collègues ont fait une étude pour tirer les enseignements des projets d'aide et de développement couronnés de succès à Haïti et déterminer les raisons de leur réussite afin que la mission du PNUE puisse s'inspirer de ses conclusions. Le rapport était achevé et prêt à être publié en janvier 2010.

C'est alors que le tremblement de terre a frappé.

Le chiffre exact des victimes est contesté, mais le Gouvernement haïtien estime que 316 000 personnes ont péri. Cela a été la pire tragédie ayant jamais frappé l'ONU puisque 103 de ses membres ont été tués. Fort heureusement aucun membre du

personnel du PNUE n'a péri même si aucun d'entre eux n'est sorti indemne de la catastrophe.

« Dans une telle situation vous établissez des liens avec le pays et son peuple, » affirme Antonio, originaire de Cuba. « Il y a de grandes similitudes entre mon pays et Haïti mais aussi bien des différences. Après la catastrophe notre équipe était plus que jamais déterminée à aider le peuple haïtien. »

L'environnement est un des principaux facteurs du redressement d'Haïti. Depuis le tremblement de terre l'équipe de pays du PNUE a déplacé son siège de Port-au-Prince à Port-salut, qui est situé à cinq heures au Sud-Ouest. C'est une région réputée pour sa beauté naturelle mais aussi pour l'énorme problème de développement auquel elle est confrontée.

« Il nous est apparu que le PNUE pouvait avoir une grande influence sur le terrain en concentrant ses efforts sur une zone géographique donnée », explique Antonio. « En privilégiant les projets concernant le développement durable nous enregistrons des résultats remarquables que nous comptons pouvoir reproduire ailleurs dans le pays. »

C'est là une leçon supplémentaire tirée de l'expérience haïtienne, l'une des plus précieuses, à mettre à profit dans le cadre d'autres projets du PNUE partout dans le monde.



## MAGDA NASSEF

Directrice du projet Nyala relevant de l'Initiative Environnement et moyens d'existence entrepris au Darfour (Soudan)

Nyala signifie « l'endroit où l'on parle » en dialecte Daju, terme que Magda Nassef estime approprié. « C'est une localité animée, vivante et pleine de vie, » explique-t-elle. « Il y a une grande diversité d'ethnies qui créent une atmosphère particulière. C'est un endroit particulièrement plaisant pour y vivre et travailler. Et par bonheur, » plaisante-t-elle, « le climat est plus frais qu'à Khartoum. »

Magda et son collègue, le Docteur Abuelgasim Adam, sont les seuls représentants du PNUE à Nyala; ils résident dans les locaux du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. En association avec l'Université Tufts des États-Unis d'Amérique, ils s'adonnent principalement à des activités de recherche et à des projets de sensibilisation des communautés pastorales de la partie Sud du Darfour

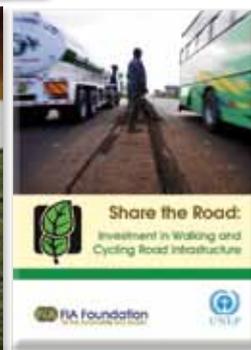
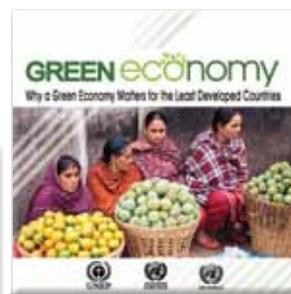
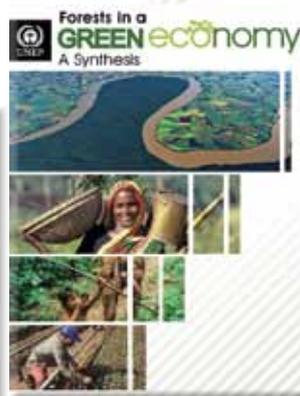
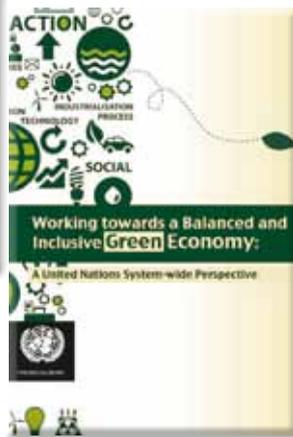
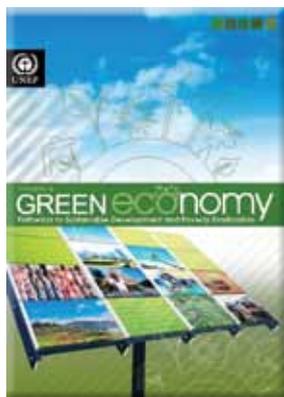
Suite à l'Accord de Doha de 2011 les médias internationaux ont accordé moins d'importance au Darfour du fait d'un léger apaisement. Cela ne signifie pas pourtant que les problèmes sous-jacents ont disparu. Et, comme l'explique Magda, l'environnement est souvent au cœur de la question.

« Avant le conflit il y avait une relation symbiotique entre communautés pastorales et agricoles. Les pasteurs effectuaient leur migration annuelle vers les zones agricoles juste après les moissons ce qui permettait aux troupeaux de consommer les déchets végétaux et de répandre leur fumier sur les champs. Tout cela a été bouleversé. Les conflits au sujet des ressources naturelles sont fréquents. Et bien trop souvent nous assistons à des accrochages entre groupes rivaux. »

En savoir davantage sur les besoins des pasteurs et leur mode de vie permettra, c'est ce qu'espère Magda, aux décideurs de résoudre certains de ces problèmes.

Malgré la triste réputation du Darfour, Magda est optimiste en ce qui concerne l'avenir. « La dimension politique des problèmes nous échappe », admet-elle, « mais quand il s'agit d'établir des relations entre communautés au sujet des ressources naturelles, nous pouvons beaucoup. Je pense que nous pouvons résoudre le problème de la gouvernance de l'environnement et contribuer dans une large mesure au redressement en partant de la base. »

# PUBLICATIONS DU PNUE EN 2011



## **Towards a Green Economy: Pathways to sustainable development and poverty eradication**

Ce rapport démontre que l'économie verte généralement ne freine pas la croissance mais en est plutôt un nouveau moteur; elle est créatrice d'emplois satisfaisants et constitue également une stratégie essentielle pour éliminer la pauvreté persistante. Le rapport cherche aussi à amener les décideurs à créer des conditions propres à favoriser l'accroissement des investissements durant le passage à l'économie verte.

ISBN No: 978-92-807-3143-9

## **Working towards a Balanced and Inclusive Green Economy**

Il s'agit d'un rapport essentiel du groupe de la gestion de l'environnement de l'ONU sur la façon dont le système des Nations Unies peut d'une manière cohérente aider les pays à passer à une économie verte. Le rapport vise à faciliter une même compréhension de l'économie verte et les mesures nécessaires pour assurer la transition

## **Forests in a Green Economy: A Synthesis**

Cette synthèse, qui a été établie au cours de l'Année internationale de la forêt, traite de l'utilité des forêts et de leur rôle durant le passage vers une économie verte et comporte un appel en faveur d'investissements forestiers pour aider à l'avènement d'une économie intégratrice du point de vue social, émettant peu de carbone et utilisant efficacement les ressources.

ISBN No: 978-92-807-3143-9

## **Why a Green Economy Matters for Least Developed Countries**

Ce rapport publié conjointement par le PNUE, la CNUCED et le Bureau du représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement de l'Organisation des Nations Unies fait état des possibilités économiques ainsi qu'en matière de développement humain offertes aux pays les moins avancés du monde durant leur phase de transition vers une économie verte.

ISBN No: 978-92-807-3143-9

## **Orangutans and the Economics of Sustainable Forest Management in Sumatra**

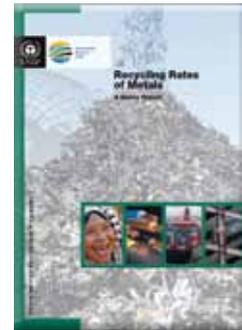
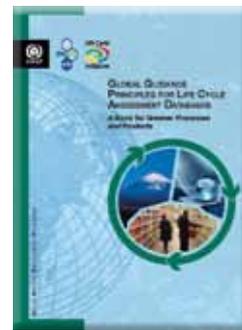
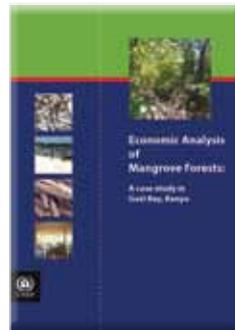
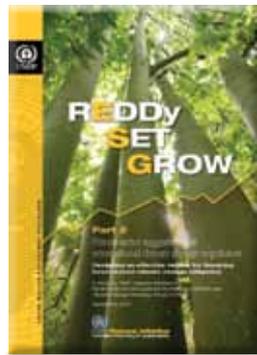
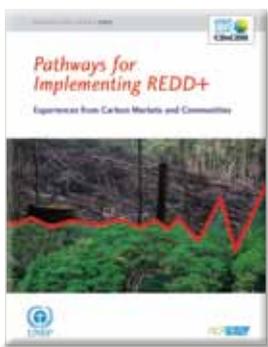
La déforestation est responsable pour près de 17 % des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de la planète, et constitue de ce fait une importante cause des changements climatiques mais aussi de la perte de biodiversité et de la disparition de services écosystémiques ainsi qu'une menace directe pour le grand singe d'Asie, l'Orang-outang

ISBN No: 978-82-7701-095-3

## **Share the Road: Investment in Walking and Cycling Road Infrastructure**

L'initiative Share the Road vise à aider à une redistribution des investissements routiers entre tous les modes de transport. Les tendances actuelles en matière d'investissements routiers et les évolutions et options institutionnelles ainsi qu'en matière de politique aux fins de mobilisation d'investissements sont examinées ainsi que les coûts et avantages des infrastructures de transport non motorisé.

ISBN No: 978-92-807-3125-5



### Pathways for Implementing REDD+

Le Programme REDD+ constitue un important moyen de réduire rapidement et à faible coût les émissions avec des avantages concomitants en matière de conservation de la biodiversité, des ressources en eau et des sols ainsi que pour l'atténuation de la pauvreté. À ce jour plus de 4 milliards de dollars de fonds additionnels ont été annoncés par les pays développés pour les activités appuyant le Programme REDD+ dans les pays en développement qui se sont, quant à eux, fixés des objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions du secteur forestier.

ISBN No: 978-87-550-3854-7

### REDDy, Set, Grow - Opportunities and Roles for Financial Institutions in Forest Carbon Markets

Cette publication, qui est la première partie d'un rapport en comportant deux, vise à recenser et lever les obstacles aux investissements dans les projets forestiers tels que le programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (Programme ONU-REDD).

ISBN No: 978-92-807-3171-2

### REDDy-Set-Grow Part II: Private Sector Suggestions for International Climate Change Negotiators

Dans ce rapport le secteur financier suggère aux participants aux négociations internationales sur les changements climatiques comment concevoir un régime efficace d'atténuation des changements climatiques liés à la déforestation pour pouvoir amener le secteur privé à s'engager financièrement et à investir.

ISBN No: 978-92-807-3207-8

### Economic Analysis of Mangrove Forests: A case study in Gazi Bay, Kenya

Le rapport consiste en une analyse économique détaillée de la mangrove de la baie Gazi au Kenya. On y présente l'écosystème comme une source appréciable de revenus pour la communauté locale. Les résultats obtenus et les méthodes utilisées peuvent être reproduits sur d'autres sites en Afrique afin de déterminer l'intérêt d'intégrer dans la comptabilité nationale le secteur forestier du littoral.

ISBN No: 978-92-807-3187-3

### Global Guidance Principles for Life Cycle Assessment Databases: A Basis for Greener Processes and Products

Les bases de données sur l'évaluation des cycles de vie fournissent des données fondamentales sur la consommation d'énergie, de matériaux, de terres et d'eau ainsi que sur les émissions dans l'air, les eaux et les sols d'une gamme étendue de procédés, produits et matériaux, ce qui permet de relier les données intéressant les utilisateurs et les fournisseurs, de sorte que ces informations fondamentales mises à disposition peuvent être utilisées aux fins de choix écologiques.

ISBN No: 978-92-807-3174-3

### Decoupling: Natural Resource Use And Environmental Impacts From Economic Growth

En 2050 l'humanité pourrait consommer près de 140 milliards de tonnes de minerais, de minéraux, de combustibles fossiles et de biomasse chaque année sauf si l'on parvient à découpler la croissance économique de la consommation des ressources naturelles; c'est là l'avertissement lancé par le Groupe international des ressources du PNUE. Investir massivement dans les innovations technologiques, financières et sociales permettrait de nous engager dans une voie plus viable sur le plan écologique.

ISBN No: 978-92-807-3167-5

### Recycling Rates of Metals: A status report

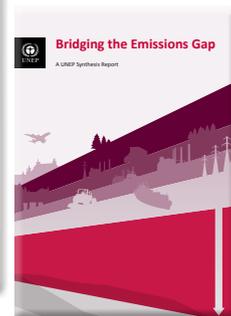
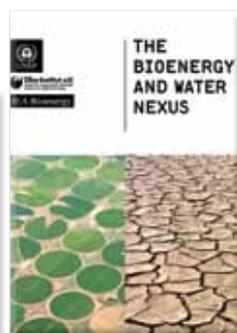
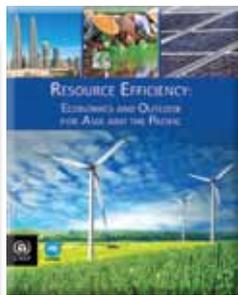
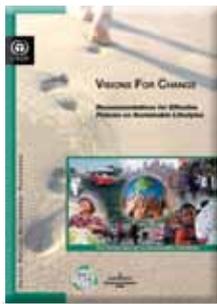
Concevoir des produits mieux adaptés, appuyer les plans de gestion des déchets des pays en développement et encourager les foyers des pays développés à ne pas stocker les articles électroniques périmés dans leurs tiroirs et placards permettrait d'accélérer le recyclage des métaux partout dans le monde.

ISBN No: 978-92-807-3161-3



PNUE

www.unep.org/publications



### Visions for Change - Recommendations for Effective Policies on Sustainable Lifestyles

Il s'agit de recommandations aux fins de conception de politiques et initiatives concernant des modes de vie viables à long terme fondées sur l'étude mondiale consacrée aux modes de vie écologiquement viables (Global Survey on Sustainable Lifestyles (GSSL)). Les recommandations, qui sont destinées aux décideurs et à toutes les parties prenantes, indiquent comment contribuer de la meilleure façon possible à la transition vers des modes de vie écologiquement viables grâce à des campagnes d'information et de sensibilisation.

ISBN No: 978-92-807-3116-3

### Resource Efficiency: Economics and Outlook for Asia and The Pacific (REEO)

Le premier rapport intitulé Resource Efficiency: Economics and Outlook for Asia and The Pacific (REEO) est consacré aux ressources naturelles en tant que moteur et conséquence de l'activité économique et du développement social. On y met l'accent sur l'utilisation récente des ressources naturelles dans la région Asie-Pacifique, de 1970 à 2005, période qui a été celle d'un développement économique sans précédent dans bon nombre de pays de la région.

ISBN No: 978-92-807-3100-2

### Green Hills, Blue Cities: An Ecosystems Approach to Water Resources Management for African Cities

L'Afrique est la région du monde la moins urbanisée mais cette situation évolue rapidement. Environ 40 % du milliard d'habitants vivent en milieux urbains et 60 % d'entre eux dans des bidonvilles. Il est probable que l'Afrique subira les conséquences les plus graves des changements climatiques, en particulier en ce qui concerne la raréfaction des ressources en eau et la sécurité alimentaire.

ISBN: 978-92-807-3154-5

### The Bioenergy And Water Nexus

Les bio-énergies et l'eau sont inextricablement imbriquées. Pour la première fois on utilise dans un rapport ces imbrications dont on souligne les risques et les possibilités qu'elles offrent tout en montrant comment les traiter. On y fournit des informations scientifiques aux décideurs afin de les aider à concevoir des stratégies et des politiques en connaissance de cause. Le rapport indique également qu'il

est nécessaire de procéder à de nouvelles recherches pour combler les lacunes en matière de données et concevoir des outils régionaux. La quantité d'eau disponible et sa qualité sont des facteurs qui déterminent la mesure dans laquelle les bio-énergies peuvent contribuer à un mix énergétique d'ensemble.

ISBN No: 978-92-807-3157-6

### Here and now! Education for Sustainable Consumption. Recommendations and Guidelines

Donner aux décideurs des arguments justifiant la nécessité de dispenser une éducation pour une consommation écologiquement viable, y compris des suggestions aux fins de plans d'action, et fournir des ressources aux responsables de l'éducation, aux formateurs des enseignants, aux enseignants et aux éducateurs.

ISBN No: 978-92-807-3073-9

### Bridging the Emissions Gap: A UNEP Synthesis Report

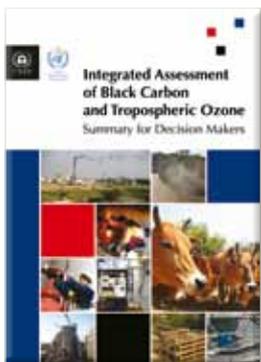
Il s'agit d'une suite au rapport de 2010 du PNUE sur l'écart en matière d'émissions intitulé **Emissions Gap: A Preliminary Assessment**. On y explique aux décideurs et aux parties prenantes la diversité des possibilités offertes pour combler l'écart en matière d'émissions d'ici à 2020.

ISBN No: 978-92-807-3229-0

### Near-term Climate Protection and Clean Air Benefits: Actions for Controlling Short-Lived Climate Forcers - A UNEP Synthesis Report

Le rapport traite des mesures permettant d'atténuer l'impact des agents de forçage climatique à courte durée de vie ainsi que du rôle fondamental qu'elles jouent dans la réduction de la pollution atmosphérique, la protection du climat et le développement durable. L'accent est mis sur trois agents - le noir de carbone, l'ozone troposphérique et le méthane car leur réduction aurait d'importantes conséquences bénéfiques du fait de l'amélioration de la qualité de l'air et du ralentissement des changements climatiques à court terme.

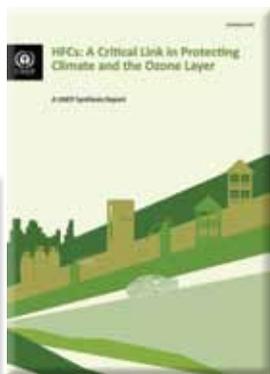
ISBN No: 978-92-807-3232-0



### **Integrated Assessment of Black Carbon and Tropospheric Ozone: Summary for Decision Makers**

L'étude s'intéresse à tous les aspects des émissions de noir de carbone et de précurseurs d'ozone troposphérique d'origine humaine tels que le méthane. On y traite d'un grand nombre de mesures possibles pour réduire les émissions dangereuses, et on y recense un petit nombre de mesures précises qui pourraient avoir les plus grands effets bénéfiques et dont la mise en œuvre pourrait intervenir dès aujourd'hui grâce aux technologies disponibles.

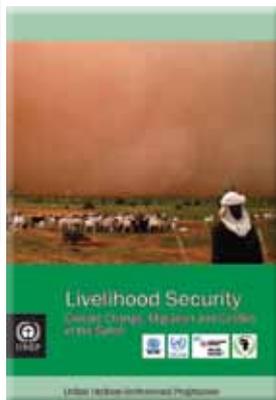
ISBN No: 978-92-807-3142-2



### **HFCs: A Critical Link in Protecting Climate and the Ozone Layer**

Ce rapport traite des liens entre les émissions d'hydrofluorocarbones (HFC), la protection du climat et la protection de la couche d'ozone.

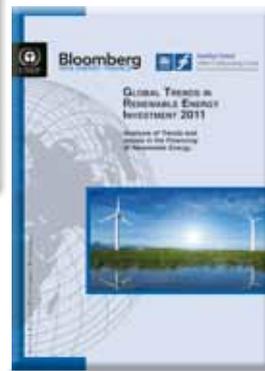
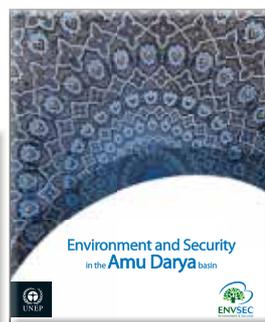
ISBN No: 978-92-807-3228-3



### **Livelihood Security: Climate Change, Conflict And Migration In The Sahel**

Les pays sahéliens sont parmi les plus pauvres de la planète et ceux dont les environnements sont les plus dégradés. Ils sont également parmi les pays les plus exposés aux changements climatiques. L'étude du PNUÉ porte sur le Sénégal, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert, la Mauritanie, le Mali, le Tchad, le Niger, la Gambie et le Burkina Faso.

ISBN No: 978-92-807-3198-9



### **Environment And Security In The Amu Darya Basin**

Le rapport consiste en une analyse des risques pour l'environnement et la sécurité dans le bassin de l'Amou Daria et indique les solutions aux problèmes recensés au cours de l'évaluation. On y conclut que le développement de la

coopération entre pays se partageant les eaux de l'Amou Daria, qui est le fleuve le plus long de l'Asie centrale, pourrait être la démarche essentielle pour parvenir à la paix et à la sécurité dans la région.

### **Global Trends in Renewable Energy Investment 2011**

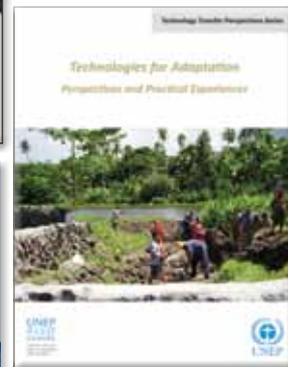
Les investissements au niveau mondial dans le secteur des énergies renouvelables ont progressé de 32 % en 2010 pour atteindre le chiffre record de 211 milliards de dollars. Outre ce chiffre record saisissant, on a assisté à un important accroissement des investissements dans les pays en développement. Pour la première fois le volume des nouveaux investissements financiers des pays en développement a dépassé celui des pays riches. Le rapport de 2011 consiste en une analyse fouillée des tendances et des questions concernant le financement des énergies renouvelables.

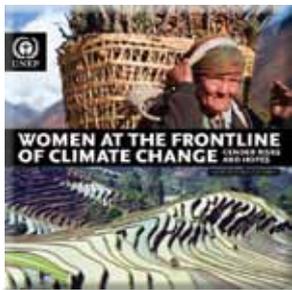
ISBN No: 978-92-807-3183-5

### **Technologies for Adaptation Perspectives and Practical Experiences**

Ce numéro de la série « Technology Transfer Perspectives » rassemble 10 articles de spécialistes et praticiens de l'adaptation du monde entier. On y débat de la notion de « technologies favorisant l'adaptation ». Les articles se répartissent en trois grands volets : notion de technologies favorisant l'adaptation et contexte s'y prêtant; évaluation des besoins en matière de technologies favorisant l'adaptation; et expérience pratique de la mise en œuvre de technologies favorisant l'adaptation.

ISBN No: 978-87-550-3939-1

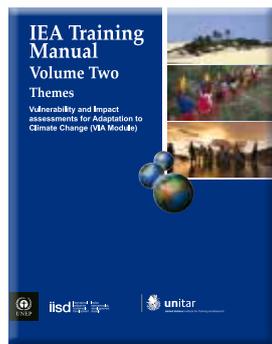




### Women At The Frontline Of Climate Change - Gender Risks And Hopes

S'agissant des impacts des changements climatiques, les femmes se retrouvent souvent en première ligne. La plus grande fréquence des sécheresses et inondations a des conséquences économiques et sociales. C'est l'Asie qui est aujourd'hui la plus exposée, le nombre de personnes touchées chaque année étant supérieur à 100 millions d'individus.

ISBN: 978-82-7701-099-1



### IEA Training Manual Volume Two: Vulnerability and Impact Assessment for Adaptation to Climate Change

La publication expose une méthode permettant d'évaluer la vulnérabilité aux changements climatiques et les impacts des changements, compte tenu d'autres priorités en matière de développement.

ISBN: 978-92-807-3163-7

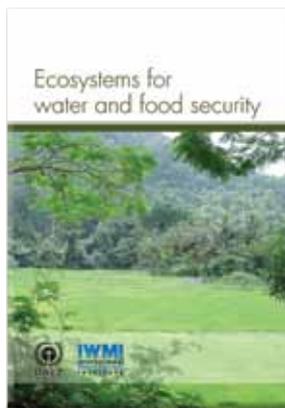
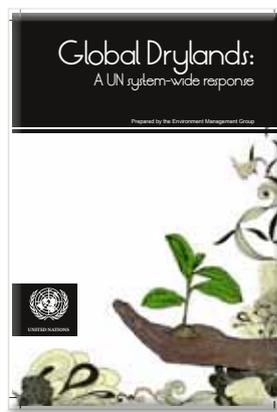
### Global Drylands: A United Nations system-wide response

Cette publication, qui a été établie sous les auspices du Groupe de la gestion de l'environnement des Nations Unies, expose les raisons pour lesquelles les terres arides des pays en développement devraient être « recapitalisées ». À cet effet, une approche intersectorielle sera nécessaire, approche que seule l'Organisation des Nations Unies est en mesure de favoriser en raison de son rayonnement universel et de l'étendue de ses activités et connaissances spécialisées.

### Ecosystems For Water And Food Security

Cette publication, qui intervient au moment où le renforcement de la sécurité alimentaire partout dans le monde pose problème, a pour objet d'illustrer l'importance que revêtent des écosystèmes en bonne santé seuls capables d'assurer les services essentiels à la sécurité alimentaire.

ISBN No: 978-92-807-3170-5



### Volume 1 - 6 Methodology for the Assessment of Transboundary Aquifers, Lake Basins, River Basins, Large Marine Ecosystems and the Open Ocean.

Nombre de systèmes aquatiques essentiels de la planète sont partagés entre deux ou plusieurs nations; ces ressources transfrontières sont reliées entre elles par un réseau complexe d'interdépendances d'ordre environnemental, politique, économique et sécuritaire.

ISBN No: 978-92-807-3239-9

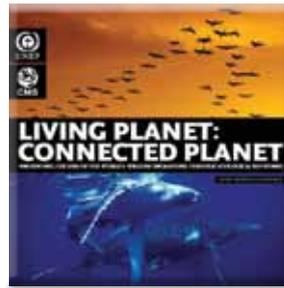
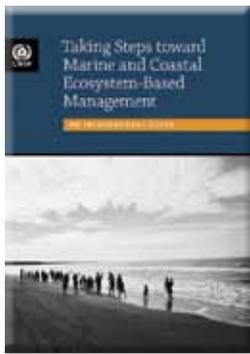
### Marine and coastal ecosystem services

L'évaluation économique des services fournis par les écosystèmes marins et côtiers revêt de plus en plus d'importance lorsqu'il s'agit de prendre des décisions en connaissance de cause et de gérer efficacement les ressources marines et côtières. Ce rapport donne une vue d'ensemble des principales méthodes d'évaluation économique, et indique leurs points forts et leurs faiblesses ainsi que leurs applications pratiques.

ISBN No: 978-92-807-3160-6



### Taking Steps toward Marine and Coastal Ecosystem-



### Based Management - An Introductory Guide

Avec ce nouveau guide sur la gestion des zones marines et côtières reposant sur les écosystèmes, le PNUE cherche à aider les pays et les communautés à prendre des mesures ayant pour objet de concrétiser une gestion des zones côtières et marines fondée sur les écosystèmes, du stade de la planification stratégique jusqu'à celui de la mise en œuvre sur le terrain.

ISBN No: 978-92-807-3173-6

### Guidance Manual For The Valuation of Regulating Services

Ce manuel, qui est destiné aux spécialistes de l'économie de l'environnement, est conçu comme un outil permettant d'estimer la valeur économique des systèmes de régulation.

ISBN No: 978-92-807-3131-6

### Living Planet: Connected Planet – Preventing the End of the World's Wildlife Migrations through Ecological Networks

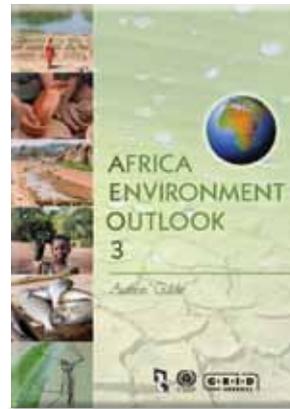
Des millions d'animaux se déplacent dans le monde en empruntant un réseau de voies de migrations atmosphériques, terrestres et aquatiques. La disparition d'un seul maillon de la chaîne de migration peut mettre en péril des populations tout entières tandis que leur concentration les expose à des prélèvements excessifs et au braconnage.

ISBN: 978-82-7701-098-4

### Environmental Assessment of Ogoniland

Une nouvelle étude scientifique indépendante importante réalisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) montre que la pollution résultant d'une exploitation pétrolière de plus de 50 ans dans cette région a eu des conséquences bien plus profondes que celles que supposaient nombre d'observateurs. Le rapport recommande des interventions directes pour traiter la question de la contamination du Delta du Niger.

ISBN No: 978-92-807-3130-9



### Africa Environment Outlook 3 - Authors guide

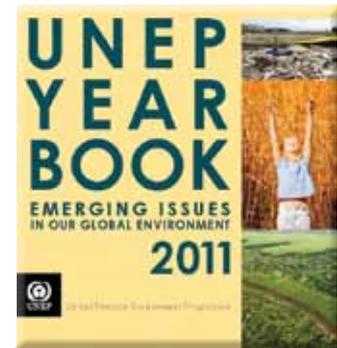
Ces directives sont une référence pour tous ceux qui participent à l'élaboration du troisième rapport sur le Panorama de l'environnement africain. Elles ont pour objet d'assurer la régularité des contributions au rapport et d'orienter la rédaction et le processus d'examen du rapport. Il conviendrait qu'elles soient utilisées à tous les stades de l'élaboration du rapport.

ISBN No: 978-82-770-1093-9

### UNEP year book 2011: Emerging Issues In Our Global Environment

Les domaines traités comprennent, entre autres, la gestion des déchets marins et l'utilisation du phosphore dans la production alimentaire. Il est spécialement fait état de la façon dont la préservation de la biodiversité pourrait être intégrée à la gestion des forêts. On y indique comment les avancées scientifiques les plus récentes peuvent atténuer les changements climatiques tout en améliorant la qualité de l'air. La question de l'importance croissante des énergies renouvelables y est soulignée. Ces faits nouveaux ainsi que d'autres sont résumés sous forme d'indicateurs environnementaux établis à partir des données et tendances les plus récentes de l'environnement mondial.

ISBN No: 978-92-807-3101-9



PNUE

www.unep.org/publications

# 9



## NOMENCLATURE DES SERVICES ET FINANCEMENT

Le mandat et la vocation du PNUE sont déterminés par son Conseil d'administration qui est constitué de 58 États membres. Ceux-ci sont élus par l'Assemblée générale de l'ONU pour un mandat de quatre ans compte tenu du principe d'une représentation régionale équitable.

Les sièges du Conseil d'administration sont attribués comme suit : 16 pour les États d'Afrique, 13 pour les États d'Asie, 6 pour les États d'Europe orientale, 10 pour les États d'Amérique latine et des Caraïbes et 13 pour les États d'Europe occidentale et autres États.

Le Comité des représentants permanents (CRP), qui est constitué de représentants des gouvernements désignés pour superviser les activités du PNUE, est un organe subsidiaire du Conseil d'administration. Le Comité a pour mandat d'examiner, de suivre et d'évaluer l'application des décisions du Conseil d'administration, d'étudier le programme de travail du PNUE et son budget ainsi que leur mise en œuvre ultérieure et d'élaborer des projets de décision qui sont soumis à l'examen du Conseil d'administration.

Toutes les informations sur la composition, les fonctions et les responsabilités du Conseil d'administration et du Comité des représentants permanents sont disponibles sur le site [www.unep.org/resources/gov](http://www.unep.org/resources/gov)

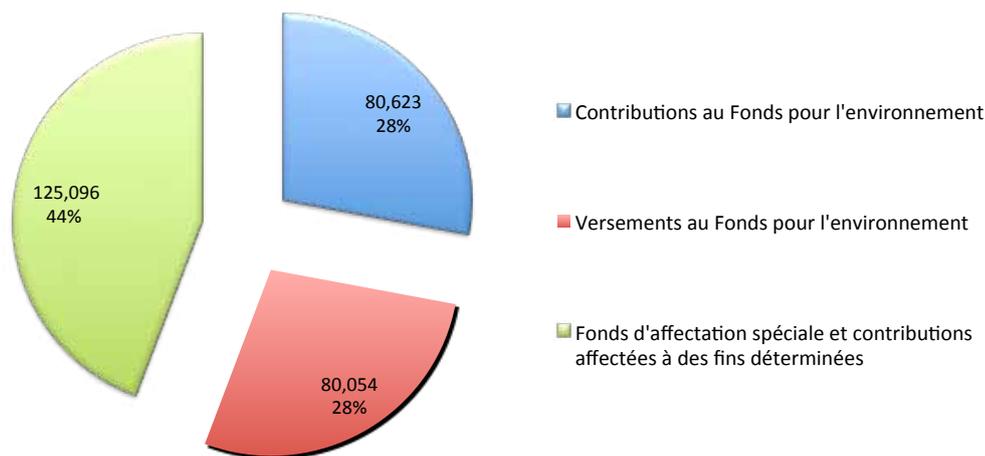
# FINANCEMENT DU PNUE EN 2011

- Le montant estimatif des ressources nécessaires pour le programme de travail et le budget approuvé pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élève à 448 millions de dollars, dont 2 millions de dollars proviennent du Compte des Nations Unies pour le développement (UNDA), 180 millions de dollars du Fonds pour l'environnement, 228,2 millions de dollars des Fonds d'affectation spéciale et des contributions affectées à des fins déterminées et 40 millions de dollars d'autres fonds (y compris les dépenses d'appui au programme et le budget ordinaire de l'ONU). Le montant des ressources nécessaires pour 2011 s'établit à 224 millions de dollars.
- En 2011, 104 pays ont versé leurs contributions au Fonds pour l'environnement dont près de 70 % étaient d'un montant proche, voire supérieur, au montant fixé à l'aide du barème indicatif des contributions volontaires. 51 % des recettes étaient perçues au 30 juin 2011, le reste l'ayant été au cours du deuxième semestre à l'exception des derniers 14 % qui n'ont été reçus qu'en décembre 2011. Les États membres sont

encouragés à verser leurs contributions le plus tôt possible afin que le programme de travail du PNUE puisse être exécuté en temps voulu et de manière efficace. Les cinq contributeurs les plus importants sont l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.

- La crise financière que connaissent actuellement les principaux donateurs du PNUE, la fluctuation défavorable des taux de change et le versement de contributions réduites par deux principaux donateurs ont eu une incidence sur le montant total des ressources financières mobilisées par l'entremise du Fonds pour l'environnement. Au 31 décembre 2011, le montant total des recettes du Fonds pour l'environnement atteignait 81,1 millions de dollars, somme correspondant à des annonces de contributions reçues pour 2011, d'un montant de 80,6 millions de dollars, et au versement en 2011 de contributions annoncées en 2010 d'un montant de 0,5 million de dollars. Le montant total des recettes pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élevait à 162,7 millions de dollars alors que le montant du budget du programme de travail s'élève à 180 millions de dollars, ce qui se traduit par un déficit de 17,3 millions de dollars, soit 9,6 %.

## CONTRIBUTIONS ET ANNONCES DE CONTRIBUTIONS EN 2011 (MILLIERS DE DOLLARS)

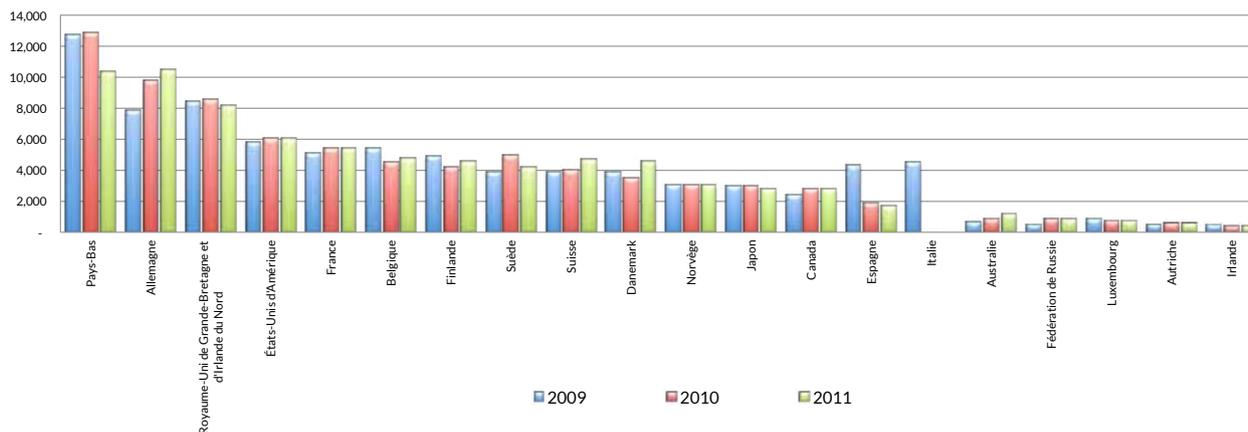


- Les recettes du Fonds pour l'environnement actuellement prévues pour 2012 indiquent que le montant du budget, soit 95,5 millions de dollars, pourrait ne pas être atteint. De ce fait, le PNUE va continuer à fonctionner sur la base d'une réduction de ses ressources, ce qui nuira à l'exécution de son programme de travail. Il convient de noter que les dépenses du Fonds pour l'environnement pour 2011 se sont élevées à 85,5 millions de dollars, ce qui représente un excédent des dépenses par rapport aux recettes de 4,9 millions de dollars qui a été financé par le solde du Fonds. En 2012, le PNUE fera preuve de prudence s'agissant des dépenses, et en particulier des postes vacants à pourvoir, jusqu'à ce que davantage de recettes aient été perçues.
- S'agissant des Fonds d'affectation spéciale et des contributions affectées à des fins déterminées, les résultats en 2011 concernant les recettes et les dépenses ont dépassé les prévisions figurant dans le budget pour l'exercice biennal 2010-2011. Le montant des recettes pour 2011 a atteint 127,6 millions de dollars. Le montant total des dépenses s'est élevé à 131,7 millions de dollars – soit 17,7 millions de dollars (ou 15 %) de plus que le montant des dépenses annuel de

114 millions de dollars indiqué dans le budget pour 2010-2011 que le Conseil d'administration a approuvé. Une accélération des dépenses au titre des Fonds d'affectation spéciale et des contributions affectées à des fins déterminées en 2011 a permis d'assurer l'exécution intégrale du programme de travail pour 2010-2011.

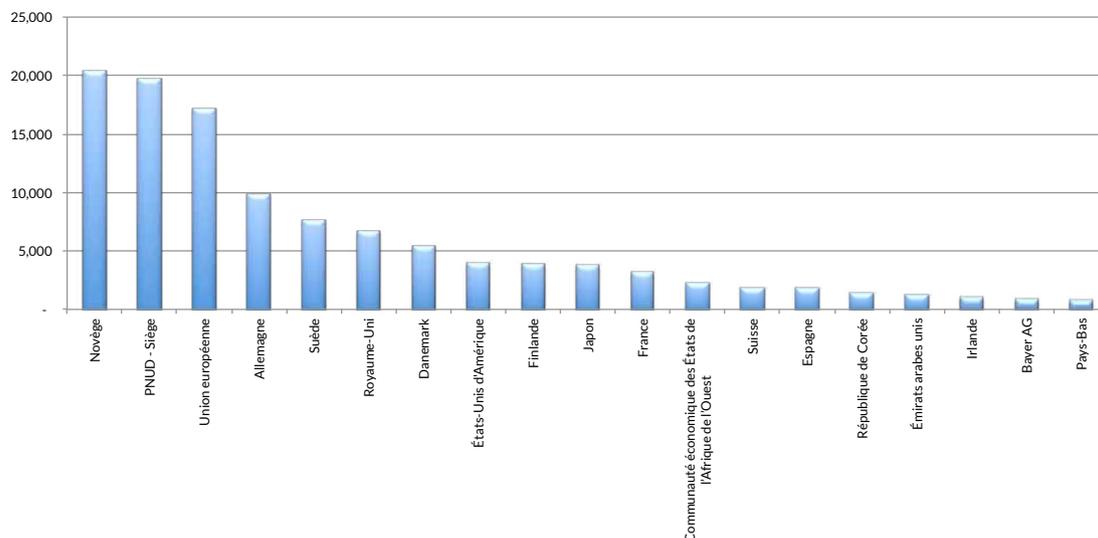
- La contribution la plus élevée versée aux Fonds d'affectation spéciale et au titre des contributions affectées à des fins déterminées a été versée par le Gouvernement norvégien. L'accord de coopération au titre du Programme s'élève à 200 millions de couronnes norvégiennes pour l'exercice biennal 2010-2011; il s'agit-là du deuxième accord programmatique conclu entre la Norvège et le PNUE en vertu duquel des fonds sont affectés aux sous-programmes. Des arrangements similaires ont été conclus avec l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida), qui se sont traduits par un engagement financier de 95 millions de couronnes suédoises au titre de l'appui à quatre sous-programmes pour la période 2010-2013. Des négociations sont en cours avec d'autres grands donateurs en vue de parvenir à des partenariats similaires.

## FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT - TENDANCES CONCERNANT LES CONTRIBUTIONS EN 2009-2011, LES 20 PRINCIPAUX DONATEURS (MILLIERS DE DOLLARS)



- Des contributions affectées à des fins déterminées supplémentaires ont été mobilisées grâce à une collaboration accrue avec les organismes des Nations Unies. Dans le cadre de programmes conjoints de coopération mis en œuvre par le PNUE et le PNUD, 19,6 millions de dollars ont été reçus par l'entremise du Programme des Nations Unies pour le développement. Des fonds supplémentaires ont été ainsi obtenus grâce à la collaboration avec ONU-Habitat, le Département des affaires politiques, le Bureau des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU pour aider les pays à mieux gérer les ressources naturelles afin de prévenir les conflits et de consolider la paix.
- Outre les ressources mises à disposition par les donateurs au titre de l'aide multilatérale, le PNUE étudie les moyens qui lui permettraient d'avoir accès aux fonds destinés à l'aide bilatérale fournis par les États membres, dont l'Union européenne qui s'est engagée à verser 30 millions d'euros, pour élargir sa base de financement. Le PNUE collabore aussi avec le secteur privé et d'autres entités non étatiques dont les fondations.
- À titre d'exemple, citons les deux projets financés dans le cadre de l'aide bilatérale par le Gouvernement danois, à savoir l'établissement du Rapport national sur l'état de l'environnement au Kenya de 2009 et l'étude sur les énergies renouvelables au Kenya dont le coût s'élève à 710 000 dollars. Plus de 190 institutions, dont des banques et des compagnies d'assurance, ont appuyé l'initiative du PNUE en matière de financement, dont l'objet est d'analyser les incidences des considérations environnementales et sociales sur les résultats financiers. En 2011, leurs contributions se sont élevées à plus de 2 millions de dollars.
- Tout en encourageant les États membres, conformément à la décision 25/1 (IV) du Conseil d'administration du PNUE, à s'orienter de préférence vers le versement de contributions au Fonds pour l'environnement plutôt que vers le versement de ressources extrabudgétaires, le PNUE s'emploie à mobiliser d'autres fonds extrabudgétaires au moyen de nouveaux partenariats en vue de favoriser de plus grands changements et d'atteindre les résultats escomptés pour l'exercice biennal 2010-2011.

## CONTRIBUTIONS À DES FINS DÉTERMINÉES ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE LES 20 PRINCIPAUX DONATEURS EN 2011 (MILLIERS DE DOLLARS)



## FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT – CONTRIBUTIONS EN 2011 \* Annonces

	PAYS	ANNONCES DE CONTRIBUTIONS/VERSEMENTS EN 2011
1	Afrique du Sud	63 000
2	Allemagne	10 496 639
3	Andorre	42 192
4	Angola	1 200
5	Antigua-et-Barbuda	1 000
6	Argentine	70 000
7	Arménie	2 500
8	Australie	1 167 503
9	Autriche	550 140
10	Bangladesh*	653
11	Barbade	5 000
12	Bélarus	16 000
13	Belgique	4 809 494
14	Belize	900
15	Bénin*	900
16	Bhoutan*	1 450
17	Bulgarie	17 000
18	Burkina Faso	6 540
19	Burundi	640
20	Cambodge	2 000
21	Canada	2 800 000
22	Chili	20 000
23	Chine	500 000
24	Chypre	40 000
25	Colombie	36 448
26	Congo	850
27	Corée (République de)	221 722
28	Costa Rica	4 054
29	Croatie	33 000
30	Danemark	4 568 213
31	Djibouti*	900
32	Dominique	1 000
33	Égypte	25 000
34	El Salvador*	3 700
35	Équateur	3 800
36	Érythrée*	900
37	Espagne	1 741 720
38	Estonie	13 974
39	États-Unis d'Amérique	6 000 000
40	Fédération de Russie*	900 000
41	Fidji	4 500
42	Finlande	4 556 340
43	France	5 440 000
44	Gambie	1 000
45	Géorgie	2 200
46	Guatemala	2 900
47	Guinée équatoriale*	12 000
48	Guyana	1 000
49	Honduras	1 000
50	Inde*	100 000
51	Indonésie	37 000
52	Iraq*	2 700
53	Irlande	432 008

	PAYS	ANNONCES DE CONTRIBUTIONS/VERSEMENTS EN 2011
54	Japon	2 818 436
55	Jordanie	3 500
56	Kazakhstan	22 975
57	Kenya	30 000
58	Koweït*	200 000
59	Lituanie	23 000
60	Liechtenstein	9 000
61	Luxembourg*	704 225
62	Malaisie	40 000
63	Malawi*	900
64	Maldives	2 000
65	Mali*	1 500
66	Maroc*	12 079
67	Maurice	5 000
68	Mexique	350 000
69	Moldova	900
70	Monaco*	28 782
71	Mongolie*	1 000
72	Namibie	1 750
73	Niger*	900
74	Norvège	3 000 000
75	Nouvelle-Zélande*	230 000
76	Ouganda	5 000
77	Pakistan	10 981
78	Panama	10 000
79	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 000
80	Pays-Bas	10 368 800
81	Philippines	18 000
82	Pologne	150 000
83	République slovaque	55 000
84	République tchèque	38 038
85	Roumanie*	60 000
86	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	8 211 870
87	Rwanda	900
88	Samoa	450
89	Serbie	14 000
90	Sierra Leone	140
91	Singapour*	40 000
92	Slovénie	86 000
93	Sri Lanka	5 100
94	Suède	4 200 000
95	Suisse	4 744 591
96	Suriname	883
97	Thaïlande	25 000
98	Timor-Leste*	900
99	Togo	900
100	Trinité-et-Tobago	10 000
101	Tunisie	8 700
102	Turquie	300 000
103	Tuvalu	900
104	Viet Nam*	7 500
	<b>TOTAL</b>	<b>80 623 280</b>

# HAUTS FONCTIONNAIRES DU PNUE EN 2011



1



2

## 1. STEINER, ACHIM

Directeur exécutif du PNUE  
et Secrétaire général adjoint de  
l'Organisation  
des Nations Unies

## 2. MOHAMED, AMINA

Directrice exécutive adjointe  
du PNUE et Sous-Secrétaire  
générale de l'Organisation des  
Nations Unies

## 3. ALCAMO, JOSEPH

Responsable scientifique

## 4. BOUVIER, CHRISTOPHE

Chef du  
Bureau des opérations

## 5. CANDOTTI, MICHELE

Chef du Bureau exécutif et Conseiller  
principal du Directeur exécutif

## 6. GILRUTH, PETER

Directeur  
Division de l'alerte rapide et de l'évaluation  
(DEWA)

## 7. KANTE, BAKARY

Directeur  
Division du droit de l'environnement et des  
conventions sur l'environnement (DELC)

## 8. LEMMET, SYLVIE

Directrice  
Division Technologie, Industrie et Économie  
(DTIE)

## 9. NIAMIR-FULLER, MARYAM

Directrice  
Bureau de la coordination du Fonds pour  
l'environnement

## 10. NISHIMOTO, TOMOKO

Directrice  
Division de la coopération régionale  
(DRC)

## 11. NUTTALL, NICK

Directeur par intérim  
Division de la communication et de  
l'information (DCPI)



3



4



5



6



7



8



9



10



11



12

## 12. THIAW, IBRAHIM

Directeur  
Division de la mise en œuvre des politiques  
environnementales (DEPI)

### DIRECTEURS ET REPRÉSENTANTS RÉGIONAUX

## 13. ABDEL-KADER, ADEL FARID

Responsable par intérim  
Bureau régional pour l'Asie occidentale (ROWA)



13

## 14. ASTRÁLAGA, MARGARITA

Directrice  
Bureau régional pour l'Amérique latine et les  
Caraïbes (ROLAC)



14

## 15. DUSIK, JAN

Directeur par intérim  
Bureau régional pour l'Europe (ROE)



15

## 16. FRAENKEL, AMY

Directeur  
Bureau régional pour l'Amérique du Nord (RONA)



16

## 17. GOUMANDAKOYE, MOUNKAILA

Directeur  
Bureau régional pour l'Afrique (ROA)



17

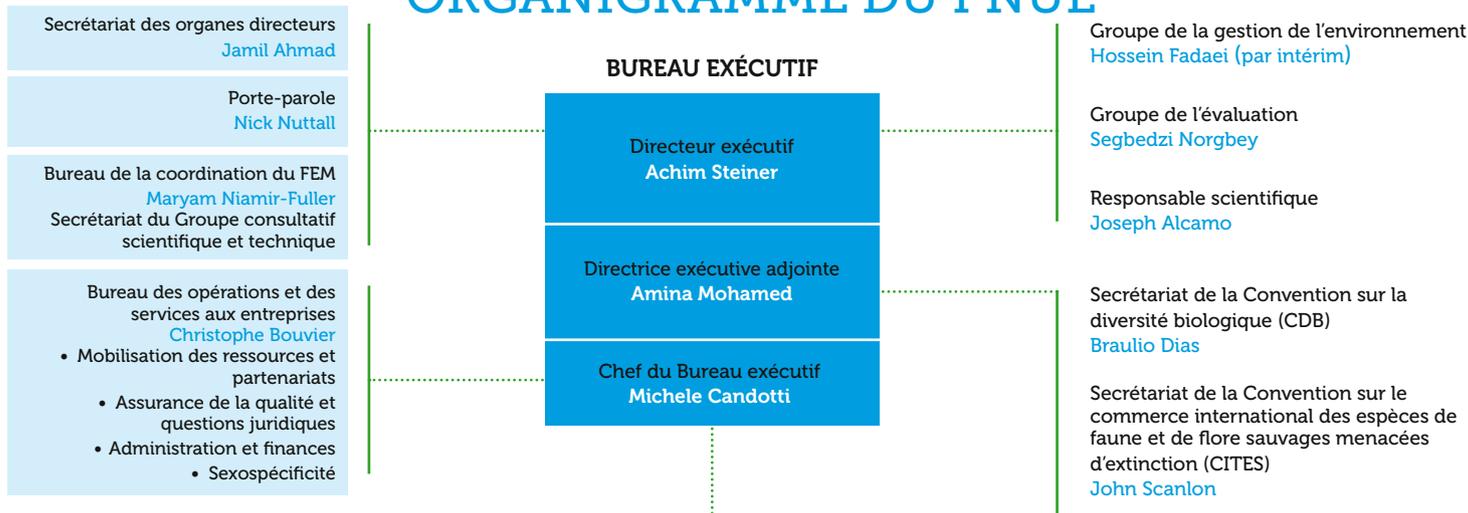
## 18. PARK, YOUNG-WOO

Directeur  
Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (ROAP)



18

# ORGANIGRAMME DU PNUE



## Division de l'alerte rapide et de l'évaluation (DEWA)

Peter Gilruth

- Bureau du responsable scientifique
- Évaluation scientifique
- Alerte rapide
- Développement des capacités
- Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du PNUE
- Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants

## Division du droit de l'environnement et des conventions sur l'environnement (DELC)

Bakary Kante

- Appui à la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement
- Droit de l'environnement et gouvernance
- Politique stratégique et facilitation

## Division Technologie, Industrie et Économie (DTIE)

Sylvie Lemmet

- Consommation et production viables
- Énergie
- Centre international d'écotechnologie (CIET)
- Produits chimiques
- Économie et commerce
- OzoneAction

## Division de la coopération régionale (DRC)

Tomoko Nishimoto

### Coordonne :

- La mise en œuvre du programme de l'ONU « Unis dans l'action » aux niveaux régional et national
- La coopération Sud-Sud
- La collaboration avec les grands groupes et parties prenantes
- Bureaux régionaux du PNUE : Afrique (Nairobi), Asie et pacifique (Bangkok), Europe (Genève), Amérique latine et les Caraïbes (Panama), Amérique du Nord (Washington), Asie occidentale (Manama)
- Bureaux de liaison du PNUE (Addis-Abeba, Bruxelles, Le Caire, New York) et Bureaux nationaux (Beijing, Brasilia, Mexico, Moscou, Prétoria)

## Division de la mise en œuvre des politiques environnementales (DEPI)

Ibrahim Thiaw

- Zones côtières et marines
- Ecosystèmes d'eau douce et terrestres
- Adaptation aux changements climatiques
- Services écosystémiques
- Gestion des conflits et des catastrophes
- Éducation et formation à l'environnement
- Planification des programmes
- Fonds Pauvreté et Environnement du PNUE/PNUD

## Division de la communication et de l'information (DCPI)

Nick Nuttall (par intérim)

- Média
- Rédaction et édition des discours
- Internet
- Publications
- Audiovisuel
- Bibliothèque
- Manifestations spéciales
- Campagne pour un milliard d'arbres
- Enfants, jeunes, sport et environnement

## Secrétariat de la Convention sur les espèces migratrices (CMS)

Elizabeth Mrema

## Secrétariat de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Marco Gonzalez

## Secrétariat du Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal

Maria Nolan

## Secrétariat des conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm

Jim Willis

## Principaux acronymes :

- CIET : Centre international d'écotechnologie
- STAP : Groupe consultatif scientifique et technique
- UNSCEAR : Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants
- WCMC : Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature

# INDEX

	Abu Dhabi	50
<b>ACAD – Fonds de développement des actifs carbone en Afrique</b>		16
	Afghanistan	17, 45
	Afrique du Sud	24-25, 64, 91
	Algérie	64
	Allemagne	30, 40, 63, 105
	Alpes	28
	Amou Darya	45
	Arctique	60
	Argentine	15, 16, 38
	Australie	61, 83
	Azerbaïdjan	48
	Bahamas	21
	Bangladesh	15, 16, 37, 55
	Banque africaine de développement	21
	Banque mondiale	60
	Barbade	79
	Belize	67, 69
	Bénin	44
	Bhoutan	55
	Bolivie	16, 70, 95
	Bosnie-Herzégovine	94
	Brésil	78, 86
	Brunéi	32
	Burkina Faso	44, 55
	Cambodge	32, 66, 69, 81
	Carbone noir	25
	Catastrophes et conflits	17, 36-45
CC DARE – Programme Changements climatiques et développement : s'adapter en réduisant la vulnérabilité		29
	Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature	57
	CFC	71
	Changements climatiques	15-16, 24-35
	Chili	82
	Chine	32, 38, 40, 49, 71, 78, 79, 81, 89
CITES – Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction		47,48
	Colombie	74, 82
<b>CMS – Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage</b>		58, 61
	<b>Comblant l'écart</b>	12
	Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm	19, 64-65, 74-75
	Costa Rica	35, 67, 82
	Côte d'Ivoire	16, 78
	Cuba	96
	Danemark	29, 107
	Économie verte	12, 18, 19, 31, 62, 76-83, 87, 91
	El Salvador	67
	Émirats arabes unis	50, 61
	Énergie renouvelable	15, 33, 37
	Espagne	70, 95
	États-Unis d'Amérique	60, 73, 88, 90, 92, 105
	Éthiopie	83
FEM – Fonds pour l'environnement mondial		12, 16, 20, 34, 47, 60
	France	105
	Frankfurt School of Finance & Management	26
GEO-5 – Cinquième rapport de la série L'Avenir de l'environnement mondial		12, 52, 53, 86

Géorgie	16, 38
Gestion des écosystèmes	17, 56-63
Ghana	44
Gouvernance de l'environnement	18, 46-55
Groupe international d'experts sur la gestion durable des ressources	19, 77
Guatemala	62, 67, 95
Haiti	17, 38, 96
HCFC	32
HFC	25
Honduras	67
Îles Salomon	70
Inde	30, 34, 37, 62, 71
Indonésie	16, 31-32, 64, 92
InforMEA	47
Initiative en.lighten	35
Initiative financière	80, 88, 90
Intégration de la dimension sexospécifique	14
Iran	48, 64
Iraq	35
Italie	94
Japon	37, 67
Kazakhstan	48
Kenya	16, 37, 41, 58, 81, 93
Laos	32, 49, 55
Liban	77, 82
Libéria	45
Malawi	55
Malaisie	32
Maldives	49
Mali	35, 44
Maroc	35
Mauritanie	44
Maurice	82
Mer caspienne	48
Mexique	67, 78, 83
Mongolie	49
MOPAN - Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales	23
Mozambique	61
Myanmar	32

#### NATIONS UNIES

- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	29
- Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)	18
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	24, 29, 54-55, 60, 107
- Groupe de la gestion de l'environnement (GGE)	18, 88
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	24
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	15, 88
- ONU-Habitat	81, 107
- INTERPOL	48
- Office contre la drogue et le crime(ODC)	48
- Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)	41
- Initiative pauvreté et environnement	18, 25, 54

Népal 28, 62

Nicaragua 67

Niger 44

Nigéria 17, 39-40, 41, 44, 69

Norvège	31, 106
OMM – Organisation météorologique mondiale	25, 29
OMS – Organisation mondiale de la santé	51, 67
Ouganda	28
Ouzbékistan	45
Papouasie-Nouvelle-Guinée	61
Panama	31, 67
Pays-Bas	70, 105
Pérou	27-28, 70, 95
Philippines	32, 66
Processus de prévision	12, 21, 52
Protocole de Montréal	32
RDC – République démocratique du Congo	16, 31, 42
République dominicaine	38
<b>REDD – Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts</b>	15, 24, 25, 31-32
Research4Life	51
Research4Policy	51
Royaume-Uni	23, 105
Russie	48
Rwanda	16, 37, 54, 60, 64, 77, 89
SAICM – Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques	19, 67
Sénégal	64
Serbie	70
Seychelles	29
Sierra Leone	38
Singapour	32
Slovaquie	88
Sommet Rio+20 (Conférence des Nations Unies sur le développement durable)	12, 50, 53, 86-87, 90, 92
Soudan	17, 43, 97
Sri Lanka	37
Substances et déchets dangereux	19, 64-73
Sud-Soudan	17, 44
Suède	70
Suisse	23, 40
Tadjikistan	45, 70
Tchad	44
Thaïlande	32, 35, 37, 89
<b>TEEB – L'économie des écosystèmes et de la biodiversité</b>	17
Terres arides	18, 88
Timor-Leste	49
Togo	44
Tunisie	82
Turkménistan	45, 48
UE – Union européenne	28, 51, 107
Uruguay	54, 69, 70
Utilisation efficace des ressources	19, 76-83
Vanuatu	61
Venezuela	95
Viet Nam	15, 16, 32, 49, 83
WRI – World Resources Institute	25

# GLOSSAIRE DES SIGLES ET ACRONYMES COURANTS

AME	Accord multilatéral sur l'environnement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDB	Convention sur la diversité biologique
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CMS	Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
GGE	Groupe de la gestion de l'environnement
OARE	Programme d'accès en ligne pour la recherche sur l'environnement
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POP	Polluant organique persistant
REDD	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts
TEEB	L'économie des écosystèmes et de la biodiversité
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance



**JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT | 5 JUIN**  
**Économie verte: En faites-vous partie?**



# 1972-2012:

## Au service des peuples et de la planète

[www.unep.org](http://www.unep.org)

United Nations Environment Programme  
P.O. Box 30552, Nairobi 00100, Kenya  
Telephone - +254-(0) 20-762 1234  
Télécopie - +254-(0) 20-762 5927  
Mail - [unep@unep.org](mailto:unep@unep.org)  
Site Internet - [www.unep.org](http://www.unep.org)



ISBN: 978-92-807-3245-0  
DCP/1493/NA